

**ÉTATS-UNIS**  
**JOE BIDEN, LE PRÉSIDENT**  
**DE LA RELANCE**

**PORTUGAL — LE POPULISME**  
**SÉDUIT LA CAMPAGNE**  
**SANTÉ — GUÉRIR DE VIEILLIR**



**Courrier**  
**international**

N°1577 du 21 au 27 janvier 2021  
 courrierinternational.com  
 France : 4,50 €

Afrique CFA 3,400 F CFA, Algérie  
 5,30 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre  
 5 €, Autriche 5,40 €, Canada  
 7,75 \$ CAN, DOM 5 €, Espagne 5,20 €,  
 Grande-Bretagne 4,60 €, Grèce  
 5,20 €, Italie 5,20 €, Japon 850 ¥,  
 Maroc 41 DH, Pays Bas 5,20 €,  
 Portugal cont. 5,20 €, Suisse 6,70 CHF,  
 TOM 850 XPF, Tunisie 7,20 DT.

**QUAND**  
**LES RÉSEAUX**  
**SOCIAUX**  
**FONT LA LOI**

*Depuis l'assaut du Capitole, les géants d'Internet se sont livrés à une censure inédite contre Donald Trump et ses soutiens. Est-ce aux entreprises privées de fixer les limites de la liberté d'expression ? Polémique.*



M 03183 - 1577 - F: 4,50 €





Volkswagen Group France, SA au capital de 198 502 510 €, 11 avenue de Boursonne Villers-Cotterêts, RCS Soissons 832 277 370. **Gamme Audi RS Q3 : consommation en cycle mixte (l/100 km) min - max : WLTP : 9,6 - 10,1. Rejets de CO<sub>2</sub> (g/km) min - max : WLTP : 217 - 228. « Tarif » au 18/06/2020 avec mise à jour au 29/10/2020. Valeurs susceptibles d'être revues à la hausse. Pour plus d'informations, contactez votre Partenaire. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe**



RS Q3

# INCARNEZ LA DIFFÉRENCE

sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO<sub>2</sub>, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée.



## LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

### Quand les réseaux sociaux font la loi p.26

Plus de 20 000 soldats de la garde nationale déployés, Washington barricadée, une cérémonie sous haute tension : l'investiture de Joe Biden, le 20 janvier, s'annonçait hors norme. Nos conditions de bouclage (les pages sont envoyées à l'imprimerie le mardi) ne nous permettant pas de couvrir cet événement, nous avons choisi de revenir sur les événements gravissimes du Capitole, qui risquent de marquer durablement les débuts de la présidence Biden. "Insurrection le 6 janvier, impeachment le 13, investiture le 20" : pour le **New York Magazine**, "les trois premiers mercredis de l'année 2021 sont autant de marques sur le visage de l'Amérique".

La semaine dernière, nous nous demandions comment Joe Biden allait "réparer" l'Amérique. Cette fois, c'est la censure inédite des réseaux sociaux contre le président sortant et ses partisans que nous avons choisie de décrypter car, là aussi, c'est la démocratie américaine (et pas qu'elle) qui risque d'être un peu plus fragilisée. C'est d'abord Twitter qui a frappé fort en annonçant la suppression du compte de Donald Trump. Un compte aux 88 millions d'abonnés. Puis, dans la foulée, Facebook, TikTok... Par ce geste, les géants de la Silicon Valley ont devancé le Congrès et mis le locataire de la Maison-Blanche hors d'état de nuire, explique **The Atlantic**. "Donald Trump, célébrité et homme d'affaires, avait promis de purger le marigot qu'est, selon lui, Washington. Il échappera à toute forme de sanction dans cette ville, mais il est rattrapé par la justice du secteur privé", écrivait le magazine à la veille du vote de la Chambre des représentants en faveur d'une nouvelle

procédure de destitution. Le problème, c'est que les Gafam qui censurent aujourd'hui Trump ont largement contribué à la radicalisation de ses partisans. Pourquoi réagir aujourd'hui et pas dès 2016 ? Pourquoi des autocrates comme le président philippin Duterte, le Premier ministre indien Modi... ont-ils encore des comptes, eux, se demande ainsi **The Atlantic** dans un autre article ? Twitter pratique une politique de "deux poids, deux mesures" en censurant les comptes conservateurs et en tolérant les "incivilités graves, [les messages] d'incitation à la violence et même de haine raciale" émanant d'"individus considérés comme appartenant au bon côté, au camp progressiste", estime un éditorialiste de **UnHerd** dans une opinion tranchée traduite sur notre site. Le réseau social Parler – refuge des conservateurs et des complotistes – a été l'autre grande victime du "nettoyage" des géants de la tech. Et même s'il renaîtra sans doute très vite ailleurs, ce bannissement

interroge sur la surpuissance d'Amazon et consorts. "Si on cherchait une preuve que ces géants sont des monopoles, qui agissent en violation de la réglementation antitrust et élimineront toute tentative de concurrence, on ne saurait trouver mieux que le fait qu'ils aient employé leur puissance à détruire un concurrent émergent", analyse sur son blog **Substack** Glenn Greenwald, le journaliste célèbre pour avoir publié les révélations d'Edward Snowden. Tout le débat est là. Est-ce à des entreprises privées de fixer les limites de la liberté d'expression ? Sûrement pas. Mais comment réguler l'information en ligne ? Pour **Quartz**, il faudrait gérer Internet comme un service public. "Près de quarante ans après la création d'Internet, la question de savoir quand et comment des entreprises privées peuvent utiliser leur puissance pour contrôler le flot d'informations et d'idées n'est pas tranchée. Et les événements récents ont démontré à quel point il est important de réfléchir à des

mécanismes de réglementation et de supervision des infrastructures Internet et de réclamer plus de transparence sur les décisions des entreprises qui les gèrent – ou de créer de véritables entreprises d'utilité publique." Autre question récurrente : comment limiter la propagation des opinions extrémistes en ligne ? Et qui est responsable ? Après avoir reconnu un ex-collègue du site **Buzzfeed** parmi les manifestants du Capitole, Ben Smith, chroniqueur média du **New York Times**, prend sa part : "Son évolution me pousse à m'interroger sur la part de responsabilité que nous portons aujourd'hui, nous les pionniers de l'information sur les réseaux sociaux. Avons-nous contribué, ainsi que les créateurs de ces plateformes, à ouvrir une boîte de Pandore ?" Cette question, tous les médias peuvent se la poser aujourd'hui.

En couverture :

dessin de Hajo de Reijger, Pays-Bas | Cagle cartoons.

Joe Biden : dessin de Bado, Canada



## Sommaire



360 p.38

### RUTU MODAN, AU CLAIR DE LA LIGNE

*Tunnels*, le nouvel album de la dessinatrice israélienne, sort en français le 27 janvier. Rutu Modan y suit un groupe d'archéologues jusqu'au cœur du conflit israélo-palestinien : sous le mur qui sépare son pays des Territoires occupés. **Ha'Aretz** l'a rencontré dans son atelier de Tel-Aviv.

SCIENCES p.36

### Guérir de vieillir

Au Japon, les études sur le vieillissement sont soutenues par des centres de recherche et de nouveaux traitements, raconte **Asahi Shimbun**.



MARTIRENA, CUBA

PORTUGAL p.12

### Le populisme séduit la campagne

À la veille de la présidentielle du 24 janvier, l'hebdomadaire **Sábado** s'est rendu dans le village de Póvoa de São Miguel, un bastion de Chega, le jeune parti national-populiste qui a le vent en poupe.

INDONÉSIE p.18

### Le tourisme de luxe divise l'île de Komodo

Les investisseurs et le gouvernement entendent transformer les petites îles de la Sonde, où vivent les dragons de Komodo, en destination de luxe. Au grand dam des habitants. Un récit de **Tempo**.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

**Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Asahi Shimbun** Tokyo, quotidien. **The Atlantic** Washington, mensuel. **Aujourd'hui au Faso** Ouagadougou, quotidien. **The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **Confidential** Managua, hebdomadaire. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **The Indian Express** Bombay, quotidien. **Kommersant** Moscou, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Moskovski Komsomolets** Moscou, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **El Periódico de Catalunya** Barcelone, quotidien. **Quartz** (qz.com) New York, en ligne. **Sábado** Lisbonne, hebdomadaire. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **The Times** Londres, quotidien. **Tempo** Jakarta, hebdomadaire. **Vostotchniy Variant** (v-variant.com.ua) Ukraine, en ligne.



**SUR NOTRE SITE**

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €  
**Actionnaire:** La Société éditrice du Monde  
**Président du directeur, directeur de la publication:** Arnaud Aubron  
**Directrice de la rédaction, membre du directeur:** Claire Carrard  
**Conseil de surveillance:** Louis Dreyfus, président  
**Dépôt légal** Janvier 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.  
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)  
**Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Virginie Lepetit (16 12), Claire Pomarès (web)  
**Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

**ÉDITION** Anouk Delpoit (16 98), Fatima Rizki (17 30), **7 JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Carolin Lohrenz (chef de rubrique, France, 16 33), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **AMÉRIQUES** Bérandère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada) **ASIE** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandjak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Anna Sylvestre-Treiner (chef de rubrique, 16 29), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), **MAGAZINE 360°** Marie Béceil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76), **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

**SITE INTERNET** Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Adrien Oster (chef d'édition), Gabriel Hassan (rédacteur multimédia, 16 32), Carole Lyon (rédacteur multimédia, 17 36), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 16 35), Mélanie Chénouard (vidéo édition, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

**TRADUCTION** Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérot, Julie Martin

**PÔLE VISUEL** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Erriehello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONOGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication, 16 84), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller (16 84)

**AGENCE COURRIER** Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Diallya Konate (17 38)

**DIRECTRICE DE LA FABRICATION** Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE:** Maury, 45330 Malesherbes

**ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO** Paul Blondé, Jean-Baptiste Bor, Anne-Françoise Cochet, Nicolas Coisplet, Geneviève Deschamps, Maddalena De Vio, Marion Douterlignie, Élisabeth Durant, Armelle Lafferrerie, Julie Lassale, Fabiola Le Tournoux, Pauline Le Troquier, Valentine Morizot, Annick Rivoire, Anne Romefort, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Yuta Yagishita

**PUBLICITÉ** MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicazi Bridier, **Directrice générale adjointe**, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

**RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE** Carine de Castellon (16 06), Emilien Hiron (gestion) **Droits** Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Hervé Bonnaud **Responsable des ventes France et International** Sabine Gue **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

**Modifications de services ventes au numéro, réassorts** 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 **Tél.** 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine: 119 €. Autres destinations: <https://boutique.courrierinternational.com>  
 Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

**Certifié PEFC**  
 Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
 10-31-1282 pefc-france.org

Origine du papier: Allemagne. 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations: P10r = 0,001 kg/tonne de papier

## États-Unis. Jours de décrets

Dès son investiture, le 20 janvier, Joe Biden a prévu de signer toute une série de décrets. Climat, crise sanitaire, accès au territoire américain... L'objectif déclaré est de réparer les dégâts causés par le mandat de Trump. Mais dans un pays si déchiré, le nouveau président américain ne bénéficiera d'aucun état de grâce. Un début de présidence à suivre chaque jour sur notre site.

## Donald Trump. Cap sur la Floride

En quittant la Maison-Blanche, le président sortant va s'exiler avec toute sa famille en Floride, où il se sentira chez lui. En effet, cet État, le "Sunshine State", est devenu un fief, une véritable oasis pro-Trump, relate le **Washington Post**.

## À découvrir. Nos rendez-vous hebdomadaires

La personne à suivre, le Courrier des recettes et, toujours, Modern Love... Suivez nos rubriques hebdomadaires et retrouvez nos newsletters États-Uniques, la Lettre tech, la Lettre de l'éduc et la Lettre des expats sur notre site.

**L'horoscope de Rob Breznsy** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

# Que nous réserve l'année à venir ?

## Toutes les réponses sont dans "Le monde en 2021"

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

### Offre d'abonnement

**Je m'abonne pour :**

- 1 AN (52 numéros) au prix de ~~219,80 €~~ \*
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de ~~269,80 €~~ \*

Monsieur  Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

**Je règle par chèque bancaire** à l'ordre de *Courrier international*

**Bulletin à retourner à :** Courrier international  
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO21BO001

**Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :**  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2021>  
 ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-v](https://boutique.courrierinternational.com/cgv-v)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

**Avantages abonnés :**

- Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

**Votre abonnement à l'étranger :**

**Belgique :**  
 (32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

**USA-Canada :**  
 (1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

**Suisse :**  
 (41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch



**SOMMAIRE**

### 7 jours dans le monde

- 8. **États-Unis.** Avec Joe Biden, le modèle californien va s'imposer
- D'un continent à l'autre
- 12. **Portugal.** Le populisme séduit la campagne
- 14. **Suisse.** À Saint-Moritz, exil doré pour clients fortunés
- 16. **France.** Emmanuel Macron ne lâche pas ses réformes
- 18. **Indonésie.** Le tourisme de luxe divise l'île de Komodo
- 19. **Inde.** Quand la Cour suprême sauve Modi
- 20. **Nicaragua.** Emprisonnés à domicile
- 22. **Libye.** À Tarhouna, le règne des "frères de l'enfer"
- 23. **Afrique du Sud.** Où l'apartheid est inscrit dans la cité
- 24. **Syrie.** Al-Hol, "berceau du nouveau califat"

### À la une

26. Quand les réseaux sociaux font la loi

### Transversales

- 34. **Économie.** Le terrassant chantier de la Gigafactory Tesla en Allemagne
- 36. **Sciences.** Guérir de vieillir
- 37. **Signaux.** Vingt ans de vente au détail en un coup d'œil

### 360°

- 38. **Roman graphique.** Rutu Modan, au clair de la ligne
- 42. **Culture.** Ces odeurs qui entrent au musée
- 44. **Plein écran.** Au Donbass, la guerre n'est pas un jeu
- 46. **Histoire.** Les grandes dames du champagne

## 3

### L'ENTREPRISE DE LOGICIEL SALESFORCE PARTAGE SIX PROJETS SOLIDAIRES MENÉS PAR SES SALARIÉS.

Chacun d'entre eux bénéficie de sept jours de bénévolat sous la forme de congés : sept jours pour agir et faire évoluer la société. C'est en 1999 que le fondateur, Marc Benioff, crée l'entreprise de solutions pour le cloud Salesforce et intègre la philanthropie à son plan de développement : 1 % du capital, 1 % du temps des employés et 1 % des produits sont attribués à des œuvres de charité.

Dans ce troisième volet, découvrez la plateforme téléphonique SOS Crise, au lancement de laquelle Stéphane Batiot et Maria Willait de Salesforce ont contribué.

# SOS Crise : un soutien psychologique au bout du fil

**LE SAMUSOCIAL INTERNATIONAL, L'ASSOCIATION LES TRANSMETTEURS ET L'ENTREPRISE DE SOLUTIONS CLOUD SALESFORCE ONT LANCÉ LA PLATEFORME GRATUITE, ANONYME ET SANS ATTENTE SOS CRISE LE 7 AVRIL DERNIER. DES MÉDECINS, PSYCHOLOGUES ET PROFESSIONNELS DU SECTEUR SOCIAL, TOUS BÉNÉVOLES, RÉPONDENT AUX ANGOISSES CAUSÉES PAR LA CRISE SANITAIRE.**



## À RETENIR

► **0800 19 00 00**  
numéro d'appel gratuit

► **Mise en service**  
7 avril 2020

► **Écoute**  
7 jours/7, de 9 heures à 21 heures

► **Capacité**  
2500 appels/jour

► **Équipe**  
554 écoutants bénévoles dont 159 actifs, majoritairement des médecins, des psychologues, des psychiatres et des professionnels du social.

**S**tress face à la crise économique, angoisses causées par le confinement, état dépressif ou anxieux dû à l'augmentation du nombre de personnes infectées et du nombre de morts... La crise du Covid-19 a provoqué un drame sanitaire de grande ampleur et a des conséquences émotionnelles sur la population. Pour rompre l'isolement social et apporter un soutien psychologique, le Samusocial International, l'association Les Transmetteurs et l'entreprise de solutions cloud Salesforce ont conçu et mis en place une plateforme d'écoute téléphonique gratuite. Le 0800 19 00 00 est lancé le 7 avril 2020 : cette ligne est ouverte 7 jours sur 7 de 9 heures à 21 heures pour diminuer l'anxiété

et proposer des solutions pratiques. Maria Willait, responsable de la formation des commerciaux, et Stéphane Batiot, directeur commercial secteur public, ont contribué, au sein de Salesforce, au développement de cette plateforme téléphonique en mars dernier, lors du premier confinement. L'entreprise Salesforce a mis à disposition son produit de service client, Service Cloud, comme outil d'intégration téléphonique. En deux semaines le numéro était opérationnel et les



**“Pendant toute la durée du confinement, les appels n’ont pas cessé. Tous les soirs de la semaine, après ma journée de travail, j’étais au téléphone de 18 heures à 21 heures.”**

MARIA WILLAIT



**LA PAROLE À VÉRONIQUE MARIMON,**  
chief of Staff de Salesforce France

appels étaient pris en charge. À l’autre bout du fil, 159 bénévoles répondent sur la plateforme d’abord intitulée “SOS Confinement”, puis “SOS Déconfinement” et enfin “SOS Crise” pour soutenir de façon pérenne les personnes isolées. SOS Crise apparaît comme une nouvelle solution face à un 15 saturé et complète d’autres initiatives existantes.

### PAS MOINS DE 159 BÉNÉVOLES POUR RÉPONDRE AUX ANGOISSES DES FRANÇAIS

La plateforme se divise en deux plateaux : deux interlocuteurs successifs reçoivent les appels entrants. Lorsque l’appel arrive sur le 0800 19 00 00, le régulateur écoute l’appelant puis l’oriente vers un écoutant professionnel. Cet écoutant apporte alors un soutien psychologique qualifié et dirige éventuellement l’interlocuteur vers une plateforme-

relais telle que SOS Amitié, Paris Aide aux victimes, Solitud’écoute, Violences Femmes Info ou encore Allô enfance en danger.

À la différence des écoutants qualifiés, les régulateurs sont des bénévoles non professionnels. Avant de pouvoir répondre aux appels, ils doivent suivre deux formations, accompagnées de fiches pratiques, d’une demi-journée chacune : l’une sur les aspects fonctionnels de la plateforme, l’autre pour appréhender les questions potentielles sur le Covid-19.

Chaque bénévole répond, durant trois heures, à des personnes en détresse émotionnelle. Une fois par jour, les superviseurs organisent un débriefing pour discuter des appels et des difficultés techniques rencontrées. Maria Willait est régulatrice et superviseuse : “En tant que superviseuse, je gère une équipe de bénévoles. Sur un groupe WhatsApp qui y est consacré, tous les jours à midi, nous échangeons sur les appels complexes.”

Plus de 10 000 appels ont été passés depuis la mise en service de la plateforme. Aujourd’hui, on compte 554 écoutants bénévoles dont 159 actifs, majoritairement des médecins, des psychologues, des psychiatres et des professionnels du social. “Aider les autres depuis chez soi est un réel avantage pour de nombreux bénévoles. Pendant toute la durée du confinement, les appels n’ont pas cessé. Tous les soirs de la semaine, après ma journée de travail, j’étais au téléphone de 18 heures à 21 heures. Aujourd’hui, je suis au bout du fil trois fois par semaine”, raconte Maria Willait.

Comment rendre visite à ses proches après un test positif au Covid-19 ? Que faire après la perte de son emploi ? Combien de temps le reconfinement va-t-il durer ? Ce dispositif offre à chacun la possibilité d’obtenir des réponses et un soutien dans cette période difficile, qu’il s’agisse d’une personne isolée ou entourée d’une famille, traversant douloureusement la crise sanitaire actuelle. ●

Selon une étude McKinsey, les entreprises qui misent sur plus d’inclusion et une plus grande pluralité ethnique, culturelle et de genre au sein de leurs équipes présentent de meilleures performances. Une autre étude, menée par la société de gestion d’actifs Amundi, montre quant à elle que les entreprises cotées les plus engagées en matière de RSE (responsabilité sociétale des entreprises) offrent plus de garanties aux investisseurs (maîtrise des risques) et “surperforment” en Bourse. Au sein de Salesforce, nous constatons clairement une influence positive de notre modèle sur l’engagement et le bien-être des salariés à la recherche de sens. La conviction de Salesforce est que l’entreprise est porteuse du changement, et que toutes les entreprises doivent être actrices de ce changement. Nous voulons avoir un impact sur notre communauté.



7 jours dans  
le monde

# États-Unis. Avec Joe Biden, le modèle californien va s'imposer

Le président démocrate et sa vice-présidente, Kamala Harris, ne jurent que par les politiques du "Golden State", si dénigré par Trump, s'enthousiasme le *Los Angeles Times*.



CAGLE CARTOONS

—*Los Angeles Times* (extraits)  
Los Angeles

Pendant quatre ans, la Californie a été la cible des attaques répétées de Donald Trump, qui s'est donné du mal pour dénigrer, sanctionner et marginaliser cet État et tout ce qu'il représente. Aujourd'hui, la Californie se retrouve de nouveau sur le devant de la scène politique.

Elle est en effet en passe de devenir la muse politique de Joe Biden, de Kamala Harris et du Congrès aux mains des démocrates. De quoi raviver les vieux stéréotypes sur le Golden State, que l'on dit incubateur d'innovation, laboratoire de démocratie et patrie des grandes idées, bien qu'il lutte actuellement contre une flambée des cas de Covid-19, un système de protection sociale mis à mal par la pandémie, le coût exorbitant du logement et les feux de forêts. Autant de problèmes qui poussent les Californiens à fuir leur État.

La Californie n'en demeure pas moins la source d'inspiration première des équipes de Joe Biden dans l'élaboration de leur programme progressiste.

Autre facteur déterminant : l'ex-sénatrice de Californie, Kamala Harris, va endosser son rôle de vice-présidente. "Elle sera de toutes les réunions et c'est elle qui aura le dernier mot", souligne l'ancien gouverneur démocrate de l'État, Gray Davis. Elle défendra des idées innovantes venues de Californie, qui pourraient contribuer à résoudre des problèmes nationaux."

Au sein du gouvernement Biden, d'autres Californiens pousseront dans le même sens. Le procureur général de Californie, Xavier Becerra, est en effet nommé ministre de la Santé. Janet Yellen, qui prendra les rênes du Trésor, enseigne à l'université de Berkeley, tout comme la future ministre de l'Énergie, Jennifer Granholm. Enfin, Alejandro Mayorkas, Californien d'adoption, gèrera le ministère de la Sécurité intérieure. Et au Congrès, c'est Nancy Pelosi,

**Les équipes du futur président se sont inspirées de l'objectif californien de décarbonisation du réseau électrique d'ici à 2045.**

présidente de la Chambre des représentants et élue de San Francisco, qui assurera le bon déroulement du programme californien.

Biden n'a pourtant pas besoin qu'on le pousse dans cette voie. Lorsqu'il était vice-président d'Obama, il prônait déjà le développement à l'échelle du pays de certaines politiques californiennes avant-gardistes, notamment dans le domaine de l'environnement, du droit du travail, de la justice et de la santé.

Le nouveau gouvernement Biden va reprendre certaines initiatives californiennes particulièrement novatrices comme le développement d'un réseau électrique neutre en carbone ou l'abolition des frais de scolarité dans les *community colleges* [établissements post-bac proposant des cursus en deux ans]. Mais il défend également des politiques moins connues : la Maison-Blanche prévoit notamment de relancer le programme *Cash for Clunkers* [littéralement "De l'argent pour mon tacot"], qui encourage l'abandon des véhicules polluants au moyen de compensations financières, une mesure typiquement californienne.

Et même les idées qui n'ont pas vraiment rencontré de succès en Californie sont à l'ordre du jour. Joe Biden est ainsi un ardent défenseur du train à grande vitesse et des mesures de protection sociale pour les travailleurs précaires de la "gig économie".

**Accord de Paris.** Les équipes du futur président se sont particulièrement inspirées de l'objectif californien de décarbonisation du réseau électrique d'ici à 2045. Joe Biden suggère une échéance encore plus courte : il espère obtenir un réseau national propre d'ici à 2035. Lorsqu'il a été adopté en 2018, le projet californien était des plus ambitieux, et un affront à Trump, qui s'efforçait de relancer la demande en énergie fossile. L'initiative a incité plusieurs autres États à avancer le calendrier de leur propre décarbonisation.

Quand Trump a décidé de retirer les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, la Californie s'est malgré tout engagée à en respecter les objectifs et s'est employée, avec succès, à convaincre 23 autres États d'en faire autant. Joe Biden s'apprête désormais à réintégrer l'accord de Paris, et les strictes normes californiennes en matière d'émissions de gaz d'échappement que Trump s'était efforcé avec acharnement de contourner sont une fois de plus au cœur du sujet. Elles contribuent à pousser la flotte de véhicules du pays vers l'électrification.

Le groupe de travail sur l'environnement constitué l'an dernier par les démocrates et coprésidé par l'ancien secrétaire d'État John Kerry, qui a depuis été nommé "Tsar" du climat du gouvernement Biden, a pressé le futur gouvernement de demander

conseil à la Californie. "Pour des mesures audacieuses, prenez immédiatement contact avec la Californie, elle fait autorité sur la question", soulignait son rapport.

Le programme de Biden tiendra également compte des revers essuyés par la Californie. Les incessantes coupures de courant que cet État connaît montrent qu'il faut davantage d'innovation, de contrôle et d'investissements pour respecter les objectifs en matière d'énergie verte. Le programme *cap and trade*, destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre, n'a pas fait baisser la pollution dans les communautés marginalisées et les protestations ont peut-être coûté à Mary Nichols, chargée de la qualité de l'air en Californie, la direction de l'Agence pour la protection de l'environnement du gouvernement Biden.

**Le nouveau gouvernement a clairement fait savoir qu'il regardait du côté de la Californie pour réformer le droit du travail.**

De même, le retard catastrophique dans l'attribution des aides aux chômeurs pendant la pandémie et les fraudes massives ont fait capoter les perspectives du ministre du Travail californien de se voir attribuer un poste dans le gouvernement fédéral.

En novembre dernier, les électeurs californiens ont voté en faveur [de la proposition 22], un texte élaboré par les sociétés de chauffeurs VTC et autres entreprises en ligne qui vidait de sa substance la réglementation exemplaire de la Californie, destinée à protéger les travailleurs de la nouvelle économie. Les partisans de cette réglementation considèrent cependant que ce revers fait partie du rodage et montre au nouveau gouvernement Biden les ajustements à apporter avant de les étendre à l'ensemble du pays.

L'une des politiques californiennes que Biden a promis de reprendre vise à réduire le nombre de femmes noires qui meurent en couches ou dans l'année suivant leur accouchement. Même si la Californie a fait des progrès significatifs, les femmes noires représentent toujours 40 % des décès. Biden compte proposer des mesures supplémentaires pour lutter contre les inégalités raciales en matière de santé.

Enfin, le nouveau gouvernement a clairement fait savoir qu'il regardait du côté de la Californie pour réformer le droit du travail. Cet État possède "la réglementation la plus avancée du pays en matière de protection des travailleurs", précise Robert Reich, ancien ministre du Travail de Bill Clinton. Les salariés y ont plus de droits que partout ailleurs, notamment en matière d'heures supplémentaires, de

✓ Joe Biden et Kamala Harris.  
Dessin de Taylor Jones,  
États-Unis.

représailles de l'employeur, de discrimination et de harcèlement sexuel.

“Nous avons montré qu'on pouvait avoir une politique progressiste et une croissance économique”, souligne le député démocrate Ro Khanna, de la Silicon Valley. Khanna a vanté ces politiques dans un récent podcast produit par le réalisateur Michael Moore, habituellement plutôt prompt à critiquer les progressistes californiens. Il avait donné à son podcast un titre surprenant, comme un pied de nez adressé à Trump : *Make America California Again!* [“Faire que l'Amérique redevienne la Californie !”]

—Evan Halper  
Publié le 17 janvier

### À la une



### TROIS MERCREDIS QUI MARQUENT L'AMÉRIQUE

Insurrection le 6 janvier, impeachment le 13, investiture le 20 : pour le **New York Magazine**, les trois premiers mercredis de l'année 2021 sont autant de marques sur le visage de l'Amérique. Le bimensuel new-yorkais revient sur les événements de ces dernières semaines et se penche notamment sur les destins croisés des 45<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> présidents des États-Unis : alors que, dans le sillage des émeutes du 6 janvier au Capitole, Joe Biden et son entourage prennent la mesure de la tâche qui attend le démocrate à la tête de l'exécutif américain, Trump vient, lui, de subir une série de revers politiques, financiers et judiciaires qui, selon le magazine, “annoncent sa ruine” : en quittant la Maison-Blanche, “Trump perd son emploi, mais il est fort possible qu'il perde aussi tout le reste”.

### Une avalanche de décrets

●●● Ne pas perdre une minute. Selon le **New York Times**, aussitôt sa prestation de serment faite, le nouveau président américain devait signer une série de décrets, dont certains “symboliques”, destinés à marquer la rupture avec les années Trump. Parmi ces “décrets du premier jour” : la levée de l'interdiction d'entrée sur le territoire américain pour les ressortissants de plusieurs pays “majoritairement musulmans, le retour des États-Unis dans l'accord de Paris sur le climat, l'obligation de porter un masque dans les établissements fédéraux et pour les déplacements entre États américains” ou “l'injonction faite aux services fédéraux de trouver la façon de réunir les familles d'immigrants séparées à la frontière”.



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Ce numéro a été mis sous presse avant la cérémonie d'investiture du président Biden le 20 janvier. Voilà pourquoi cet événement n'est pas couvert dans ces pages. Mais vous pouvez retrouver tous les derniers développements de l'actualité américaine sur notre site Internet. Outre cette cérémonie à haut risque, encadrée par un dispositif de sécurité inédit, les regards sont également tournés vers le Sénat et les suites de la procédure de destitution engagée contre Donald Trump.

# 19000

**MILLIARDS DE DOLLARS** : c'est l'ambitieux plan d'urgence que Joe Biden a dévoilé le 14 janvier. Baptisé “plan de sauvegarde”, il est censé empêcher les États-Unis de s'enfoncer plus avant dans la crise causée par la pandémie. Il rompt drastiquement avec la stratégie adoptée par l'administration Trump pour lutter contre la pandémie, en accordant “un rôle robuste à l'État fédéral”, note **Politico**. Des crédits seront ainsi alloués à la multiplication des tests de dépistage, aux campagnes de vaccination et au versement d'allocations aux plus précaires, notamment aux femmes.

### Le nouveau visage de la CDU



**ALLEMAGNE** — “Sécurité intérieure pour la CDU”, titre **Die Tageszeitung** après la désignation

d'Armin Laschet à la tête du parti conservateur lors du congrès virtuel du 16 janvier. Il était “le meilleur candidat” pour rassembler une “CDU divisée”, note le journal de la gauche alternative en cette “super-année électorale” qui verra le départ d'Angela Merkel à l'automne. Arrivera-t-il à être chancelier ? Le SPD et les Verts ont en tout cas de quoi s'inquiéter, note le quotidien, car ce “centriste” va rendre le combat “plus difficile” pour ses adversaires que son concurrent beaucoup plus cliquant de la CDU, Friedrich Merz.

### À sec

**TURQUIE** — La sécheresse guette Istanbul, qui ne dispose plus que d'une quarantaine de jours de réserves d'eau. Le manque de pluie a asséché les barrages qui alimentent la mégapole de 16 millions d'habitants et qui sont désormais remplis à moins de 20 % de leur capacité, écrit le quotidien **Habertürk**. La capitale économique turque souffre des conséquences du réchauffement climatique mais aussi d'une forte augmentation de sa population et d'une politique qui a fait primer le développement économique rapide sur les préoccupations environnementales. Les pluies abondantes prévues en février et mars pourraient écarter le danger d'une grave pénurie en eau pour cette année, mais le risque ne serait que repoussé.

### Nuits d'émeutes

**TUNISIE** — Pillages de magasins, pneus brûlés, caillassages et affrontements avec les forces de l'ordre... Dix ans après la révolution de 2011, plusieurs villes, dont Tunis, ont été secouées par un vent de colère, en particulier durant la nuit du 16 au 17 janvier. “Une révolution inachevée”, résume

le quotidien algérien **Liberté**, qui explique que ces manifestants, très jeunes pour la plupart et n'ayant pas hésité à braver le couvre-feu, tenaient à “exprimer leur colère face à une situation sociale de plus en plus critique”. Le 18 janvier, le ministère de l'Intérieur a annoncé avoir procédé à 600 arrestations.

### Retour à la case prison



**CORÉE DU SUD** — “Lee Jae-yong incarcéré... Samsung de nouveau privé de chef”, titre **Hangook Kyongje** le

19 janvier. La veille, le patron de facto du plus puissant *chaebol* du pays a été condamné à deux ans et demi de prison pour avoir versé des pots-de-vin à l'ex-présidente Park Geun-hye, elle-même condamnée quatre jours plus tôt à vingt ans de réclusion. À l'issue du verdict, Lee Jae-yong a été conduit en prison. Comme il avait déjà été incarcéré de février 2017 à février 2018 pour la même affaire, il lui reste désormais un an et demi à purger.

### Migrants refoulés

**GUATEMALA** — Une immense majorité des milliers de migrants partis du Honduras quatre jours plus tôt ont été refoulés le 18 janvier par les forces de l'ordre guatémaltèques. “Dans leur fuite, certains d'entre eux ont essayé de jeter des pierres sur les policiers, qui ont répondu par des gaz lacrymogènes”, écrit le quotidien hondurien **El Heraldo**. En prévision de cette nouvelle “marche” de migrants convoquée via les réseaux sociaux, le gouvernement guatémaltèque avait au préalable décrété l'état d'alerte dans les départements frontaliers, une mesure qui interdit tout rassemblement public. “Les migrants disaient avoir l'espoir d'un possible assouplissement de la politique migratoire américaine avec l'investiture de Joe Biden”, écrit **BBC Mundo**. Le phénomène des “caravanes” de migrants d'Amérique centrale a débuté en 2018.

## En douceur



**PAYS-BAS** — À deux mois des élections, c'est à vélo que le Premier ministre néerlandais s'est rendu

chez le roi le 15 janvier pour lui présenter sa démission. Elle découle du scandale des allocations familiales, qui a vu au moins 26 000 familles accusées à tort de fraude et sommées de rembourser des dizaines de milliers d'euros. Craignant un vote de défiance, le libéral Mark Rutte, qui menait la coalition au pouvoir, a pris de lui-même la décision de se démettre. Pour le quotidien **Trouw**, c'est "la chute la plus douce possible : d'un commun accord, sans dispute ni reproches".

## Au sommet

**ALPINISME** — C'était le dernier sommet de plus de 8 000 mètres à résister à une ascension en hiver. Mais le 16 janvier, au Pakistan, une équipe de dix Népalais a terrassé le K2, le deuxième plus haut sommet au monde avec ses 8 611 mètres, signant une page légendaire de l'alpinisme. Un exploit accompli "sans oxygène supplémentaire", selon les propos de Nirmal Purja, l'un des dix héros cité par **The Kathmandu Post**.

# +2,3%

**C'EST LE TAUX DE CROISSANCE CHINOIS SUR L'ANNÉE 2020, grâce notamment à un rebond de 6,5% au quatrième trimestre, selon les résultats publiés le 18 janvier. Si le Covid-19 est né en Chine, ses conséquences sur l'économie de ce pays sont bien moins désastreuses que partout ailleurs dans le monde. Il s'agit même "d'une des seules grandes économies mondiales à avoir progressé" pendant la pandémie, fait observer South China Morning Post, tout en notant que ce chiffre n'a jamais été aussi faible depuis 1976.**

## RUSSIE

## Face à Navalny, Poutine se devait de rester ferme

Alexeï Navalny savait qu'il serait arrêté à son arrivée à Moscou. C'est un épisode de plus dans la bataille qui l'oppose à Vladimir Poutine. Qui l'emportera ? s'interroge ce journal à gros tirage.



— **Moskovski Komsomolets** (extraits) *Moscou*

Le patient berlinois est devenu un prisonnier russe. Et pas pour deux jours ou quelques semaines en attendant son procès. Jusqu'en 2020, les relations d'Alexeï Navalny avec la classe dirigeante russe et le système sécuritaire étaient très ambivalentes. Son art de la manœuvre et son implication dans les guerres intra-élitistes l'avaient auréolé d'un voile d'invulnérabilité. Chaque fois que sa situation semblait avoir atteint un point critique, un "miracle" survenait au dernier moment.

Mais les événements des six derniers mois semblent avoir définitivement mis fin à ce schéma. En s'alliant de fait avec l'Occident, Alexeï Navalny a complètement changé de catégorie parmi les figures politiques. Comme [les ex-oligarques] Boris Berezovski et Mikhaïl Khodorkovski avant lui, il est devenu aux yeux des autorités russes un ennemi qu'il faut réprimer jusqu'à la capitulation politique définitive. Avant d'être arrêté à l'automne 2020, Khodorkovski avait eu droit à des allusions lui suggérant d'aller prendre l'air à l'étranger quelque temps. Parallèlement, un haut fonctionnaire lui avait présenté des documents prouvant

qu'il faisait de la corruption active auprès de députés de la Douma. Khodorkovski avait fait mine de ne pas comprendre ces mises en garde et avait finalement été arrêté à l'aéroport de Novossibirsk.

L'arrestation d'Alexeï Navalny à l'aéroport de Cheremetievo à Moscou [le 17 janvier] semble avoir été précédée d'une histoire semblable. Le grand public n'a appris que ces jours-ci que le Service fédéral de l'application des peines avait délivré un mandat d'arrêt contre lui fin décembre 2020. Mais son avocat en avait, d'après mes sources, été informé presque immédiatement. Le patient berlinois, une fois guéri, devait faire un choix : soit il rentrait avec l'assurance de se retrouver derrière les barreaux, soit il restait à l'étranger et devenait une personnalité à l'influence limitée sur la politique russe.

Alexeï Navalny a choisi d'augmenter la mise et de durcir le conflit avec le pouvoir russe. Le Kremlin s'est alors à son tour trouvé face à un dilemme, brillamment décrit par le célèbre essayiste Piotr Romanov : "Ce que Navalny a réussi à faire malgré son poids électoral microscopique actuel, c'est de mettre le pouvoir dans une posture particulièrement inconfortable. Soit Navalny devient un martyr, ce qui est mauvais pour le pouvoir, soit le pouvoir se montre

✓ "Bienvenue au pays, M. Navalny ! Venez vous asseoir et racontez-nous donc ce que vous avez fait en Allemagne !" Dessin de **Marian Kamensky**, Autriche.

faible, et c'est tout aussi mauvais pour lui-même." Je suis d'accord, à l'exception d'un point essentiel. Se montrer faible, pour le pouvoir russe, ne serait pas simplement "mauvais". Se montrer faible reviendrait à disparaître en tant que pouvoir.

Notre histoire l'a montré à plusieurs reprises : les Russes sont prêts à tout pardonner au pouvoir sauf la faiblesse (pour preuve : le destin de Mikhaïl Gorbatchev, de Nicolas II et de bien d'autres). Tout adversaire qui insiste pour se lancer dans un rapport de force frontal avec le Kremlin doit inmanquablement recevoir ce choc frontal. Et c'est exactement ce qui est arrivé à Alexeï Navalny à sa descente d'avion à Moscou.

**Soutien futile.** Ainsi, les pions sont disposés sur le plateau pour une nouvelle partie d'échecs. L'Occident va jouer activement dans le camp de Navalny. Il le fait déjà. Seulement, ce soutien médiatique et politique occidental est à double tranchant pour Navalny. Lorsqu'il s'agit de questions vitales pour le régime, toutes les exigences occidentales glissent sur Poutine sans l'atteindre. Ces mêmes politiques occidentales exigent par exemple depuis 2014 avec le plus grand sérieux de "libérer immédiatement la Crimée". Et alors ? Rien. Dans le cas de Navalny, les ultimatums américains et européens n'auront pas plus d'effet.

Les stratèges occidentaux sont d'ailleurs probablement conscients de la futilité de leurs appels. Le but réel de leurs messages n'est pas tant la libération de Navalny que d'utiliser cette question comme levier de pression sur le Kremlin et outil de déstabilisation de la situation politique en Russie. Ce qui donne aux autorités russes un atout absolu évident, qu'elles utilisent déjà et continueront à utiliser. Poutine a exposé la stratégie du Kremlin concernant Navalny lors de sa grande conférence de presse de décembre dernier, en le qualifiant de fait d'"agent de l'Occident". C'est pourquoi, si l'Occident décide lui-même de nouvelles sanctions contre la Russie en réaction à ce qui s'est passé à Cheremetievo, cela ne fera que renforcer les effets des déclarations de Poutine sur les liens de Navalny avec "des étrangers douteux".

Mais le plus important, c'est ce qui va se jouer au sein de l'opinion publique russe. La tactique globale de Navalny et celle du pouvoir sont plutôt claires. Navalny va essayer par tous les moyens d'apparaître comme le "Mandela russe". Le pouvoir répliquera en démontrant que non content d'être un agent de l'étranger, Navalny est aussi un délinquant ordinaire. Qui des deux parviendra à jouer au mieux de ses atouts et prendre l'ascendant dans la guerre de l'information ? Une chose est sûre : il va de nouveau y avoir du sport dans la politique russe.

— **Mikhaïl Rostovski**  
Publié le 18 janvier

UGANDA

# Sixième mandat pour Yoweri Museveni

Le “Bismarck des Grands Lacs” a encore remporté la présidentielle. Une victoire qui ne doit pas faire oublier la contestation qui enflé, estime cet éditorialiste burkinabé.

—Aujourd’hui au Faso  
Ouagadougou

C'est fait ! Sans surprise, le président sortant, Yoweri Museveni [au pouvoir depuis trente-cinq ans], a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle du 14 janvier. Selon les résultats provisoires annoncés par l'instance nationale chargée des élections, c'est avec 58,64 % des voix, contre 34,83 % pour son principal challenger, Bobi Wine [une star du reggae de 38 ans reconverte en député puis candidat à l'élection présidentielle], que le président candidat a remporté cette élection. Comme il fallait s'y attendre, ces résultats ont été aussitôt rejetés par la Plateforme de l'unité nationale (NUP) [principale coalition d'opposition].

Sixième mandat donc pour le “Bismarck des Grands Lacs”, qui, on l'imagine, ne veut rien lâcher et n'entend pas se laisser décevoir par un jeune trentenaire “fringant”. Après l'annonce de sa victoire, Yoweri Museveni a qualifié cette élection “de vote des Ougandais pour l'amour de leur pays, pour le panafricanisme et pour la démocratie”.

Le moins que l'on puisse dire sur la tenue de ce scrutin, c'est que tout avait été mis en place pour “offrir” un énième mandat au plus que septuagénaire. Victime d'une police qui n'avait pas hésité à réprimer dans le sang plusieurs de ses rassemblements [au moins 54 personnes ont été tuées depuis l'ouverture de la campagne électorale], celui qui se fait surnommer “président du ghetto” [Bobi Wine] a la rancune tenace. Mais que peut-il face à un régime qui n'a cure du respect des droits humains ? En dénonçant des fraudes, des bourrages d'urnes et en rejetant les résultats du scrutin du 14 janvier, Bobi Wine est dans son rôle. Il per-  
tueue en quelque sorte une tradition chère

aux opposants africains. Le chanteur, dont la résidence a été encerclée par la police, est conscient de ce qui pourrait advenir. Alors, va-t-il faire contre mauvaise fortune bon cœur en se tenant à carreau face à ce simulacre d'élection ? Quelle sera la réaction de cette jeunesse ougandaise désillusionnée, dont il est le porte-voix face à ce régime liberticide pour lequel il est devenu la principale cible à neutraliser ?



ÉDITO

L'exemple ougandais est illustratif du mal de la démocratie en Afrique. En janvier 1986, Yoweri Museveni, alors rebelle marxiste et panafricaniste, prenait le pouvoir par les armes. À l'époque, l'artiste Bobi Wine n'avait que 3 ans. Aujourd'hui, celui qui jadis faisait figure de “héros de la libération” est devenu au fil des années un autocrate à la tête d'un régime répressif.

Icône de cette frange de la société, l'artiste joue son avenir politique après cette réélection du vieux briscard Museveni même si on sait qu'il ne dispose pas d'une grande marge de manœuvre face à l'appareil répressif du régime en place. Il devra donc prendre son mal en patience et continuer de titiller le “vieux” en attendant une ouverture démocratique véritable.

—Davy Richard Sekone  
Publié le 18 janvier



☞ “Je porte un toast... à mon avenir assuré !”  
Sur le seau : commission électorale. Sur la bouteille : Wine alc. 58 %.  
Dessin d'Ogon, Ouganda.

ILS PARLENT DE NOUS

ELAINE SCIOLINO, ÉCRIVAIN AMÉRICAINE

## #MeTooInceste : “Un moment décisif pour la France”



Depuis les accusations d'inceste contre le constitutionnaliste Olivier Duhamel, un tabou semble avoir été brisé. Les prémices d'une libération de la parole sur ce sujet à la façon de #MeToo ? Elaine Sciolino, auteure et ancienne chef du bureau du New York Times, a répondu à nos questions.

Comment se fait-il qu'en France les scandales sexuels soient toujours aussi bien gardés ?

Les secrets des puissants sont généralement respectés tant par les médias que par les hommes politiques et les intellectuels eux-mêmes. Les Français sont très tolérants envers les comportements privés, notamment sexuels, de leurs semblables. Pour eux, la vie privée ne doit pas être livrée aux regards extérieurs.

Le privé est protégé très rigoureusement par la loi, au point que la plus petite intrusion de la presse, écrite ou audiovisuelle, peut entraîner de lourdes condamnations en dommages et intérêts. Journaliste américaine à Paris, j'ai dû apprendre à naviguer dans un milieu où la discrétion est de mise, et où l'on attend des initiés qu'ils se plient à certaines règles non écrites qui horrifieraient les responsables de n'importe quel journal américain.

Est-ce qu'une libération de la parole comme on le voit avec #MeTooInceste,

qui enflamme Twitter depuis le 16 janvier, peut lancer un assaut contre cette forteresse que constitue “l'élite française” et la loi du silence ?

La définition de ce qui constitue un comportement sexuel acceptable dans la vie privée en France a changé avec le scandale Strauss-Kahn. Une distinction a été faite entre “la séduction” et le comportement criminel. Une décennie plus tard, il existe une volonté – de la part des médias, de la classe intellectuelle, de la société française – de confronter les hommes de pouvoir lorsqu'ils commettent des crimes sexuels dans leur vie privée.

Le mouvement créé par le hashtag peut-il être à l'origine d'une révolution semblable à celle de #MeToo ?

C'est difficile à dire. Mais c'est un moment décisif pour la France, un moment où on peut se poser la question de savoir s'il faut conserver ses habitudes, ou les changer.

—Propos recueillis par  
Courrier international



PARIS 89 FM

DANIEL DESESQUELLE

CARREFOUR DE L'EUROPE

DIMANCHE 18H10



La radio mondiale en français et 16 autres langues



@CarrefourEurope

d'un  
continent  
à l'autre.

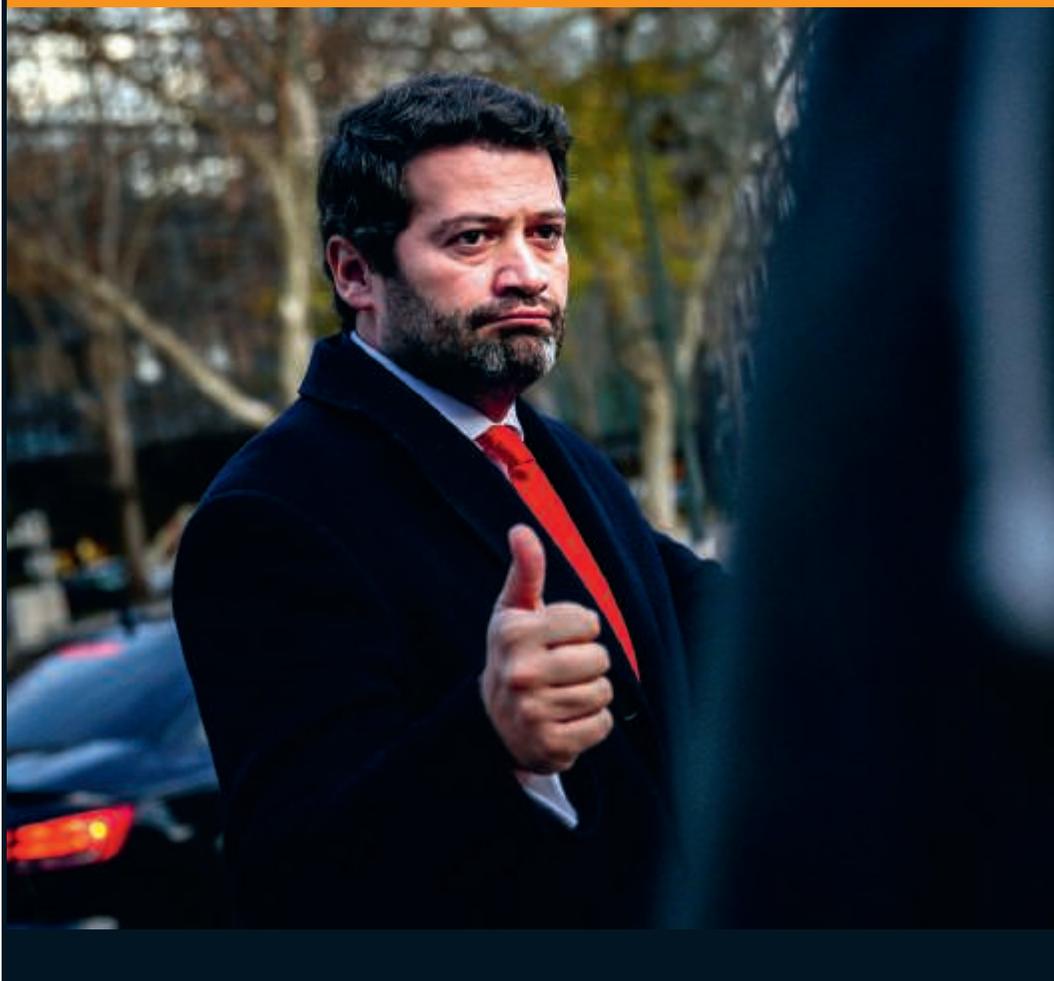
Europe

France .....	16
Asie .....	18
Amériques.....	20
Afrique .....	22
Moyen-Orient...	24



# Portugal. Le populisme séduit la campagne

À la veille de la présidentielle du 24 janvier et à sept mois des municipales, *Sábado* s'est rendu dans le village de Póvoa de São Miguel, un bastion de Chega, le jeune parti national-populiste qui a le vent en poupe.



✎ André Ventura, fondateur de Chega. Photo Carlos Costa/AFP.

—*Sábado* Lisbonne

Peu de Portugais ont entendu parler de Póvoa de São Miguel, une petite commune située dans le sud du pays. Pourtant, c'est ici, au fin fond de la région de l'Alentejo, que le parti d'extrême droite Chega ("Ça suffit") a décroché son meilleur score aux législatives de 2019, avec 15,4 % des voix. Et c'est ici que la formation d'André Ventura entend conquérir l'année prochaine sa première collectivité locale. Il y a des gitans dans cette région et une tradition de tauromachie : deux éléments qui l'aideront, espère le parti, lors des scrutins à venir.

"Chega se présente ici pour gagner", assure Pedro Pinto, qui dirige la section du parti du district. En transposant directement les résultats des dernières législatives aux prochaines municipales, Chega remporterait la majorité absolue au conseil communal du village dans une coalition avec les sociaux-démocrates (PSD). Une telle coalition existe déjà aux Açores, depuis les élections régionales d'octobre 2020. Mais les militants locaux, à l'image d'André Batista, sont convaincus que leur parti "est en mesure de gagner seul, et ce pour deux raisons. D'abord, parce que [ses membres sont] contre l'assistanat. Et ensuite, parce que les autres partis de gauche s'en prennent au monde rural en général, en particulier à la tauromachie."

"**Méfiance**". Étonnamment, le même André Batista, qui travaille dans le commerce du bétail, avait soutenu aux dernières municipales la liste présentée par la gauche. "Ce qui compte pour moi, ce sont les personnes, et leurs idées, se justifie-t-il. Aujourd'hui je rejoins l'idéologie de Chega et tout ce qu'elle peut apporter à notre région." José Maria Pós-de-Mina, qui fut de 1998 à 2013 le maire de Moura et qui est toujours membre du comité central du Parti communiste portugais (PCP), n'est pas surpris par ces allées et venues idéologiques. "Il faut dire que la gauche ne possède pas de base politique solide dans cette région, avance-t-il. Le fait que la population comprenne de nombreux agriculteurs sans socle idéologique fort

rend le vote très versatile par ici. Or, Chega excelle dans l'art d'exploiter cette situation." L'actuel maire de la commune de Póvoa de São Miguel ne dit pas autre chose. Pour António Montezo, Chega "est doué pour tirer profit du mécontentement local contre la communauté rom".

Aussi n'est-ce pas un hasard si André Ventura s'est rendu à Póvoa de São Miguel à l'occasion de son passage dans le district de Beja, les 4 et 5 juillet derniers. Sans prononcer le moindre discours officiel, le président de Chega a été acclamé à son arrivée, avant d'aller rencontrer des partisans au café du village. Curieusement, parmi eux, se trouvait l'ancien maire élu sous l'étiquette PSD. Autant dire que, si nécessaire, l'alliance Chega-PSD est presque prête pour les municipales de 2021. Une possibilité que ne conteste

**Dans cette commune rurale isolée, près de 30 % de la population est rom.**

d'ailleurs pas le chef de la section du PSD, Gonçalo Valente : "Nous avons des points de convergence avec Chega, que je ne considère pas comme un parti toxique, même si je ne me retrouve pas dans tous ses choix politiques. L'un ou l'autre parti peut prendre la tête d'une campagne avec le soutien de l'autre." Le fait est que ces "points de convergence" collent parfaitement au contexte sociopolitique à Póvoa de São Miguel : "En finir avec l'assistanat, et défendre le monde rural."

Dans cette commune rurale isolée, près de 30 % de la population est rom. "Nous n'avons jamais eu de problèmes graves avec les Roms, et nous n'en avons pas aujourd'hui", insiste le président de l'exécutif communal, António Montezo. "Ce qui dérange certains, c'est plus leur mode de vie. Il est très difficile de lutter contre ce climat de méfiance permanente. Or, plus un village est petit, plus les préjugés sont visibles, on le sait." "Des préjugés ?" demande tout haut Rui Santana, le gérant de l'unique magasin de voitures de Póvoa de São Miguel. "Ce que nous vivons ici, c'est le racisme d'une partie des Roms, qui n'ont ni la volonté ni la capacité de s'intégrer dans notre



**BREXIT**  
**ET CONSÉQUENCES**

Ces petites histoires qui racontent l'après-divorce avec l'Union européenne

## Privé de sandwiches

Quand les douaniers néerlandais saisissent les aliments à base de viande des voyageurs.

**B**ienvenue dans le Brexit." La phrase lancée par un douanier néerlandais arrache un rire nerveux à son interlocuteur. Débarquant du Royaume-Uni, l'homme vient d'assister à la saisie de... ses sandwiches au jambon. "Je peux enlever la viande et garder le reste?" tente-t-il. La réponse tombe, catégorique : tout doit être confisqué. La scène filmée dans le port de Hoek van Holland, aux Pays-Bas, illustre un effet concret du Brexit : depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les aliments d'origine animale comme la viande et les produits laitiers ne peuvent plus entrer librement dans l'Union européenne (UE) depuis le Royaume-Uni. Y compris les sandwiches maison emballés dans du papier aluminium, donc. Seules exceptions : le lait pour bébés et certaines formes de nourriture pour animaux. La vidéo de la chaîne NPO 1, largement relayée par la presse outre-Manche, est devenue virale. "Les douaniers rient et se moquent du conducteur", peste le tabloïd eurosceptique **Daily Express**.

De son côté, le **Guardian** rappelle les consignes des autorités britanniques, qui enjoignent aux voyageurs de consommer ces produits avant de pénétrer dans l'UE. Comme l'explique le journal londonien, la Commission européenne estime que ce type d'aliments, en provenance d'un État tiers, présente un risque sanitaire pour "la santé animale à travers l'UE. Il est connu que certains pathogènes comme la fièvre porcine trouvent refuge dans le lait ou la viande."

À la "perplexité" des voyageurs privés de repas et aux accusations de "zèle pathétique" du **Daily Mail** à l'encontre des douaniers bataves, la **BBC** répond qu'il s'agit d'"une conséquence logique de l'accord signé entre Londres et Bruxelles".

— **Courrier international**

**À la une**



**UN NOUVEAU CONFINEMENT**

"À la maison, de nouveau", a titré le journal **Público**, le 14 janvier, à la suite de l'annonce d'un nouveau confinement. Presque tous les commerces, sauf alimentaires, doivent baisser le rideau, une solution drastique alors que le pays enregistre un pic de mortalité lié au Covid-19. Un sombre tunnel pour les habitants et les commerçants, symbolisé par la photo de une : la vitrine d'un magasin fermé donnant sur une rue déserte. Pour **Público** : "Au moment le plus critique que le pays ait connu depuis plusieurs décennies, tout repose désormais sur l'efficacité de ces nouvelles mesures. Ou, en d'autres termes, sur le courage avec lequel les Portugais s'y conformeront."

la communauté rom. "Sans les petits Tsiganes, il n'y aurait sans doute plus d'école ici", insiste José Manuel, nommé ici pasteur de l'Église évangélique Philadelphia portugaise l'été dernier. Cet homme qui a arrêté l'école après le CE2 tient un discours clair et bien structuré. "C'est triste de voir que tant de gens pensent encore que les Roms viennent d'un autre monde, déplore-t-il. Et voilà qu'à Póvoa arrivent des gens du genre de Chega qui viennent exploiter les haines pour prendre le pouvoir !"

Les tensions entre les deux communautés dans cette commune qui ne compte pas plus de 500 habitants ont atteint un pic en août dernier. La garde nationale a dû disperser les quelque 300 convives d'une fête de mariage organisée en plein air. Les noces avaient lieu sur des terrains prêtés par la mairie, mais les partisans de Chega n'en voulaient pas. Rui Santana faisait partie des opposants, et il ne mâche pas ses mots contre la mairie, qui "est en train d'abandonner le village aux Roms", selon lui. José Camarão, le doyen des Roms déplore, lui, "toute cette nourriture qui s'est perdue sans que personne n'en profite".

— **Paulo Barriga**

Publié le 25 novembre 2020



SOURCE : OPENSTREETMAP CONTRIBUTORS

société." Partisan de Chega, Rui Santana reconnaît lui aussi qu'"il n'y a jamais eu de gros problèmes avec eux". Mais il poursuit : "Les Roms sont des voyous, ils ne pensent qu'à voler et à recevoir des aides" – en l'occurrence le revenu social d'insertion.

"Approchez, approchez, nous sommes des êtres de chair et d'os nous aussi, n'ayez pas peur, ici personne n'a à se plaindre de nous." José Camarão, le doyen de la communauté rom à Póvoa de São Miguel, se tient seul à une table installée devant sa porte. Il vient de terminer son déjeuner, "une belle soupe de poisson". La Rua das Cruzes, qu'on surnomme par ici la "rue des Roms", est déserte. Ou en tout cas elle l'était. Car à l'appel du vieil homme, les portes des masures s'ouvrent une à une, et une foule jusqu'ici insoupçonnée fait son apparition. "Qu'est-ce que c'est ?" demande un des neuf enfants de José Camarão. Quand il comprend que la conversation porte sur la montée de Chega dans le village, il se lâche : "Ce Ventura est un raciste qu'il faudrait brûler vif."

**Tensions.** La focalisation du débat politique sur les Roms de Póvoa de São Miguel vient crispier cette population de 150 personnes. Malgré une moyenne d'âge "assez basse", nous dit Gerson Lebre, "le vote rom va devenir une donnée importante". Pour le médiateur de la mairie de Moura auprès de la communauté tzigane, il est "incompréhensible que les villageois [les Roms appellent ainsi les autres habitants] disent du mal [d'eux] et [les] rejettent. Les Roms d'ici ne sont pas des voyous." Peut-être est-ce moins une question de qualité des individus que de quantité, avance Mariana Amaral, l'institutrice des élèves de deuxième année [l'équivalent du CE1] à l'école primaire de Póvoa de São Miguel. Elle qui

enseigne depuis trois ans dans le village dit n'avoir été confrontée à aucun conflit notable dans ses classes. "Les enfants sont bien élevés, ils respectent les règles. Les familles valorisent l'école, et les parents sont très respectueux avec nous. Vraiment, je ne vois pas d'où peut venir cette incompatibilité."

Si inexplicable soit-elle, l'hostilité est indéniable. Emília Martins, éducatrice spécialisée, constate que les petits Roms jouent rarement avec les autres dans la cour. "Et il y a autre chose qui montre bien la distance, estime-t-elle. Les mères de non-Roms ont arrêté d'apporter des gâteaux pour l'anniversaire de leurs enfants." Sur les 40 élèves de cette école de village, 32 appartiennent à

## Le président "Marcelo", grand favori

●●● C'est dans un contexte inédit que le Portugal s'apprête à élire son président. En proie à une violente recrudescence de l'épidémie de Covid-19, le pays vit confiné depuis le 15 janvier, pour une durée minimale d'un mois. Exceptionnellement, les électeurs seront autorisés à sortir de chez eux ce dimanche 24 janvier pour aller voter lors du premier tour de l'élection présidentielle. Mais le risque de contamination, à son maximum, fait craindre un niveau d'abstention historique, qui pourrait atteindre les 75 %, analyse **Público**. "L'abstention", ajoute le quotidien de Lisbonne, "reste le principal adversaire de Marcelo Rebelo de Sousa", dont la réélection dès le premier tour est

annoncée depuis des mois. Ancien professeur de droit et commentateur politique écouté et respecté, le très populaire chef d'État de 72 ans, libéral de centre droit élu en 2016, est en effet le grand favori de cette présidentielle. Au point de battre le record du socialiste Mário Soares, figure de la transition démocratique au Portugal et réélu en 1991 avec 70,35 % des voix ? Ce sera un peu juste, si l'on en croit le dernier sondage publié par le **Jornal de Negócios** : le président "Marcelo" (seul homme politique que les Portugais appellent par son prénom) est crédité de 60 % d'intentions de vote. Loin, très loin devant ses deux concurrents, au coude-à-coude à 9,5 % : Ana Gomes,

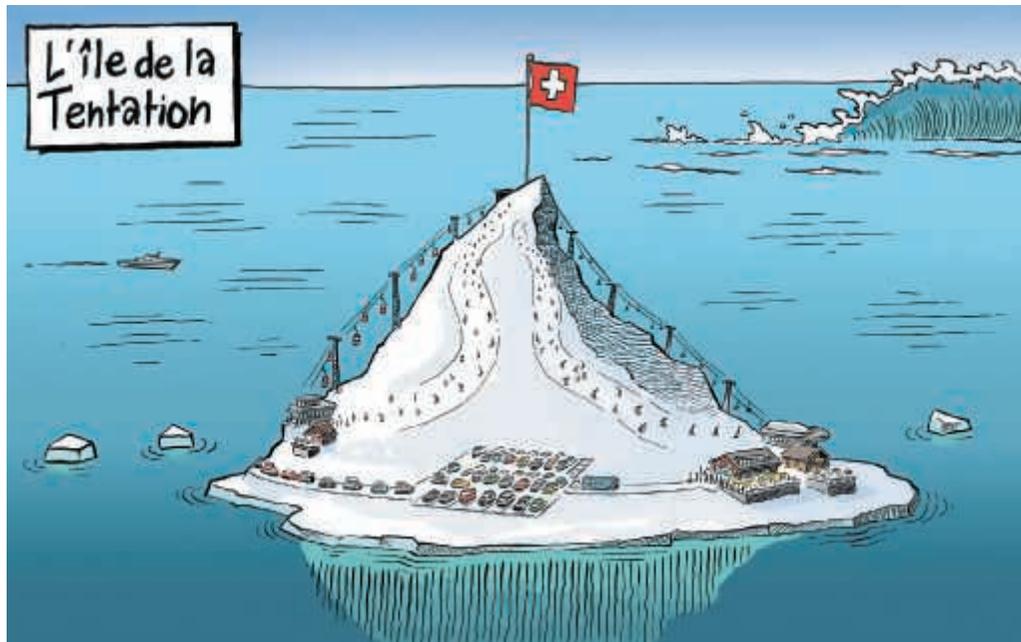
dissidente socialiste, et André Ventura, leader de Chega, le tout jeune parti de droite radicale populiste. Le score de Chega, redouté dans un pays que l'on disait hier hermétique à l'extrême droite, pourrait rebattre les cartes du jeu politique portugais. La presse ne cesse de le rappeler. "Ces élections seraient jouées d'avance ? Rien n'est plus faux", écrit à ce propos Luís Rosa, éditorialiste et rédacteur en chef d'**Observador**. "À droite, elles pourraient même être fondamentales à moyen ou à long terme pour promouvoir un changement de cycle. André Ventura s'est imposé comme un rival de taille pour la gauche."

✎ Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Lausanne.

## SUISSE

## À Saint-Moritz, exil doré pour clients fortunés

La pandémie de Covid-19 n'épargne pas la Confédération helvétique, mais les milliardaires des pays voisins n'hésitent pas à se réfugier dans ses stations huppées.



—Der Spiegel (extraits)  
Hambourg

La crise du coronavirus ne présente pas que des inconvénients. Une soudaine envie de vous offrir une chambre au Cresta Palace pour le nouvel an ? Il n'y a jamais eu autant de demandes de dernière minute, explique Markus Tauss, directeur de l'établissement. Cet hôtel quatre étoiles installé à Celerina, non loin de Saint-Moritz, est aux petits soins pour ses clients depuis 1906. Aujourd'hui, même en temps de pandémie, ses hôtes peuvent profiter du buffet du petit déjeuner en jetant un œil sur le télésiège qui passe juste derrière l'hôtel. Pour ceux qui cherchent des hauteurs encore plus élevées, il est possible de monter jusqu'au Piz Nair à 3 055 mètres d'altitude. À 15 heures, dans le salon de l'hôtel, on sert des petits fours sur un air de piano. Ensuite, le sauna ou la piscine vous tendent les bras. Et pour le dîner, vous avez le choix entre quatre restaurants.

Pour ceux qui voudraient transformer un morne hiver de pandémie en exil de luxe dans l'Engadine et qui ont les moyens nécessaires, le Cresta Palace propose un forfait : toute la saison d'hiver, soit quatre mois, pour la modique somme de 55 555 francs suisses (51 360 euros). Le petit déjeuner, le surclassement dans une suite

**Si un cas se déclarait, l'hôtel Cresta Palace de Celerina dispose de chambres d'isolement.**

junior et une réduction de 50 % sur le service de blanchisserie sont compris. Et, pour chaque jour sans soleil, vous recevez une compensation de 100 francs (92 euros).

La Suisse offre aux vacanciers fortunés ce que le reste du monde leur refuse depuis des mois. Le directeur de l'hôtel, Tauss, un jeune Stuttgartois futé, apprécie la politique libérale adoptée par les autorités suisses. Voyant ce qui se passe de l'autre côté de

la frontière, il s'étonne que "nous soyons toujours ouverts ici alors qu'en Allemagne, cela fait longtemps que c'est le trou noir".

"Nous traitons les morts comme si cela ne nous concernait pas", écrit le journal régional *Südschweiz* alors que la Suisse dénombre plus de 7 900 morts liés au coronavirus. Un sentiment d'indifférence s'est emparé de tout le pays, ainsi qu'une "étrange indulgence" à l'égard de tous ceux qui refusent de faire des sacrifices face à la crise. La faute aux lobbys de l'économie qui s'activeraient en coulisse.

Le responsable de la santé du canton auquel appartient Saint-Moritz et Celerina déplore lui aussi le nombre élevé de victimes – juste avant d'annoncer le maintien des activités des hôtels et des remontées mécaniques. Alors que presque tous les lits en soins intensifs sont occupés dans les Grisons, dans le très huppé Saint-Moritz, on est toujours les "rois du monde" façon *Titanic*. Si elle se fait un peu plus discrète que d'habitude, la clientèle, notamment

des Allemands et des Italiens, n'est guère touchée par les privations. Au Badrutt's Palace Hotel, on pouvait commander du bourgogne à 21 000 euros la bouteille pour le dîner du réveillon.

Le directeur du Cresta Palace de Celerina doute de l'efficacité des mesures strictes prises dans les pays voisins. Il croit en sa méthode : port du masque obligatoire dans les parties communes de l'hôtel et caméra de surveillance dans le couloir pour mesurer la température corporelle de ses hôtes. Et si un cas se déclarait, l'hôtel dispose de chambres d'isolement spécialement équipées.

Les mesures de protection sont définies par la direction de l'hôpital de la Haute-Engadine. C'est là, dans la chambre 121b de l'aile des soins intensifs, que les patients les plus graves sont placés sous respirateur. Allongé sur le ventre, un vieil homme somnole, entouré d'infirmières. Les malades du Covid-19 requièrent près de cinq fois plus de soins que les autres patients, souligne le directeur de la clinique, Beat Moll. Ses équipes sont épuisées : "Cela fait presque un an qu'on travaille sans interruption, et sans lueur au bout du tunnel, toujours à la limite."

Que faudrait-il faire ? Mettre fin à l'exception suisse ? Dire stop aux visiteurs venus profiter de la haute gastronomie et des joies de la glisse lorsqu'ils viennent de pays qui se définissent – sans exception – comme des zones à haut risque mais dont les citoyens les plus fortunés sont les bienvenus en Suisse ?

Le problème n'est pas tant l'ouverture des hôtels et des remontées mécaniques, explique Moll, mais le fait que "nous ne connaissons toujours pas bien les liens de cause à effet avec ce virus", c'est-à-dire les manières dont le virus se propage. L'efficacité des mesures

prises en Suisse est compliquée par la publication incessante de nouvelles directives, souvent contradictoires, de la part des cantons et du gouvernement fédéral. À cela s'ajoute la proximité avec l'Italie : "Les dix ou quinze premiers malades déclarés en Suisse venaient tous de Lombardie."

**Les visiteurs fortunés sont arrivés plus tôt cette année, et ils restent plus longtemps.**

À l'aéroport de l'Engadine, rien qu'au mois de novembre, on a dénombré le double d'arrivées par rapport à l'année précédente. Les visiteurs fortunés sont arrivés plus tôt cette année, et ils restent plus longtemps. Alors que la pandémie ralentit, il est tentant de télétravailler en face de sommets enneigés.

Les véritables fêtes du nouvel an n'ont pas eu lieu dans les hôtels cette année mais dans les belles villas de la Suvretta, la colline des milliardaires. C'est là que se trouvent les résidences de l'aristocratie financière mondiale, dans des rues interdites aux intrus à moins qu'ils ne soient identifiés comme des majordomes, des traiteurs ou des équipes de ménage : il y a les clans italiens des Agnelli, Gucci et Loro Piana ; les héritiers de l'armateur grec Stavros Niarchos ; mais aussi les nouveaux très riches, comme l'Indien Lakshmi Mittal ou le milliardaire russe Andreï Melnitchenko.

Si le coronavirus a étendu son voile de morosité sur cette colline aussi, on parvient néanmoins à encaisser les baisses d'activité. À Saint-Moritz en revanche, l'industrie hôtelière et de la restauration s'attend à une baisse de 50 % de son chiffre d'affaires, explique



Marijana Jakic, directrice de la société Tourismus. Les courses de chevaux et les parties de polo sur lac gelé ayant été annulés cette année, place au ski attelé et au golf sur glace, le tout accompagné des délices sortis des cuisines du *Balthazar* d'Allegra Gucci et de quelques idées folles. "Nous voulons revenir à l'ADN de Saint-Moritz, à sa folie."

Pour savoir dans quelle mesure le coronavirus bouleverse la vie des riches à Saint-Moritz, c'est dans le stade olympique de 1928 qu'il vaut mieux poser la question. C'est là, dans le bâtiment sous l'ancienne tribune d'honneur, que vit Rolf Sachs, fils du collectionneur, mécène et noceur Gunter Sachs. À Saint-Moritz, le nom de cette famille évoque les souvenirs d'Aristote Onassis, de Brigitte Bardot, du chah et du maharaja d'Hyderabad.

Rolf Sachs, héritier d'une fortune de plusieurs millions, nous accueille en nous tendant la main. "Je l'ai déjà eu" - le coronavirus -

dit-il en souriant. Sachs est un artiste et une institution à Saint-Moritz : il est président honoraire du club de bobsleigh, l'une des éminences grises du Cresta Run et un familier de la plus haute société. La veille, il a dîné "avec Niarchos", héritier milliardaire de la dynastie d'armateurs. Ce soir, il est invité à une soirée d'anniversaire, poursuit Sachs qui apprécie ces quelques jours en Suisse alors qu'il fait la navette entre Rome, Londres et Saint-Moritz. "Parce que les gens sont libéraux sur la question et font attention à l'hygiène, explique-t-il. J'ai des amis de Berlin qui se sont réfugiés ici."

Lui-même déjeune régulièrement "avec quelques personnes seulement". Et comment cela se passe-t-il du côté de la restauration ? "Nous cuisinons nous-mêmes maintenant, dit Sachs. J'ai acheté deux réchauds de camping, je fais frire mes œufs et je mets de la truffe dessus."

—Walter Mayr  
Publié le 10 janvier

ITALIE

## La mafia calabraise à la barre

Le 13 janvier, le procès de 325 personnes vues comme proches de la 'Ndrangheta a commencé.

Un événement historique.

Un ex-sénateur, des élus locaux (de gauche comme de droite), des avocats, des chefs d'entreprise, bien sûr, et même un ancien commandant de police et un dentiste. La liste des 325 accusés du procès Rinascita-Scott est aussi longue que variée. "Celle-ci nous montre que la 'Ndrangheta [la

mafia calabraise], ce n'est pas que le racket et l'usure, c'est aussi des rapports tissés avec l'administration publique et les cols blancs", pointe du doigt Nicola Gratteri, dont les déclarations sont reprises par le quotidien régional **Corriere**

**della Calabria**. L'homme est le procureur de la ville de Catanzaro, capitale de la Calabre ; et c'est lui qui a dirigé l'enquête qui - à la fin de décembre 2019 - a mené à une série d'arrestations qui avait propulsé la 'Ndrangheta à la une des journaux italiens.

Aujourd'hui, plus d'un an après, le jugement relatif à cette enquête s'ouvre enfin. Un "maxi-procès", comme l'explique le quotidien économique **il Sole-24 Ore**, qui n'hésite pas à parler du "plus grand procès contre une organisation mafieuse depuis celui de Palerme [qui a concerné Cosa Nostra en 1986]". Un événement inédit aussi, puisque

contrairement à sa "cousine" sicilienne, Cosa Nostra, la 'Ndrangheta n'a presque jamais été sous le feu des projecteurs et a toujours été entourée d'une voile de mystère. Mais pour Nicola Gratteri, il ne faut pas

pour autant se méprendre : "La 'Ndrangheta est en ce moment la mafia la plus dangereuse et la plus riche d'Europe, puisqu'elle possède le monopole de l'importation de cocaïne sur le continent".

Mais malgré sa dimension économique planétaire, la 'Ndrangheta reste avant tout un territoire, la Calabre, qui est la région la plus pauvre du pays. Un retard qui s'explique aussi par la présence asphyxiante de cette organisation criminelle, qui pourrait néanmoins être fortement fragilisée par les verdicts de ce procès.

—Courrier international



Revue de presse



VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ET SOUHAITEZ DONNER UN NOUVEL ÉLAN À VOTRE CARRIÈRE ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique pour bâtir le monde de demain



### EXECUTIVE MASTER

Technologie • Management • Innovation

12 modules de 4 à 5 jours compatibles avec vos fonctions

Boostez vos compétences et vivez une expérience unique au coeur de l'innovation

Inscrivez-vous à notre prochaine session d'information sur [polytechnique.edu/executive-master](http://polytechnique.edu/executive-master)



france

# Politique. Emmanuel Macron ne lâche pas ses réformes

Retraites, sécurité globale, loi sur les principes républicains... Alors que la fin du quinquennat se profile et que les élections régionales approchent, le président français insiste pour tenir ses promesses de campagne, suspendues par la crise sanitaire.



—El Periódico de Catalunya Barcelone

**A** l'aube de cette nouvelle décennie, je veux vous assurer que je ne céderai rien au pessimisme ou à l'immobilisme." C'est avec cette déclaration de principe qu'Emmanuel Macron s'est engagé, dans ses vœux du nouvel an, à mener à bien son programme de réformes, et ce malgré l'intense mobilisation sociale contre son projet phare, la réforme des retraites. Depuis qu'a éclaté la pandémie de Covid-19, ce n'est pas le pessimisme ni l'immobilisme qui ont mis sur pause, en 2020, les promesses macroniennes de transformation, mais une crise sanitaire sans précédent. Avec un an de retard, le président français doit maintenant se presser s'il entend

mettre en œuvre ses promesses de campagne avant la présidentielle prévue au printemps 2022.

À l'origine de la plus longue grève des transports qu'ait jamais connue la France, la réforme des retraites divise visiblement jusqu'au sein du gouvernement. Pour le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, ce serait une "priorité absolue" pour permettre à l'État de "rembourser la dette". Une analyse que conteste sa consœur du ministère du Travail, Elisabeth Borne, pour qui "la priorité absolue, c'est de sortir de la crise sanitaire économique, sociale, de protéger les emplois."

La refonte du système des retraites, considérée par le président comme "un projet de justice et de progrès social", a un grand objectif d'harmonisation, avec la suppression des

42 régimes spéciaux actuellement en vigueur. Une réforme que rejettent catégoriquement les syndicats, pour qui elle se traduira par une baisse des pensions et un allongement de la vie au travail. Si la date de reprise des travaux parlementaires sur le sujet n'est pas encore connue, une chose est sûre : avec elle reprendra la mobilisation sociale.

Pensée à un moment où reculait le chômage, la réforme de l'assurance chômage pénalisera les entreprises qui abusent des contrats courts et durcira les conditions d'accès aux allocations. La mesure ne semble guère adaptée au panorama économique et social du moment : le chômage a progressé de 0,9 % en novembre et touche aujourd'hui 3,8 millions de Français.

Malgré ce contexte peu

favorable, le gouvernement "n'entend pas renoncer" à cette "grande réforme", assurait encore en octobre le Premier ministre, Jean Castex. Son entrée en vigueur, prévue ce 1<sup>er</sup> janvier, a été reportée au 1<sup>er</sup> avril.

Refusant de voir tous leurs objectifs mis sur pause, Macron et son gouvernement ont pris la décision téméraire de lancer leur projet de loi de sécurité globale, qui vise notamment à protéger l'image des forces de l'ordre.

L'article 24, très controversé, qui entend limiter et sanctionner la diffusion d'images de représentants des forces de l'ordre en opération, a suscité une véritable crise politique et sociale. Journalistes et organisations de défense des droits de l'homme y ont dénoncé une attaque contre la liberté d'expression et la liberté de la presse.

**Concession.** Après plusieurs grandes journées de mobilisation, et alors qu'avaient éclaté plusieurs affaires de violences policières, Christophe Castaner, le chef du groupe parlementaire La République en marche, a annoncé fin novembre "une nouvelle écriture complète" de l'article polémique. En 2021, la majorité parlementaire devra proposer le nouveau texte, mais son approbation par l'opinion publique est loin d'être acquise.

La lutte contre l'islamisme radical compte également parmi les priorités de Macron en 2021. Le 9 décembre dernier, le gouvernement a présenté son "projet de loi confortant le respect des principes de la République", baptisé au départ "projet de loi sur le séparatisme islamiste". Une loi destinée à renforcer la laïcité et à enrayer le fanatisme religieux.

Dans un contexte de rentrée marqué par une nouvelle vague d'attentats islamistes, le président français a choisi de mener à bien le texte. Très critiqué, surtout au niveau international, Macron a été accusé de stigmatiser les musulmans.

À ce reproche est venue s'ajouter la colère de plusieurs pays musulmans furieux de voir la France défendre fermement le droit à la caricature et au blasphème. Le président n'a pas l'intention de renoncer et le texte de loi sera débattu à l'Assemblée nationale en 2021. Cerise sur le

gâteau, le 14 décembre, Macron a fait une nouvelle promesse : organiser un référendum afin d'inscrire la défense du climat et la préservation de l'environnement dans la Constitution.

Avant d'être soumis au vote populaire, l'amendement doit être approuvé par l'Assemblée nationale et le Sénat. S'il devait se concrétiser, ce serait la première consultation organisée en France depuis 2005 et, s'il était

**La lutte contre l'islamisme radical compte parmi les priorités du président français en 2021.**

approuvé, un énorme succès pour Macron dans la dernière ligne droite de son quinquennat.

Outre sa gestion de la crise sanitaire, la reconstruction économique du pays, le succès ou l'échec de ses réformes impopulaires, La République en marche devra passer l'épreuve des urnes lors des élections régionales et départementales qui devraient avoir lieu en juin 2021. Une véritable gageure pour le parti macroniste après son échec retentissant aux élections municipales de juin 2020, et l'occasion de sonder le terrain à l'approche de la prochaine échéance présidentielle.

La gestion de la pandémie n'a pas seulement obligé Macron à reléguer au second plan ses projets de réforme, mais elle a été pour sa présidence un véritable baptême du feu. Si la première vague du Covid-19 a été marquée par la pénurie de masques et le manque de matériel de protection pour le personnel sanitaire, la seconde a eu son lot de couacs : avec des difficultés et des retards dans le dépistage du virus et le démarrage poussif de la campagne de vaccination. La réussite de ce dernier objectif devrait être déterminante pour la dernière année du quinquennat de Macron, et par conséquent pour son éventuelle réélection à la présidentielle de 2022.

La stratégie hésitante du gouvernement en matière de vaccination a déjà coûté au président la confiance d'une partie des Français.

—Irene Casado Sánchez  
Publié le 10 janvier

✍ Dessin de Cost paru dans Le Soir, Bruxelles.

TRANSPORTS

# Paris, vive la ville à vélo!

Selon cette auteure du *New York Times* qui vit dans la capitale, le vélo y est désormais roi. Elle-même est devenue une adepte de la petite reine.



—The New York Times  
New York

Je considérais jusqu'à présent les gens qui se déplaçaient à vélo dans Paris comme les membres d'une tribu d'intrépides guerriers. C'étaient surtout des hommes en tenue de combat, avec casque, chaîne anti-vol, brassards et gilet réfléchissants. Les rares voies cyclables de la ville, partagées avec des bus agressifs ou prises en étau entre des files de féroces automobilistes, étaient surnommées les "couloirs de la mort".

Je déteste prendre des risques et j'ai trois enfants. Je vis à Paris depuis dix-sept ans et, jusqu'à cette année, je n'avais jamais enfourché un vélo. Mais depuis peu, quelque chose a changé, qui ne s'explique pas uniquement par la peur d'attraper le Covid dans le métro. Par quelque miracle d'audace urbaine, la capitale est en train de devenir une ville cyclable – même si elle est encore loin d'être un paradis pour les cyclistes.

Certes, d'autres villes, comme Bruxelles et Berlin, ont également fait de gros progrès. Et Paris reste largement à la traîne derrière les vraies capitales européennes du vélo, comme Amsterdam

et Copenhague, qui, depuis les années 1970, ne cessent d'améliorer leurs infrastructures pour vélos.

Mais Paris se distingue par la rapidité de sa reconversion. Quand les visiteurs éloignés par la pandémie reviendront enfin, ils découvriront que tout un réseau cyclable sécurisé sillonne désormais la capitale et la relie aux banlieues proches. La rue de Rivoli, cette grande artère qui passe devant le Louvre, a été

## Les automobilistes parisiens admettent à présent qu'ils risquent de croiser des vélos.

entièrement interdite aux voitures. Les automobilistes parisiens admettent à présent qu'ils risquent de croiser des vélos, et certains essaient même de ne pas les renverser.

Que s'est-il passé? Comment cette ville où il semblait suicidaire de faire du vélo est-elle devenue un endroit où même des paranos de mon genre se promènent partout en bicyclette?

Le mérite en revient en grande partie à Anne Hidalgo, maire de

la ville depuis 2014. Peu après son élection, le conseil municipal a adopté un "plan vélo" sur cinq ans destiné à créer des pistes entièrement réservées aux cyclistes et séparées de la circulation routière.

Peu à peu, des chantiers ont investi de grands boulevards pendant des mois. Le préfet de police de Paris [de l'époque, Michel Delpuech] s'est insurgé contre ce projet qui n'était à son sens "pas possible". Un lobby pro-vélos de plus en plus puissant dénonçait le retard considérable dans la réalisation du plan vélo, tandis que les défenseurs de la voiture prédisaient pour bientôt "le Tour de France dans Paris tous les jours".

**Volonté politique.** Le plan d'aménagement a pourtant poursuivi sur sa lancée. "Il est facile de préparer un projet pour mettre des vélos partout", observait Jean-Sébastien Catier, président de l'association Paris en selle. Mais il ne sera réalisé que si le pouvoir politique dit : "Oui, très bien, je comprends, mais nous allons le faire de toute façon."

Un tournant décisif s'est produit en décembre 2019, lorsqu'une grève nationale des transports en commun a paralysé pendant des mois de nombreuses lignes de bus et de métro. Le plan vélo était loin d'être bouclé, mais il y avait déjà suffisamment de pistes cyclables pour qu'un nombre record de gens se rendent au travail à vélo. Peu après, la municipalité inaugurait des voies cyclables pavées de part et d'autre de l'avenue des Champs-Élysées.

Puis le coronavirus est arrivé et tout le pays a été confiné. La circulation avait pratiquement disparu, et même des gens qui, comme moi, n'y connaissent rien en urbanisme ont pris conscience de la place considérable que nous avions accordée aux voitures. Ces mêmes rues nous sont alors apparues comme des espaces publics plus propres, plus tranquilles, qui pouvaient accueillir autre chose.

Nous nous sommes aussi rendu compte que la ville est en réalité très petite et, pour l'essentiel, en terrain plat. Paris intra-muros correspond à 7% de la superficie de Londres et à 13% de celle de New York. Même les banlieues ne

sont pas très loin, moins encore lorsqu'on dispose de vélos électriques. (En 2018, le système de vélos en partage Vélib' a ajouté à son offre des vélos à assistance électrique et étendu son réseau de stations dans les banlieues.)

Tandis que, pour des citoyens comme moi, la ville se révélait sous un jour nouveau, une évidence épidémiologique s'imposait aux élus municipaux : lorsque

## En mai dernier, aux heures de pointe, il y avait dans certaines rues plus de vélos que de voitures.

les Parisiens seraient déconfinés, ils ne pourraient tout bonnement pas retourner s'entasser dans les bus et les rames de métro.

Ils ont alors organisé des visioconférences hebdomadaires avec des militants et des équipes techniques pour définir le tracé de nouvelles voies cyclables calquées sur le trajet de trois des lignes de métro les plus fréquentées de la ville, afin que les Parisiens puissent rapidement en assimiler les itinéraires. La Région Île-de-France a quant à elle annoncé son soutien financier à un projet d'aménagement de pistes cyclables dans les banlieues baptisé "RER-V", (Réseau express régional vélo), en référence au réseau ferré desservant l'agglomération parisienne.

Pendant le premier confinement et peu après, des ouvriers ont réalisé près de 150 kilomètres de "coronapistes" provisoires dans Paris et ses environs, matérialisées par de simples marquages au sol et des plots jaunes vissés dans la chaussée.

Des voies entièrement réservées aux vélos ont ainsi été déployées en un temps record à l'ouest, vers le quartier d'affaires de la Défense, et au nord, vers la Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France.

Les militants qui se battaient depuis des années pour faire adopter leurs projets ont soudain vu apparaître des pistes du jour au lendemain. "On croyait rêver", témoigne Stein van Oosteren, porte-parole du collectif Vélo Île-de-France. En l'espace de dix jours je pense que nous en avons fait plus que nous n'en aurions fait en dix ans."

Quand, en mai, les Parisiens ont été déconfinés, la peur du virus et les nouveaux itinéraires plus sécurisés ont suscité un nouvel état d'esprit. Le nombre de femmes cyclistes a bondi. Aux heures de pointe, il y avait dans certaines rues plus de vélos que de voitures. Les vélos à assistance électrique permettent d'envisager des déplacements plus longs, si bien que les nouvelles pistes n'étaient plus exclusivement réservées aux bobos parisiens.

J'ai moi-même acheté un vélo et découvert que ce moyen de locomotion était bien plus qu'une simple solution pratique. J'appréciais l'exercice physique, le fait de ne plus être tout le temps derrière un pare-brise, et je me sentais soudain plus en phase avec le "terroir" parisien. Moi qui depuis seize ans me déplaçais en voiture, en métro ou à pied, j'ai découvert le plaisir unique qu'il y avait franchir la Seine à vélo par une journée ensoleillée.

**Chantiers.** Je n'étais pas la seule. Les défenseurs du vélo engagent les cyclistes à renouer avec les éléments et avec leurs semblables. ("Vélo est l'anagramme de love", fait remarquer Didier Tronchet dans sa nouvelle bande dessinée, *Petit Traité de vélosophie* [éd. Delcourt, 2020].)

Tout n'est pas pour autant poésie. Il reste encore beaucoup de pistes cyclables dangereuses ou inachevées. Je ne laisserai toujours pas mes enfants aller se promener tout seuls à vélo. Je suis néanmoins convaincue que le réseau continuera de s'améliorer. Il est difficile d'atteindre une masse critique de pistes cyclables, mais après cela "c'est un effet boule de neige", souligne M. van Oosteren. "À partir du moment où leurs électeurs ont enfourché des vélos, les politiques sont plus disposés à créer de nouvelles pistes cyclables, et c'est précisément ce qui est en train de se passer à Paris. À présent, le maillage s'étend de toutes parts."

M<sup>me</sup> Hidalgo a pérennisé les "coronapistes" et s'engage à rendre Paris "100% cyclable" avant d'accueillir les Jeux olympiques d'été de 2024 dans le village olympique de Seine-Saint-Denis.

Je suis impatiente d'aller voir ça d'un coup de vélo.

—**Pamela Druckerman**  
Publié le 6 janvier



asie

# Indonésie. Le tourisme de luxe divise l'île de Komodo

Les investisseurs et le gouvernement entendent transformer les petites îles de la Sonde, où vivent les dragons de Komodo, en destination de luxe. Au grand dam des habitants qui cohabitent avec le varan géant.



—Tempo (extraits) Jakarta

Le corps ruisselant de sueur, Dani balance sa pelle et jette de la terre pour combler le trou des fondations de 54 piliers de béton. La chaleur est torride en cet après-midi de la mi-novembre 2020 sur l'île de Padar, une terre inhabitée du parc national de Komodo, dans les petites îles de la Sonde de l'Est. Dani, originaire de Bali, travaille pour la compagnie Komodo Wildlife Ecotourism. Il participe à la construction de bureaux, d'une cantine pour les employés et d'un entrepôt d'une superficie de 400 mètres carrés.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2020, l'entreprise a inauguré ce chantier par une cérémonie traditionnelle en invitant les habitants des îles de Komodo et de Rinca. Dans le parc national de Komodo, seules 3 des 47 îles sont habitées. L'île de Komodo, la plus grande, s'étend

sur 32 169 hectares, soit la moitié de la superficie de Jakarta. Suivent Rinca et Papagaran. Padar se trouve à deux heures de hors-bord de Labuan Bajo [la ville portuaire à la pointe occidentale de l'île de Flores].

**Tragédie.** Dani voit parfois des dragons de Komodo courir en direction de la vallée pour se mettre à l'abri ou chercher de la nourriture. Selon les archives du parc national de Komodo, six varans géants vivent sur les 1 400 hectares de l'île de Padar. Mais ce jour-là aucun n'est en vue. La chaleur suffocante transforme ce bout de terre immergée en une toile pointilliste noire. Sur cette île, Komodo Wildlife détient une concession pour développer le tourisme animalier sur une superficie de 274,13 hectares. Son permis a été délivré le 23 septembre 2014. Selon les plans, l'entreprise y construira

382 villas, 3 spas, 5 cafés, une piscine et diverses installations touristiques pour un coût évalué à 669 milliards de roupies [39 millions d'euros]. Ceci avec la bénédiction du gouvernement, qui veut faire de cet archipel abritant une espèce vieille de 45 millions d'années une destination de luxe, sur le modèle des safaris en Afrique.

Trois autres îles du parc national doivent accueillir des investisseurs importants. Sur l'île de Komodo, Komodo Wildlife a également obtenu une concession de 151,94 hectares. L'entreprise Segara Komodo Lestari détient une licence sur l'île de Rinca, et Synergindo Niagatama sur celle de Tatawa. Des concessions valables cinquante-cinq ans.

Komodo Wildlife a commencé le chantier à la fin de 2020, six ans après la délivrance du permis. Le gouvernement ne le lui a pas révoqué, en dépit du règlement n° 98/2010 du ministère des Forêts

imposant aux entreprises d'entreprendre la construction un an maximum après la délivrance d'une licence. "Ils n'arrêtent pas de se heurter à des manifestations", explique Wiratno, directeur de la Conservation des ressources naturelles et des écosystèmes au ministère de l'Environnement et des Forêts pour justifier le retard. En effet, depuis 2018, les habitants des trois îles manifestent massivement contre les divers plans de développement dans le parc national de Komodo. Ils sont très inquiets d'être mis sur la touche du projet visant à transformer l'île de Komodo, et ses voisines, en une destination de tourisme haut de gamme au ticket d'entrée évalué à 1 000 dollars par personne. Comment les 1 818 habitants de l'île de Komodo pourraient-ils concurrencer les grandes entreprises ? Aujourd'hui, la plupart gagnent leur vie en vendant des souvenirs ou comme guide.

En 1965, l'île de Komodo a été déclarée réserve naturelle par le gouvernement indonésien. En 1980, elle est devenue un parc national, sur les conseils de l'Agence américaine de l'aide internationale au développement (USAID). Une tragédie pour les insulaires. Au nom de la conservation, leurs villages ont été regroupés en une unique enclave couvrant une superficie de seulement 17 hectares. Leurs terres ont été saisies. Ils ont été privés du droit de pratiquer l'agriculture et la pêche, sauf dans certaines zones maritimes limitées. Ceux qui tentaient de résister ont été emprisonnés [la dictature de

Un dragon de Komodo sur l'île de Komodo, le 16 juillet 2019.

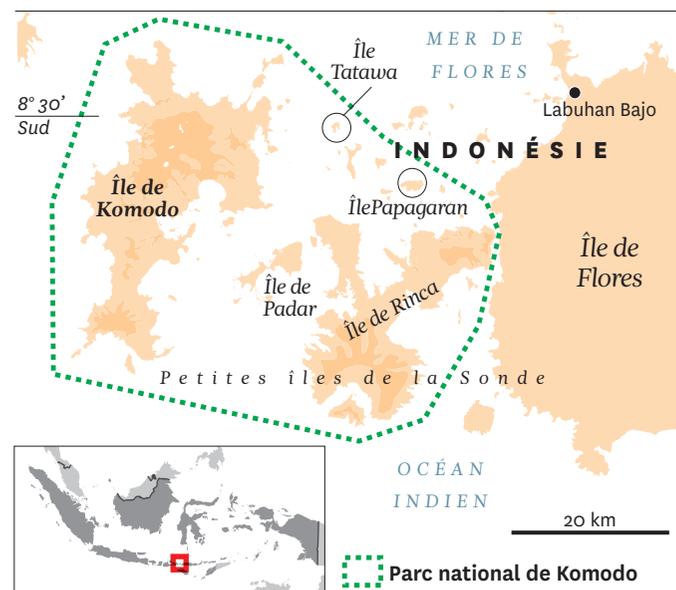
Photo Adam Dean/The New York Times.

## Une espèce endémique et menacée

●●● La présence du dragon (ou varan) de Komodo est attestée depuis des millions d'années dans les petites îles indonésiennes de la Sonde. Il peut mesurer jusqu'à 5 mètres de long et peser plus de 110 kilos, ce qui fait de lui le plus grand reptile carnivore survivant de l'époque des dinosaures. Inscrits en 2013 sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) comme espèce vulnérable proche de l'extinction, ces dragons de Komodo ne sont plus que 3 022 à vivre dans l'archipel du même nom, qui constitue leur seul habitat ; on en compte environ 500 sur le littoral ouest et nord de l'île de Flores.

Suharto (1966-1998) sévissait]. Le gouvernement de l'époque les a poussés à se tourner vers le secteur du tourisme.

Wiratno affirme qu'aujourd'hui les habitants ne seront pas déplacés. Selon lui, le gouvernement va se contenter d'organiser les stands de vente des insulaires de manière plus ordonnée pour les rendre conformes aux critères du tourisme de luxe. Ils devraient être regroupés sur l'île de Rinca, à deux heures de bateau de Komodo. La rumeur du déplacement des



populations ne s'est pas répandue par hasard. Elle s'est même amplifiée après la divulgation du compte rendu de la réunion du 23 juillet 2019 entre les responsables du parc national de Komodo et le gouverneur des petites îles de la Sonde de l'Est, Viktor Laiskodat. Selon ce compte rendu, ce dernier aurait bien l'intention de déplacer les habitants de Komodo sur l'île de Rinca.

**Photo virale.** Même sans relocalisation forcée des habitants, celle des stands touristiques obligera de fait les insulaires à déménager. Car les deux heures nécessaires pour rallier Rinca depuis Komodo empêcheront les marchands d'effectuer des allers-retours dans la journée.

Ces objections et le rejet exprimé par les insulaires depuis six ans ont retardé la construction d'infrastructures touristiques par les sociétés détentrices de concessions. Ce n'est qu'en octobre 2020, quand la photo d'un dragon de Komodo face à un camion de chantier du ministère des Travaux publics a circulé sur les réseaux sociaux que l'opinion publique a compris que les travaux avaient bel et bien commencé. Devenu viral, ce cliché a été pris sur l'île de Rinca, qui abrite sur ses 20 721 hectares 1 607 humains et 1 050 dragons de Komodo.

L'instant capté par cette photo est historique. C'est la première fois qu'un camion ou autre engin de chantier pénètre dans l'habitat du dragon de Komodo. Ce face-à-face signale également la transition de ce petit archipel situé à l'ouest de l'île de Flores, de refuge pour les dragons de Komodo, depuis des millions d'années, à une zone touristique à valeur stratégique nationale, sous le contrôle de l'État et de grandes entreprises.

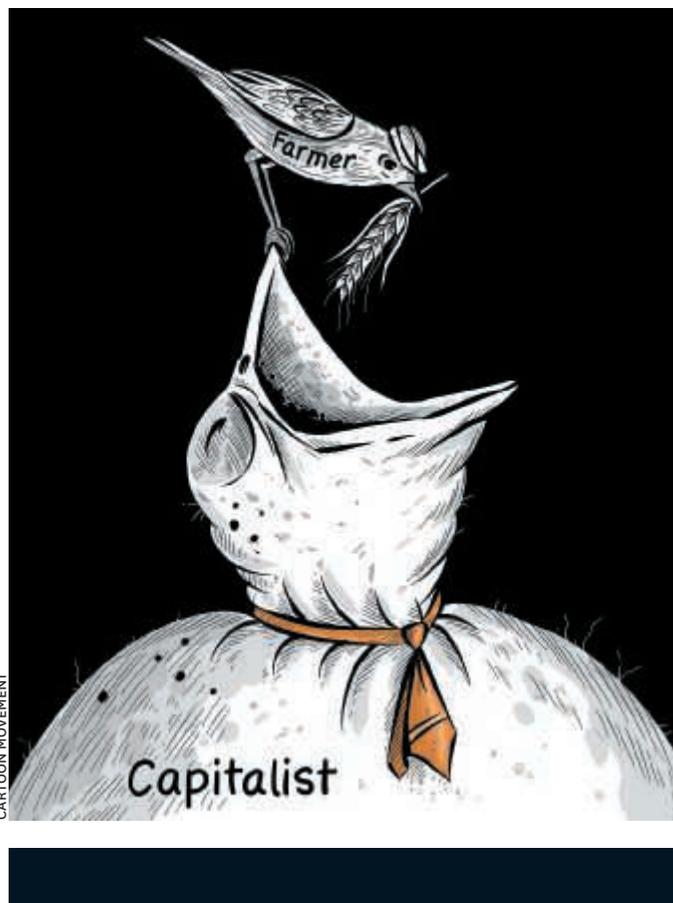
Cette fièvre récente d'investissements visant à reconfigurer le parc national de Komodo a poussé l'Unesco à réagir. En 1991, l'organisation avait accepté la proposition du gouvernement indonésien d'inscrire le site au patrimoine mondial. "Nous demandons une évaluation des conséquences sur l'environnement avant que le plan de développement ne se poursuive", a déclaré le représentant de l'Unesco à Jakarta dans une lettre adressée à *Tempo*.

—Équipe de journalistes de *Tempo*  
Publié le 2 janvier

INDE

## Quand la Cour suprême sauve Modi

Depuis l'automne, les paysans s'opposent à la libéralisation des tarifs agricoles. Une réforme que la plus haute juridiction se targue de désamorcer.



—The Indian Express  
(extraits) Bombay

La Cour suprême ressemble de plus en plus à une créature monstrueuse. Voilà une Cour constitutionnelle qui ne se prononce pas sur la constitutionnalité des lois. Au lieu de cela, elle intervient dans la gestion politique et administrative sans donner ou non son imprimatur à aucune loi. Elle joue les sauveurs de la démocratie pour finalement vider de son sens le processus parlementaire. Elle se mêle de gérer un conflit social pour finalement se dissimuler derrière la façade d'un comité d'experts. Elle réduit les enjeux de la redistribution à des problèmes techniques. Elle trouve des stratagèmes pour désamorcer une authentique contestation démocratique. Et pour autant, elle

ne veut pas faciliter l'expression légitime de la contestation par les voies légales.

Elle accuse les autorités de ne pas réagir, tout en refusant elle-même systématiquement de se prononcer dans des délais raisonnables sur la constitutionnalité et la loi. Elle parle le langage de la neutralité, elle se veut au-dessus de la mêlée, tout en cherchant manifestement à perturber le jeu politique normal d'une démocratie, fondé sur des concessions mutuelles. La décision [le 12 janvier] de la Cour suprême de suspendre les lois sur l'agriculture [la réforme de libéralisation des tarifs agricoles promulguée en septembre 2020 par le gouvernement Modi] constitue un regrettable précédent constitutionnel, une absurdité. Elle sent le cynisme à plein nez.

Les projets de loi agricoles posent des problèmes complexes.

✓ Sur le moineau : Fermier.  
Sur l'autre oiseau : Capitaliste.  
Dessin de Mir Suhail, Inde.

Mais quel que soit votre camp, vous devriez vous inquiéter de la manière dont la Cour suprême interprète sa fonction. Elle a suspendu l'application des lois agricoles et créé une commission d'experts pour examiner les doléances des uns et des autres, on ignore sur quelles bases légales.

À première vue, cette décision constitue une violation de la séparation des pouvoirs. Elle donne aussi l'impression trompeuse que le conflit social peut être réglé par des moyens techniques ou judiciaires. Par ailleurs, ce n'est pas à la Cour suprême d'arbitrer dans un différend politique. Son rôle est de décider de la constitutionnalité ou de l'illégalité d'un dispositif. Au lieu de statuer sur le fond – y a-t-il atteinte au fédéralisme ? y a-t-il lieu de réparer des préjudices ? –, elle a simplement décidé de créer une commission pour entendre les doléances des paysans, s'aventurant ainsi sur le terrain de la politique.

**Confusion.** Le secteur de l'agriculture doit être réformé en profondeur. L'objectif d'une telle réforme doit être d'améliorer les revenus et le bien-être des agriculteurs, d'accroître la diversification des cultures, de rendre l'agriculture plus viable du point de vue de l'environnement, de faire en sorte que les subventions soient moins contre-productives, de lutter contre l'inflation sur les produits alimentaires. Le gouvernement a eu raison d'estimer que des réformes étaient nécessaires. Mais il a établi les mauvaises priorités, à commencer par la fausse promesse d'un "choix des négociants" [les paysans pourraient vendre au meilleur prix], ce qui ne faisait qu'engendrer plus d'incertitudes.

En ne réagissant pas aux inquiétudes légitimes des paysans [le risque de ne plus pouvoir écouler sa production à un prix minimum], le gouvernement a trahi leur confiance. Les agriculteurs avaient parfaitement le droit de protester, malgré les tentatives répétées du gouvernement de délégitimer leur mouvement, le qualifiant d'"antinational". En principe, toute médiation est la bienvenue. Mais la médiation doit être un processus politique entre le gouvernement et la population. En l'absence d'éléments anticonstitutionnels, c'est au

## Quatre mois de conflit

●●● Le monde paysan indien est en ébullition depuis que trois lois libéralisant le commerce des produits agricoles ont été adoptées au Parlement, le 20 septembre 2020. "L'agriculture fait vivre 60 % de la population", rappelle le magazine **Down To Earth**. Le 26 novembre, des centaines de milliers de paysans ont convergé vers la capitale, Delhi. Le gouvernement reçoit chaque semaine leurs représentants syndicaux, sans succès. Le 12 janvier 2021, la Cour suprême a suspendu la réforme et entrepris une médiation pour "écouter les doléances des agriculteurs", indique **The Hindu**.

Parlement de régler les problèmes qu'il a créés.

C'est la raison pour laquelle ce qu'a fait la Cour suprême est dangereux. Elle a créé un précédent en suspendant des lois adoptées par le Parlement sans en avoir débattu sur le fond. Elle a semé la confusion entre les procédures judiciaires. La Cour suprême n'a pas vraiment écouté les paysans, dont les avocats n'ont pas été pleinement entendus. C'est le comble de l'ironie de voir une Cour suprême aux procédures opaques s'ériger en arbitre.

La Cour suprême cherche à briser l'élan d'un mouvement social. Incontestablement, son intervention vise à éviter au gouvernement l'humiliation d'un durcissement de la contestation.

En apparence, la Cour suprême semble avoir fait essayer un revers au gouvernement, mais elle lui a plutôt donné une voie de sortie de conflit qui lui permet de tenir face au mouvement. Par cette décision, la Cour suprême cesse d'être la dépositaire de la confiance de la population. C'est pourtant ce dont elle a le plus besoin.

—Pratap Bhanu Mehta  
Publié le 13 janvier



amériques

# Nicaragua. Emprisonnés à domicile

Sans le moindre mandat judiciaire, la police confine chez eux de nombreux opposants au régime autoritaire du président Daniel Ortega. Témoignages dans ce magazine nicaraguayen.

—Confidenciel (extraits)  
Managua

Martha Alvarado se rappelle la joie qu'elle a éprouvée quand on l'a informée qu'elle recevrait un prix lors de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2020. Un sentiment qui n'a pas tardé à se muer en colère : la veille de la cérémonie, plusieurs patrouilles de la police nationale se sont postées devant chez elle pour lui interdire de sortir. Le 7 mars, les policiers ont débarqué à 6 heures du matin devant le portail de son domicile pour empêcher que quiconque en sorte ou y entre. Elle a protesté, mais l'un des agents l'a invitée à rentrer chez elle. "On a des ordres", a-t-il fait valoir.

Ce n'était pas la première fois que Martha Alvarado restait enfermée. Cet épisode lui a rappelé les neuf longues journées au cours desquelles elle était restée dans l'église San Miguel de Masaya, bouclée en novembre 2019, quand avec d'autres femmes elle avait entamé une grève de la faim pour exiger la libération de membres de leur famille, prisonniers politiques. Des dizaines de policiers, encouragés par la foule des sandinistes, avaient empêché la distribution de vivres aux personnes qui soutenaient les grévistes à l'intérieur de l'église, et ils ne laissaient pas sortir ces dernières.

Martha Alvarado exigeait la libération de son fils Melkissedex Antonio López, depuis lors remis

en liberté. "La dictature a gardé mon fils derrière les barreaux pendant trois cent quatre-vingt-six jours, raconte-t-elle. J'ai parcouru les rues [pour manifester], j'ai été en grève de la faim, enfermée dans l'église San Miguel, et voilà qu'on m'empêche de sortir de chez moi."

Depuis lors, les policiers venaient devant son domicile dans le quartier VII de la capitale, Managua, le vendredi, le samedi et le dimanche. Ils restaient des heures "à surveiller, à intimider". Et, à partir du 4 décembre 2020, où elle a été élue représentante suppléante, dans son quartier, de la coalition d'opposition Alliance civique pour la justice et la démocratie, le harcèlement policier s'est accru.

"Maintenant, ils viennent tous les jours, ils patrouillent devant chez moi, en intimidant quiconque voudrait approcher, affirme-t-elle. Ils ne me laissent pas sortir dans la rue. Ils ne repartent pas avant la fin d'après-midi, je suis donc pratiquement prisonnière." Ils laissent sortir ses deux enfants, mais les suivent dès qu'ils sont dans la rue. "C'est un harcèlement permanent pour toute la famille", déplore-t-elle.

Le 31 décembre 2020, à 5 heures du matin, les policiers sont venus perquisitionner chez elle, sans mandat, sans explication. Une fois de plus, on lui a dit que c'était "des ordres d'en haut". "À la maison, raconte-t-elle, nous vivons tous dans le stress à cause de cette situation. J'ai laissé entrer les policiers pour qu'ils comprennent que nous ne faisons rien de mal, que nous ne sommes pas des délinquants."

**"Le 24 décembre, ils m'ont retenue plusieurs heures sous le soleil."**

Ivania Álvarez,  
OPPOSANTE

"Cela ne leur suffit pas d'avoir mon frère prisonnier, il faut qu'ils viennent m'emmerder. Ils me séquestrent à mon propre domicile... ces maudits assassins !" a lancé, le 12 décembre, Karen Lacayo, sœur du prisonnier politique Edward Lacayo, dans une vidéo qu'elle a tournée avec son téléphone portable. La fatigue et le désespoir ont poussé Karen Lacayo à s'opposer aux policiers qui surveillent son domicile de Masaya - commune de la région métropolitaine de Managua. Mais le cauchemar ne s'est pas arrêté pour autant. "Cela fait quarante jours

que je suis enfermée chez moi", souligne-t-elle.

Karen Lacayo regrette de ne pas pouvoir aller apporter un colis à son frère, prisonnier depuis le 15 mars 2019. Le 31 décembre, à 6 heures du matin, la police antiémeute a encerclé son domicile. Esthela Rodríguez, mère de Karen et d'Edward, a été refoulée alors qu'elle sortait acheter du pain et du lait. "Nous sommes séquestrées chez nous, sans aucune explication", se lamente Karen Lacayo. Le soir même, pendant les fêtes du jour de l'an, les policiers continuaient à patrouiller. "Ils avaient une attitude menaçante, ils voulaient m'empêcher de m'asseoir devant chez moi, raconte-t-elle. Rentrez chez vous, rentrez chez vous, c'est tout ce qu'ils disaient."

Avant, on la laissait sortir de chez elle, mais on la suivait partout où elle allait. "Une fois, à Managua, ils m'ont arrêtée et m'ont forcée à monter dans le bus pour Masaya, ils m'ont accompagnée, ils me prenaient en photo", poursuit-elle. Cependant, elle n'a pas l'intention de baisser les bras. "Nous continuerons à résister jusqu'à obtenir la libération de mon frère et de tous les prisonniers politiques, soutient-elle. Le fait qu'il y ait des policiers postés devant chez moi ne va pas m'empêcher de continuer à protester et à lutter."

Le régime de Daniel Ortega et de sa femme Rosario Murillo - vice-présidente - maintient la pression sur les opposants dans plusieurs villes du Nicaragua, depuis le mouvement de contestation sociale qui a éclaté en 2018 - plus de 300 morts en neuf mois. Mais, depuis la mi-2020, les autorités ont volontiers recours à la méthode consistant à enfermer les gens chez eux. Le régime réagit ainsi à la mobilisation des partis d'opposition en vue d'éventuelles élections et cherche à mater la résistance des citoyens contre l'État policier. "La dictature continue à élargir ses méthodes de répression et de violation des droits de l'homme en maintenant de nombreux opposants enfermés chez eux, souligne Vilma

## Censure tous azimuts

●●● Une réforme de la Constitution vient d'être approuvée le 18 janvier. Elle autorise les peines de prison à vie sur des sujets assez vagues comme "l'incitation à la haine". Il s'agit d'une "nouvelle arme juridique qui menace l'opposition", dénonce le quotidien historique **La Prensa**. De fait, réforme après réforme, une fois la main mise sur les pouvoirs législatif et judiciaire, le président, Daniel Ortega, ex-"guérillero", ne cesse, depuis quatorze ans au pouvoir, de museler toute voix critique contre son régime autoritaire.

Núñez, présidente du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh). Le but : empêcher les gens de se mobiliser en vue d'un éventuel scrutin, et aussi semer la terreur dans la population."

La première fois que la police nationale a essayé d'enfermer l'opposante Ivania Álvarez, membre du conseil politique de l'Unab - Unité nationale Bleu et Blanc, autre organe de coordination d'opposants -, c'était le 25 septembre 2019. "Mon domicile a été encerclé pendant plus de dix heures pour nous empêcher d'aller manifester", se rappelle-t-elle. Ivania Álvarez était sortie la veille au soir, mais sa famille a dû rester enfermée. La présence policière s'est intensifiée chaque fois que des manifestations ou des activités d'opposants étaient organisées. Un jour, un policier en civil l'a menacée pour qu'elle ne sorte pas. "Il a fait le geste de dégainer une arme", commente-t-elle. Ensuite, les tracasseries sont devenues quotidiennes. Ils l'"accompagnaient" quand elle allait faire ses courses ou manger quelque part. "Dès que je sors, on m'arrête dans la rue, explique-t-elle. Le 24 décembre, ils m'ont retenue plusieurs heures sous le soleil." "J'essaie de ne pas y attacher d'importance, conclut-elle. Ils ne vont pas arrêter notre mouvement, je n'ai plus peur."

—Yader Luna

Publié le 11 janvier



➤ Dessin de Vlahovic, Serbie.



## VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du globe des solutions les plus innovantes pour nos déplacements



# LA NASA FAIT APPEL AUX ENTREPRISES POUR IMAGINER DES VÉHICULES LUNAIRES

LE PROGRAMME ARTEMIS DÉVELOPPÉ PAR LA NASA PRÉVOIT D'ENVOYER UN HOMME ET UNE FEMME SUR LA LUNE EN 2024. LES DEUX ASTRONAUTES CIRCULERONT À BORD D'UN NOUVEAU VÉHICULE LUNAIRE, À LA RECHERCHE D'UN LIEU PROPICE À L'INSTALLATION D'UNE BASE.

La Lune en 2024 et Mars en 2030 : tel est l'objectif visé par le programme Artemis de la Nasa. Il s'agit d'un consortium international centré sur les États-Unis qui inclut sept autres pays (l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, le Luxembourg et les Émirats arabes unis). Chaque État participant contribue au programme par la réalisation d'engins spatiaux commandés par la Nasa. L'agence spatiale américaine a publié en 2020 deux appels d'offres distincts, l'un portant sur l'innovation en matière de mobilité robotique, l'autre sur la conception de véhicules lunaires pilotés par des humains.

Les États et la Nasa s'appuient largement sur le secteur privé pour réaliser leurs projets. L'objectif à long terme est de rendre l'exploration spatiale moins chère et plus rapide en utilisant des technologies développées par l'industrie.

L'entreprise américaine Astrobotic a remporté le premier volet de l'appel d'offres. Il s'agit d'une nouvelle forme de mobilité robotique baptisée Volatiles Investigating Polar Exploration Rover (Viper). Ce rover d'exploration lunaire de la taille d'une voiturette de golf passera cent jours, en 2023, à explorer le sol lunaire à la recherche de glace. Il cartographiera pour la première fois la quantité d'eau du pôle sud de la Lune. Ces données cartographiques seront utilisées par la Nasa pour la conception et l'alimentation en eau d'une première base lunaire.

### LE JAPON VEUT UTILISER LA GLACE DE LA LUNE POUR RAVITAILLER SES VÉHICULES SPATIAUX

En réponse au second volet de l'appel d'offres, l'agence spatiale japonaise (Jaxa) a conclu un accord public-privé pour la construction d'un véhicule lunaire habité et pressurisé. Les concepts de tente gonflable et de base souterraine ont été mis de côté au profit d'un véhicule habitable qui fonctionnera à l'hydrogène.



© NASA

La Jaxa espère trouver de la glace, composée pour partie d'hydrogène, dans les endroits les plus froids de la surface de la Lune. L'hydrogène, qui peut être utilisé comme carburant des véhicules lunaires et des vaisseaux spatiaux, permettrait de circuler sur la Lune ou d'aller plus loin dans l'espace. Les scientifiques pensent qu'il pourrait y avoir des dépôts de glace près du pôle sud de la Lune, dans l'ombre de ses nombreux cratères, où la lumière du Soleil ne parvient pas.

L'objectif premier est d'établir une présence humaine permanente sur la Lune et de préparer les astronautes installés sur cette base lunaire à une première mission à destination de Mars.

### SUR LA LUNE AVEC TOYOTA

De Meliès à Hergé, en passant par Hollywood, la mobilité lunaire peuple nos imaginaires. Grâce à Toyota et à l'Agence d'exploration aérospatiale japonaise (JAXA), elle prend aujourd'hui une forme tangible. Le "Lunar Cruiser" est un projet de véhicule habité et pressurisé, propulsé grâce à un moteur électrique à hydrogène. Conçu pour explorer la surface de la Lune, il affichera une autonomie de plus de 10 000 km. Prévu dans moins de 10 ans, le véhicule servira également de laboratoire pour des technologies terrestres. Piles à combustible ou conduite autonome : le futur des mobilités s'écrit aussi dans l'espace !



afrique

# Libye. À Tarhouna, le règne des "frères de l'enfer"

Durant huit ans, cette ville située au sud-est de Tripoli a été la victime du pouvoir terrifiant de sept frères. Un exemple du chaos dans lequel a sombré la Libye depuis la révolution de 2011.



Dans les champs d'oliviers de Tarhouna, on n'aperçoit plus les silhouettes des agriculteurs. Depuis juin dernier, elles ont été remplacées par des hommes en combinaison blanche. Sur le sol en terre de la ville libyenne, "des marques à la craie ont été faites. De petits drapeaux triangulaires indiquent les endroits où des restes ont été trouvés", écrit **Middle East Eye**, un des rares journaux à s'être rendus sur place.

Déjà 120 cadavres ont été déterrés. Et ce n'est pas fini. "Quatre nouveaux corps ont été découverts", annonçait encore **The Libyan Observer**, le 9 janvier dernier.

Peu à peu, une histoire terrifiante se reconstitue. Celle d'un huis clos sanguinaire, œuvre de sept frères "de l'enfer". Mais

Tarhouna raconte aussi "le chaos qui a englouti la Libye après sa révolution de 2011" et la mort de Muammar Kadhafi, décrit la **BBC Afrique**.

Les premières fosses communes ont été ouvertes il y a sept mois, lorsque les hommes de Khalifa Haftar ont déserté ce village situé à une heure de route au sud-est de Tripoli. Depuis le début de leur offensive sur la capitale, en avril 2019, ils en avaient fait leur base arrière. On y avait aussi vu des mercenaires russes, alors que Moscou est le principal appui du maréchal. Mais le rapport de force s'est tout à coup inversé, et ils ont dû reculer face à l'offensive du Gouvernement d'union nationale et de son allié turc.

Certains des cadavres "semblaient être les corps de jeunes

combattants. Mais beaucoup étaient des civils – y compris des femmes et des enfants de cinq ans à peine – dont certains portaient des traces de torture", décrit la **BBC Afrique**. En une décennie,



des milliers d'hommes ont été tués sur le front libyen, mais, à Tarhouna, "la plus petite des infractions" suffisait à conduire à la mort, explique le site panarabe **Middle East Eye**.

Depuis le début de la guerre civile, la ville était en effet aux mains de sept frères, les Kanis. Alors que la région était essentiellement pro-Kadhafi, eux s'étaient rangés du côté des rebelles dès 2011. Un choix qui leur a permis de bénéficier d'argent et d'armes, et d'asseoir leur autorité sur la cité. Le chef, c'était l'aîné, Mohammed. "Il était le cerveau. Il arrivait comme un cheikh. Comme Al Pacino dans *Le Parrain*, Mohammed était

**Sous leurs ordres, ils avaient une milice, et des lions avec lesquels ils aimaient défilé.**

le stratège, et ne voulait pas se salir les mains", explique Jalel Harchaoui, un analyste libyen, à **Middle East Eye**. Pour les basses œuvres, il pouvait compter sur ses cadets Abdul-Rahim, crâne rasé et responsable de la "sécurité intérieure", et Mohsen, le "ministre de la défense" gominé. Sous leurs ordres, ils avaient une milice, et des lions avec lesquels ils aimaient défilé. Dans la ville, certains racontent que les bêtes étaient nourries de restes humains.

"Leur politique était de terroriser les gens sans autre raison que de créer la peur. Quiconque à Tarhouna s'opposait à eux mourait", poursuit le site. Durant des années, "les Kanis avaient créé

## La guerre civile

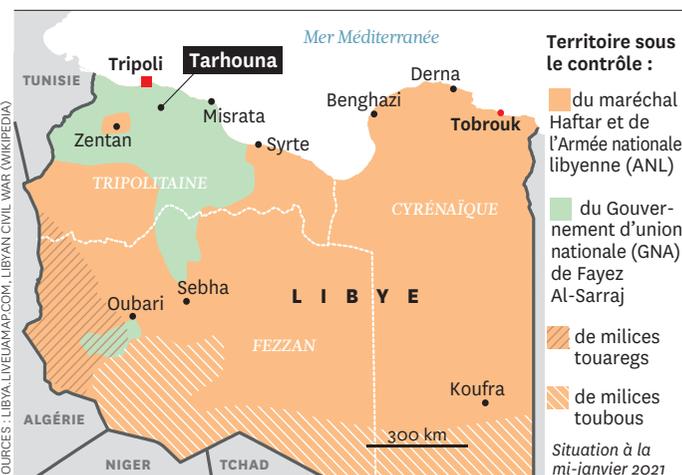
"Les Libyens ont troqué le régime [de Muammar Kadhafi] pour un chaos qui a transformé le pays en État failli", écrit **Asharq Al-Awsat**. Depuis la mort de celui qui l'a dirigée pendant plus de quarante ans, la Libye est plongée dans une guerre civile entre milices et seigneurs de guerre : "La décennie perdue", estime le **Financial Times**, "Pourquoi les printemps arabes ont échoué", juge de son côté le **Time**. Derrière la rivalité qui oppose le Gouvernement d'union nationale, ancré à Tripoli, et le maréchal Haftar, basé dans l'est du pays, la puissante Libye est devenue le terrain d'affrontement entre grandes puissances. La Turquie, qui appuie le premier, fait face à la Russie mais aussi l'Égypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, partenaires du second. Fin octobre, un précaire cessez-le-feu a été signé sous l'égide de la communauté internationale.

leur propre mini-État à Tarhouna, contrôlant la police en uniforme. Ils dirigeaient un empire commercial, extorquant des "taxes" à des entreprises. Ils ont profité de la "protection" des trafiquants de drogue et de migrants tout en se vantant de lutter contre ces trafics et de créer un îlot d'ordre dans une Libye déchirée par la guerre."

Selon l'enquête de la **BBC Afrique**, le gouvernement de Tripoli, avec lequel les Kanis ont longtemps été alliés, puis le maréchal Haftar, qu'ils ont ensuite soutenu, étaient au courant du macabre quotidien de Tarhouna. La Cour pénale internationale a ouvert une enquête.

Trois des frères Kanis ont été tués – dont deux cet été, sans doute sous les bombardements turcs. Les autres ont fui, nul ne sait où ils se trouvent désormais.

— **Courrier international**

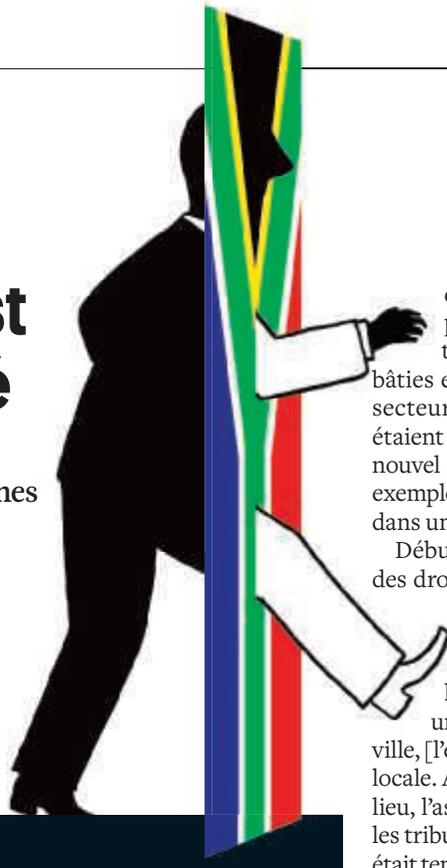


AFRIQUE DU SUD

# Où l'apartheid est inscrit dans la cité

Jusque dans leur architecture et leur organisation, les villes sud-africaines ont été pensées pour diviser Noirs et Blancs. Vingt ans après l'apartheid, des activistes se battent pour qu'elles soient repensées.

→ Dessin de Walenta, Pologne.



et continuait d'en construire. Mais pour réduire les coûts, la quasi-totalité de ces habitations ont été bâties en périphérie des villes, dans les secteurs où Noirs, Asiatiques et métis étaient naguère cantonnés par la loi. Le nouvel appartement de M<sup>me</sup> Rubins, par exemple, jouxte la décharge d'une mine, dans un quartier d'usines.

Début 2016, l'association de défense des droits au logement [qui a lancé l'action en justice au Cap pour que la vente immobilière de la municipalité soit annulée], a appris que la municipalité du Cap avait vendu une propriété située dans le centre-ville, [l'école] Tafelberg, à une école privée locale. Alors que l'opération avait déjà eu lieu, l'association a porté l'affaire devant les tribunaux en faisant valoir que la ville était tenue d'affecter toutes ses ressources à la fourniture de logements sociaux.

Après quatre ans de procédure, le tribunal a décidé d'invalider la vente. Les autorités ont jusqu'à la fin de mai 2021 pour présenter un plan de logements sociaux dans le centre du Cap. "Je pense que ce jugement aura une influence majeure au-delà du Cap, estime Edgar Pieterse, directeur

de l'African Centre for Cities. *Il redynamisera le programme de logements sociaux dans tout le pays.*"

Cependant, même avec cette nouvelle impulsion, le programme ne répondra qu'à une partie du problème. Selon M. Pieterse, le gouvernement doit trouver des moyens pour construire des logements gratuits ou à loyer modéré pour faire des villes sud-africaines des endroits plus égalitaires. Ainsi, à Johannesburg, la municipalité a passé ces dernières années à améliorer le réseau des transports publics et à promouvoir la construction le long de liaisons qui avaient été établies pour faciliter les déplacements entre des quartiers coupés du centre-ville par un urbanisme ségrégationniste.

Quand M<sup>me</sup> Rubins a emménagé dans son nouvel appartement, elle ne pensait pas à tout cela. Elle s'est demandé à haute voix s'il y avait de bonnes écoles publiques dans le coin et si les usines embauchaient. Elle l'espérait, car le centre-ville était à trente minutes en voiture. "Si tu es désespérée et que Dieu pense à toi, tu ne dois pas te plaindre. Tu dois juste dire merci", lui a soufflé sa nièce June.

— Ryan Lenora Brown  
Publié le 11 septembre 2020

—The Christian Science Monitor (extraits) Boston

Lors de la dernière nuit que Sophie Rubins a passée dans son taudis de tôle rouillée, au début du mois de septembre, la première pluie du printemps s'est abattue sur son toit. De son lit, elle l'a regardée s'infiltrer dans les interstices des parois. Les fentes étaient si grandes qu'on pouvait "voir les étoiles", dit-elle.

M<sup>me</sup> Rubins avait passé la majeure partie de sa vie dans ce "zozo" – une bicoque en tôle – situé dans une arrière-cour d'Eldorado Park. Ce township de la banlieue sud de Johannesburg avait été construit pour abriter un ensemble de minorités ethniques désigné dans la hiérarchie raciale de l'apartheid sous le nom de "communauté de couleur". Les emplois et les services publics y étaient rares. La plupart des postes à pourvoir se trouvaient dans les secteurs "blancs" de la ville.

Mais cette nuit était la dernière qu'elle y passait, car, le lendemain matin, elle déménageait de l'autre côté de la ville, dans un appartement qui lui avait été cédé par le gouvernement. Cela faisait vingt-quatre ans qu'elle figurait sur une liste d'attente.

Quand la ségrégation a officiellement pris fin en Afrique du Sud au milieu des années 1990, les urbanistes ont été confrontés à une question existentielle : comment réunir les communautés dans des villes qui avaient été construites pour les séparer ? Pendant des décennies, ils l'avaient esquivée pour se concentrer sur une question plus vaste encore : comment fournir un logement décent à des gens entassés dans des quartiers pauvres ? Depuis la fin de l'apartheid, le gouvernement a construit des logements pour des millions de personnes.

Mais la plupart sont situés en périphérie, dans des quartiers dont l'isolement contribue à accroître les inégalités au lieu

de les réduire. Ces dernières années, des militants ont commencé à faire pression sur les municipalités pour construire des logements sociaux près des centres-villes.

Le 31 août, un tribunal du Cap a donné gain de cause à ces militants en décrétant que la ville devait annuler la vente d'un bien immobilier qu'elle possédait près du quartier des affaires et y construire des logements sociaux. "Si de sérieux efforts ne sont pas faits, stipule le jugement, l'apartheid spatial perdurera." Selon des experts, cette décision de justice pourrait induire une réaction en chaîne en contraignant d'autres villes sud-africaines à chercher à rééquilibrer un statu quo très inégalitaire.

**Chantier herculéen.** "Ce jugement est important car c'est la première fois qu'un tribunal estime qu'un logement abordable et bien placé n'est pas quelque chose qu'il est bon d'avoir, mais qu'il faut avoir", observe Nobukhosi Ngwenya, qui poursuit des recherches sur les inégalités de logements à l'African Centre for Cities [un centre de recherches sur l'urbanisation] du Cap.

Cet avis va à contre-courant de l'histoire mais aussi du présent. L'appartement dans lequel M<sup>me</sup> Rubins a emménagé début septembre dans la banlieue ouest de Johannesburg a été construit dans le cadre du Programme de reconstruction et de développement (PRD), un chantier herculéen lancé par le gouvernement dans les années 1990 pour mettre fin à des décennies – voire des siècles en certains endroits – de ségrégation et d'expropriation des Noirs. Fondé sur l'obligation inscrite dans la Constitution sud-africaine d'"assurer de bonnes conditions de logement" à chaque citoyen, ce programme s'engageait à fournir un logement gratuit à des millions de Sud-Africains.

Le PRD a été dans une certaine mesure une réussite. En 2018, le gouvernement avait déjà livré quelque 3,2 millions de logements

**SAMS** .LIVE

**LE SALON DES MASTERS ET MASTÈRES SPÉCIALISÉS**

**EN LIVE**

**30 JANVIER 2021**

Conférences • Présentations des écoles et des universités  
Coachings • Tchats • Rendez-vous personnalisés

**CONSTRUISEZ VOTRE AVENIR PROFESSIONNEL**

CONNECTEZ-VOUS  
**LESALONDESMASTERS.COM**

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international



# Syrie. Al-Hol, “berceau du nouveau califat”

Depuis la chute de l'État islamique, des centaines de femmes et d'enfants originaires d'Europe sont retenus dans ce camp dans des conditions inhumaines, créant un vivier de radicalisation des plus jeunes, assure ce journaliste de guerre britannique.



CARTOON MOVEMENT

—The Times (extraits)  
Londres

Les enfants qui tombent malades et qui meurent sont enterrés dans des tombes creusées à la hâte à l'extérieur de l'enceinte. Victimes d'infections pulmonaires, de malnutrition grave ou de diarrhée chronique, certains d'entre eux gisent sous le sable du désert, sous des petits morceaux de moellon qui ne portent même pas leur nom : des petits Européens, Asiatiques, Africains ou Arabes, étendus côte à côte, anonymes, dans la plaine venteuse de Hassaké. D'autres sont mis en terre sans même un caillou en guise de pierre tombale : ils sont des centaines, oblitérés des mémoires, loin de leur patrie.

Dans l'enceinte du camp d'Al-Hol, ils forment des bandes, livrés à eux-mêmes au milieu des tentes loqueteuses et des amoncellements de déchets : des petits bonshommes à la Dickens, avec leurs

cheveux en bataille, leur corps malingre et leurs yeux qui brillent, la peau parcheminée par la malnutrition, faute de fruits et de légumes frais.

Tous les ingrédients d'une poudrière sont réunis et, faute d'encadrement, ces bandes d'enfants se battent ou s'amusent à jeter des pierres sur les gardes armés. Les plus âgés, à qui les écoles de l'État islamique (EI) ont inculqué la malveillance à l'époque du califat, s'en prennent parfois aux plus jeunes, allant jusqu'à les agresser sexuellement. S'ils se font prendre, les coupables sont battus à coups de barre de fer. Les possibilités de s'instruire sont rares, les traumatismes psychologiques, monnaie courante, et les programmes de déradicalisation inexistantes. Le sentiment qui prévaut est l'abandon, et ceux qui ont l'âge d'avoir des souvenirs du pays auraient préféré ne jamais être amenés en Syrie...

“Je n'ai jamais demandé à être ici et je n'ai pas envie d'y être”, me confiait le mois

dernier un petit Français de 13 ans dont nous ne pouvons pas dire le nom pour des raisons de sécurité. “Je veux rentrer chez moi, à Paris, pour voir ma grand-mère et jouer au foot. Mais nos pays ne nous donnent pas l'autorisation.”

Le sort de ces enfants et de leurs mères, condamnés par leur pays d'origine à une existence carcérale dans le nord-est de la Syrie alors qu'ils n'ont commis aucun crime, a déclenché un feu roulant de critiques dénonçant les politiques de l'Europe et du Royaume-Uni à l'égard de leurs ressortissants partis vivre dans le califat.

Le haut commandement de la coalition anti-EI, les représentants du ministère américain de la Justice, les autorités kurdes qui administrent les camps, les associations de défense des droits humains, les organismes caritatifs, tous exhortent le Royaume-Uni et l'Europe à rapatrier ces femmes et ces enfants, rappelant que ces camps remplissent davantage l'État islamique qu'ils ne contiennent sa menace.

Les généraux en chef américains figurent parmi les critiques les plus virulents. “À moins que la communauté internationale ne trouve le moyen de rapatrier ces personnes, de les réinsérer dans la société et de financer des programmes de réconciliation locaux pour les aider, nous allons au-devant d'un problème considérable dans dix ans, une fois que ces jeunes seront radicalisés”, mettait en garde [fin 2020] le général Frank McKenzie, chef du commandement central des États-Unis (Centcom), qui supervise les opérations militaires américaines au Moyen-Orient. “Si l'on ne s'en occupe pas maintenant, on ne viendra jamais vraiment à bout de l'État islamique.”

Depuis la défaite de l'État islamique à Baghouz, en mars 2019, pas moins de 13 500 femmes et enfants étrangers issus de familles affiliées à l'État islamique, dont un millier d'Européens, sont retenus par la coalition des Forces démocratiques syriennes (FDS), aux côtés de ressortissants irakiens et syriens, dans deux camps d'internement situés dans le nord de la Syrie : Al-Hol et Roj. Plus de 8 000 d'entre eux sont des enfants, pour la plupart âgés de moins de 5 ans.

**Campagne de recrutement.** À Al-Hol, où se trouvent quelque 65 000 femmes et enfants, 371 enfants sont morts l'année dernière. Quatre-vingts autres sont décédés pendant les huit premiers mois de 2020, avant même l'arrivée de l'hiver.

Les conditions de vie déplorables et le calvaire atroce de ces enfants donnent du grain à moudre aux propagandistes de l'État islamique, qui ont fait de ces deux camps l'axe central d'une nouvelle

campagne de recrutement et de levée de fonds, espérant ainsi reconstituer la base de l'organisation grâce à cette génération répudiée par son pays d'origine.

“Al-Hol, berceau du nouveau califat”, proclame ainsi, au-dessus d'une photo du camp, un groupe que l'on pense dirigé par des femmes britanniques, les Caged

Pearls (“perles en cage”), qui lève des fonds pour le califat sur son compte Instagram. Sur d'autres publications recensées sur les comptes de l'État islamique sur les réseaux

sociaux par les analystes américains du Centre international d'études sur l'extrémisme violent, les Caged Pearls appellent les enfants d'Al-Hol “nos *minimoudjahidin*”. L'un [de leurs posts] montre un dessin de pistolet accompagné de la légende : “Hâte d'être au jour où l'on pourra reprendre les armes.”

“Selon la description qu'en fait l'État islamique, les camps syriens sont tenus

**Selon un rapport, on dénombre plus d'enfants européens à Al-Hol et Roj qu'il n'y avait d'hommes majeurs à Guantánamo.**

par des oppresseurs qui retiennent des femmes et des enfants prisonniers, commente Molly Ellenberg, une chercheuse du centre. C'est leur mode de propagande : des croyants retenus prisonniers, opprimés, qu'il faut sauver. Si ces posts ont tant d'influence, c'est parce qu'ils appellent à soutenir une cause qui semble plus noble que l'État islamique lui-même.”

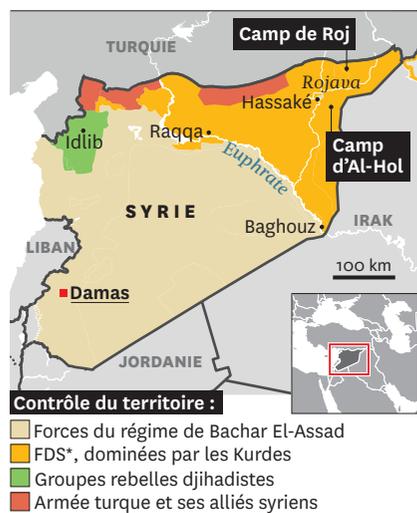
Les conditions de vie qui règnent dans ces camps ont été qualifiées d’“inhumaines” par les Nations unies, et le rapport choc d'une ONG influente, Rights and Security International, réclame le rapatriement immédiat des femmes et des enfants d'origine étrangère qui y sont retenus. Ce rapport [publié le 25 novembre 2020] accuse le Royaume-Uni et d'autres pays européens d'avoir créé, avec ces deux centres de détention, un “*Guantánamo européen*” où des femmes et des enfants britanniques, accusés de soutenir l'État islamique, sont détenus sans inculpation ni procès.

Le rapport relève qu'on dénombre plus d'enfants européens à Al-Hol et Roj qu'il n'y avait d'hommes majeurs à Guantánamo au plus fort de la vague d'incarcérations, et que la plupart sont des enfants de moins de 5 ans qui n'ont légalement aucun droit et vivent dans des conditions épouvantables.

Faute de programme de déradicalisation et de connaissance du monde en dehors de la crasse, de la maladie, des



REPORTAGE



\* FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES, SITUATION À LA MI-JANVIER 2021.

privations et de la violence, ces petits Britanniques et ces petits Européens coincés dans les camps avec leurs mères ont un avenir cousu de fil blanc : ils sont les futures munitions des extrémistes.

Les informations recueillies sur le terrain, en Syrie, montrent que la politique britannique et européenne fragilise la sûreté nationale davantage qu'elle ne la renforce, et cette politique de détention de femmes et d'enfants à l'étranger joue un rôle central dans la renaissance de l'État islamique en attisant un sentiment d'injustice qui est le ferment des organisations terroristes islamistes depuis la transformation de Guantánamo en centre de détention par les Américains, en 2002.

“Nous n'avons plus les moyens de contrôler ce qui se passe à Al-Hol”, soupire Abdelkarim Omar, responsable des relations extérieures au sein du bureau (sous-direction kurde) qui supervise les camps d'Al-Hol et de Roj. “Les pays européens ont commis une grave erreur en laissant leurs femmes et leurs enfants ici.”

**Évasion.** Londres a bien rapatrié une poignée d'orphelins britanniques, mais tout en martelant qu'il était trop dangereux d'envoyer des agents en Syrie pour rapatrier d'autres ressortissants britanniques – une affirmation qui laisse les Américains perplexes.

“J'estime qu'il est de notre responsabilité morale de récupérer les ressortissants qui étaient partis rejoindre l'État islamique”, expliquait [à la mi-novembre] au *Times* John Demers, procureur général adjoint chargé de la sûreté nationale des États-Unis. “Concernant ceux qui représentent une menace, cette menace doit être neutralisée. En revanche, ceux qui ne représentent pas une menace, comme les enfants, doivent être rapatriés et placés dans des endroits où ils pourront se réacclimater à la vie dans une démocratie libérale. Si on les laisse là-bas, dans les camps, ils ont toutes les chances de baigner dans un climat de radicalisation.”

Pour lutter contre la surpopulation au camp d'Al-Hol – “le marécage”, en arabe –, les FDS viennent de déplacer certaines familles affiliées à l'État islamique dans le camp de Roj, plus organisé, où sont détenus 4 000 autres femmes et enfants. Des centaines de familles syriennes ont été amnistiées et relâchées.

Mais, même à Roj, où se trouvent la majorité des enfants britanniques détenus, la malnutrition et les traumatismes psychologiques non traités sont monnaie courante. Certaines nationalités utilisent un système de paiement informel pour lutter contre la malnutrition en complétant les rations avec des fruits et des légumes frais. Les détenus européens, dont les familles au pays seraient poursuivies au titre des lois antiterroristes si elles faisaient parvenir de l'argent en Syrie, n'ont pas cette possibilité, et les cas de malnutrition chronique sont fréquents chez les enfants.

L'ironie veut que les détenus qui restent dans le camp de Roj soient ceux qui ont le moins de connexions avec l'État islamique, ou ceux qui, comme [la Britannique] Shamima Begum, se sont fait connaître et ont demandé à être rapatriés et présentés aux autorités. Les éléments les plus radicaux se sont pour la plupart évadés.

Des agents français ont confirmé que leurs services de renseignements étaient sur les traces d'Hayat Boumeddiene, qui figure parmi les terroristes les plus recherchés de l'Hexagone et dont le conjoint, Amedy Coulibaly, faisait partie des auteurs des attentats de Paris, en janvier 2015. Selon des informations plausibles, elle pourrait faire partie des 13 djihadistes françaises qui se sont évadées d'Al-Hol. “L'Europe devrait se rendre compte que, le jour où ces gens-là sortiront des camps – des enfants qui ont grandi dans la radicalisation et dans le ressentiment contre leurs conditions de détention, contre la mort d'un père dans une frappe aérienne –, ils pourront arriver beaucoup plus vite en Europe qu'aux États-Unis”, prévient John Demers.

— Anthony Loyd

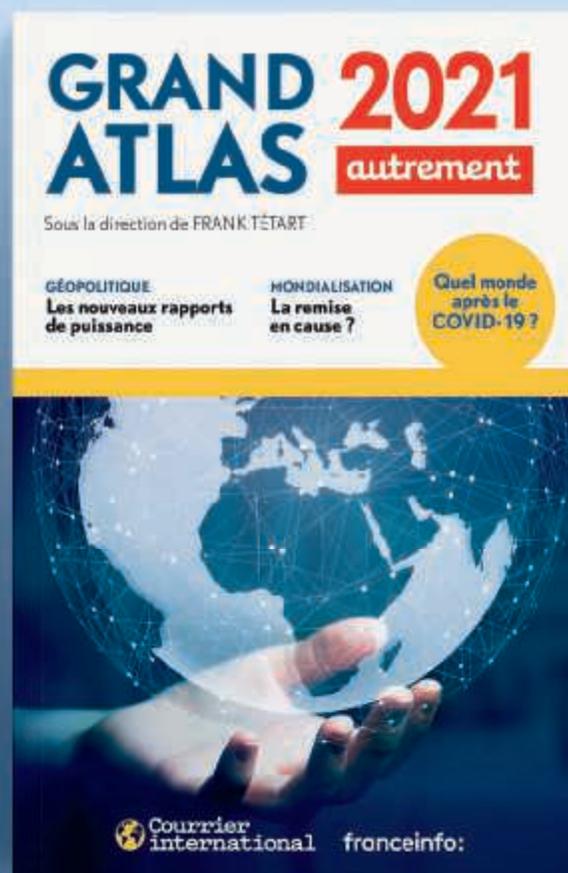
Publié le 25 novembre 2020

## Retours au compte-gouttes

●●● Le 13 janvier, la France a rapatrié sept enfants de djihadistes français détenus dans des camps syriens. Depuis l'effondrement de l'État islamique en Syrie, en mars 2019, 35 enfants français ont été rapatriés, soit des orphelins, soit des enfants dont les mères ont accepté de se séparer. Deux cents enfants français seraient encore détenus dans des camps syriens, rappelle l'AFP.

# LES ENJEUX DU MONDE DE DEMAIN

Regardez le monde  
**autrement**



Disponible en librairie

144 pages  
19,90 €

- Un véritable **panorama de l'actualité mondiale**
- **L'éclairage des experts, spécialistes et journalistes**
- Plus de **150 cartes et infographies**
- Les meilleurs analyses de la **presse internationale**

[www.autrement.com](http://www.autrement.com)

à la une

# QUAND LES RÉSEAUX

Depuis l'assaut du Capitole, les géants d'Internet se sont livrés à une censure inédite contre Donald Trump et ses soutiens. Sans attendre l'investiture, le 20 janvier, du président Joe Biden, Twitter a désactivé le compte @realDonaldTrump, qui comptait 88 millions d'abonnés. Dans la foulée, un grand nettoyage des contenus complotistes a été lancé. Cette déflagration pose de multiples questions : doit-on laisser de grands groupes privés décider des limites de la liberté d'expression ? Peut-on circonscrire leur influence ? Qui est responsable de la radicalisation des opinions en ligne ?



## La Big Tech a destitué Trump en premier

Facebook, Snapchat, Twitter et les autres ont devancé les élus du Congrès. En privant Donald Trump de ses plateformes préférées, ils ont mis le locataire de la Maison-Blanche hors d'état de nuire, constate *The Atlantic*.

—*The Atlantic* (extraits) *Washington*

Quelques jours après les émeutes du Capitole du 6 janvier, il semble peu probable que le président des États-Unis, Donald Trump, soit démis de ses fonctions d'ici à la fin de son mandat, le 20 janvier, ou que le Sénat se prononce sur sa destitution à temps [l'article a été écrit avant l'investiture de Joe Biden].

Mais Trump est confronté à un châtement plus curieux, absolu et emblématique du XXI<sup>e</sup> siècle : c'est le secteur privé qui a décidé de l'écarter.

Plusieurs grandes entreprises, dont des géants d'Internet, ont bel et bien fait taire, censuré et banni de leurs plateformes le président ainsi que ses fidèles engagés dans la contestation de la victoire démocrate aux élections.

Facebook, Snapchat et Twitter ont suspendu les comptes de Trump. Apple, Google et Amazon ne souhaitent plus héberger l'application Parler, ce petit réseau social populaire auprès des sympathisants de Trump.

L'Association des golfeurs professionnels (PGA of America) a coupé les ponts avec le golf dont

*The End*

# SOCIAUX FONT LA LOI



Donald Trump est propriétaire dans le New Jersey. La plateforme de paiement Stripe refuse désormais de traiter les transactions réalisées sur le site Internet de la campagne de Trump.

Le réseau social Reddit a interdit le canal de discussion *r/DonaldTrump*, la plateforme Twitch a désactivé une chaîne de streaming associée à lui, le site Shopify a supprimé les boutiques en ligne qui lui sont affiliées et YouTube a annoncé la suppression de toutes les chaînes qui publient des vidéos dans lesquelles le résultat de la présidentielle est contesté.

Enfin, TikTok et Pinterest suppriment les publications associées aux hashtags tels que *#StormTheCapitol* [*"#PrenonsDAssautLeCapitole"*] et *#StopTheSteal* [*"#Stop à l'escroquerie"*].

Parallèlement, plusieurs autres entreprises, notamment le géant de la chimie Dow, ont annoncé qu'elles s'abstiendraient de tout don à quiconque conteste la certification de l'élection présidentielle.

Ainsi se termine le mandat de Donald Trump : le Parti républicain est scindé, les PDG fanfaronnent, le président est épargné par le supposé "deep state" [*"l'État profond"*], qui, selon les partisans de Trump, dirige en secret les États-Unis] mais limogé par l'économie de marché.

Donald Trump, célébrité et homme d'affaires, avait promis de purger le marigot qu'est, selon lui, Washington. Il échappera à toute forme de sanction dans cette ville, mais il est rattrapé par la justice du secteur privé.

Ces événements extraordinaires soulèvent plusieurs interrogations. Pourquoi ces décisions arrivent-elles maintenant ? On n'ira pas bien loin en supposant que les entreprises américaines ont soudainement acquis une conscience morale ces derniers jours.

**Punir un président affaibli.** Leurs annonces font suite à l'assaut inédit mené contre le Capitole, le siège du pouvoir législatif. Et elles ont été faites après que le Parti démocrate a remporté le contrôle du Sénat – en plus de sa majorité à la Chambre des représentants et l'élection de Joe Biden à la Maison-Blanche – à l'issue du second tour des sénatoriales en Géorgie et après que le Congrès a certifié la défaite électorale de Trump. En d'autres termes, le monde des affaires n'a pas puni un personnage puissant mais un président en fin de course et particulièrement affaibli.

On peut ensuite se demander si le châtimeur – l'exclusion de la sphère médiatique – est en adéquation avec une infraction telle qu'une tentative d'insurrection.

Plusieurs personnes, qui n'ont aucune affinité avec Trump, notamment les experts de l'Union américaine de défense des libertés civiles (Aclu) ou la chancelière allemande Angela

Merkel, ont exprimé des réserves quand Twitter a chassé le président américain du réseau. Pendant ce temps, les sympathisants de Trump sur Fox News comparent l'interdiction de tweeter à la nuit de Cristal, pogrom nazi contre les commerces juifs en 1938.

Mais ne nous égarons pas. Les entreprises américaines ne mettent pas le holà en raison d'un comportement polémique mais ordinaire du président. Les faits sont clairs : un président non réélu et sur le point de quitter la Maison-Blanche a provoqué une violente rébellion contre le Capitole, entraînant cinq morts. Même à la lumière de la présidence anormale de Trump, cet événement bat tous les records d'horreur et d'inouï. Il mérite une réaction tout aussi inédite et c'est ce qui s'est passé.

La décision collective du monde des affaires soulève une interrogation supplémentaire : comment les entreprises américaines se sont-elles politisées à ce point ?

Ces dernières années, les clivages de l'électorat se sont intensifiés à mesure que Washington

**Les entreprises ont suivi leurs clients et leurs employés vers la gauche, et le Parti républicain a suivi ses sympathisants vers la droite.**

s'est sclérosé. Ce déséquilibre crée un trop-plein d'énervement politique qui n'a pas d'exutoire en dehors des couloirs de Washington, coutumier de l'immobilisme.

Cette énergie a trouvé un terrain fertile dans le secteur privé. L'inaction politique a poussé les entreprises à s'engager en politique. Par exemple, après la fusillade dans un lycée de Parkland en Floride [qui a fait 17 morts et 17 blessés en février 2018], le Congrès n'a adopté aucune nouvelle loi sur le contrôle des armes à feu. Mais les compagnies aériennes Delta et United ont mis fin aux réductions qu'elles accordaient auparavant aux membres de la National Rifle Association [NRA, principal lobby proarmes à feu], et de grandes enseignes comme Dick's Sporting Goods, Walmart et Kroger se sont engagées à restreindre la vente d'armes à feu.

Le secteur privé met le cap à gauche et s'éloigne du Parti républicain, car les entreprises, comme les partis politiques, cherchent à tirer leur épingle du jeu. Elles le font en séduisant les consommateurs et les politiques en séduisant les électeurs.

À ce moment de l'histoire américaine, la jeunesse et les citoyens ayant fait des études supérieures ont opéré un grand virage à gauche. Au contraire, les républicains en sont venus à

## Chronologie

Après l'assaut sur le Capitole, le 6 janvier à Washington, les grands acteurs du numérique ont interdit à Donald Trump et aux partisans de l'extrême droite américaine (*alt-right*) d'accéder à leurs services, invoquant la nécessité de lutter contre les incitations à la violence.

**6 janvier** — Le réseau de microvidéos Snapchat bloque le compte de Donald Trump.

**7 janvier** — Twitter, Facebook, Instagram bloquent temporairement les comptes du président Trump. YouTube retire une vidéo où il parle du Capitole sans condamner les émeutiers et interdit pour une semaine les vidéos niant la victoire de Joe Biden. Le service de streaming en direct Twitch désactive la chaîne Trump. Shopify ferme deux sites marchands affiliés à Trump.

**8 janvier** — Twitter suspend "définitivement" le compte *@realDonaldTrump* pour "risque de nouvelle incitation à la violence". TikTok retire des vidéos pro-Trump et invisibilise des mots-clés comme *#StormTheCapitol* ("*#PrenonsDAssautLeCapitole*"). Reddit ferme le sous-groupe de discussion *r/DonaldTrump*, l'une des plus vastes communautés en ligne favorables à Trump.

**9 janvier** — Google et Apple retirent Parler, réseau social de l'*alt-right*, de leur catalogue d'applications en ligne.

**10 janvier** — Amazon cesse d'héberger Parler.

**11 janvier** — Amazon retire de son magasin les produits affiliés à la sphère conspirationniste QAnon.

**13 janvier** — Twitter ferme 70 000 comptes liés à QAnon.

← Dessin de Schot, Pays-Bas.

représenter un pan de la population plus âgé, souvent blanc, ayant fait moins d'études, qui, de son côté, a mis le cap fortement à droite.

En réaction à cette conjoncture, les entreprises ont suivi leurs clients et leurs employés vers la gauche, et le Parti républicain a suivi ses sympathisants vers la droite.

Les dynamiques politiques du conservatisme et du secteur privé sont contradictoires dans le contexte actuel. Mais en y réfléchissant un peu, on voit bien que les deux camps obéissent au même principe. L'idée est de conquérir un public. Les entreprises qui veulent plaire aux consommateurs et aux employés vont dans le sens des pans plus jeunes de la population active, qui sont modérés ou penchent à gauche. Pendant ce temps, le Parti républicain est soumis aux caprices de ses membres, qui, dans leur immense majorité, continuent de soutenir Donald Trump.

Faute de courage véritable, l'audace ou la lâcheté des élites américaines dépend de ce que leur autorise le profil de la population à laquelle ils s'adressent. Voici une devise adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle : choisissez votre public judicieusement, car vous deviendrez ce public.

—Derek Thompson  
Publié le 12 janvier

# Parler réduit au silence

**Chassé d'Internet par les géants de la tech, le réseau social Parler – refuge des conservateurs et des complotistes – ne devrait pas tarder à renaître de ses cendres. En attendant, son bannissement soulève un certain nombre de questions sur la liberté d'expression, la surpuissance d'Amazon et consorts, mais aussi sur la nécessité de conserver des archives.**

**M**ême si l'assaut du Capitole du 6 janvier a largement été organisé puis relayé sur de nombreux réseaux sociaux comme YouTube, Facebook ou Twitter, c'est Parler qui en paie réellement les pots cassés. Peu après Google, Apple annonçait dès le 9 janvier avoir retiré de sa plateforme de téléchargement l'application Parler, refuge des conservateurs et des complotistes, en raison de la profusion de "menaces de violence et d'activités illégales". Mais le coup de grâce a été donné par Amazon Web Services (AWS). Le service d'informatique en nuage, à la demande du géant américain Amazon, a décidé de cesser d'héberger Parler. Ainsi, le 11 janvier, ce concurrent autoproclamé de Twitter, qui se définit comme "le réseau social de la liberté d'expression", n'était plus en ligne.

Créé en 2018, Parler n'était au départ qu'un site marginal, mais le nombre de ses utilisateurs a augmenté considérablement en quelques semaines, après la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle américaine. Et juste avant qu'Apple ne la retire de sa plateforme, l'appli était devenue la plus téléchargée. "C'est sur Parler que se [sont] réfugiés les membres des groupes haineux, les complotistes et les personnes qui ont été chassées des autres réseaux sociaux", rappelle la **MIT Technology Review**, qui souligne par ailleurs que la violence y était régulièrement promue, sans modération. "Par exemple, fait savoir la revue, certains ont réclamé l'exécution du vice-président Mike Pence dans des conversations sur Parler."

Reste que la mise hors ligne de ce réseau est perçue par certains non seulement comme une atteinte à la liberté d'expression, mais aussi comme une attaque en règle des géants de la tech. "Notre succès a été trop fulgurant", estime dans un post cité par **BuzzFeed** le PDG de Parler, John Matze, pour justifier les réactions de Google et consorts. "Si on cherchait une preuve que ces géants sont des monopoles, qui agissent en violation de la réglementation antitrust et élimineront toute tentative de concurrence, on ne saurait trouver mieux que le fait qu'ils aient employé leur puissance à détruire un concurrent émergent", analyse sur son blog **Substack** Glenn Greenwald, le journaliste politique américain célèbre pour avoir publié les révélations d'Edward Snowden. Pour le **New York Times**, "Parler est appelé à faire jurisprudence dans

ce nouvel épisode du débat national qui explore la liberté d'expression sur Internet et vise à déterminer si les géants du Web tels que Facebook, Google, Apple et Amazon sont trop puissants".

Le quotidien de New York rappelle néanmoins que le fait que ces grosses entreprises fassent la pluie et le beau temps sur la Toile n'a rien de nouveau. "En 2018, Gab, un autre réseau utilisé par l'extrême droite à la place de Facebook et Twitter, s'est retrouvé hors ligne quand plusieurs autres entreprises, notamment PayPal et GoDaddy, ont coupé les ponts. Gab avait hébergé les publications antisémites d'un

homme qui avait tué par balles onze personnes dans une synagogue de Pittsburgh." Peu de temps après, Gab avait retrouvé une place en ligne grâce à Epik,

une société d'hébergement de contenus installée à Seattle, décrite par **Vice** en 2019 comme "le repaire de l'extrême droite" où "des sites néonazis ont pu être domiciliés". C'est chez elle qu'a trouvé asile 8kun (anciennement 8chan), un site lié aux suprémacistes blancs, à l'alt-right notamment, et qui aurait même abrité des contenus pédopornographiques. Pas étonnant, donc, que ce soit chez Epik que Parler se soit enregistré récemment.

Reste que la volonté d'AWS de faire disparaître ce réseau d'Internet, du moins temporairement, "risque de détruire tous les messages publiés au fil de plusieurs mois, autant de publications qui pourraient contribuer à mieux comprendre l'assaut du Capitole", écrit **Motherboard**. C'est dans ce contexte qu'une hackeuse qui se fait appeler Donk Enby s'est rapidement mobilisée. Accompagnée d'une armada d'archivistes amateurs, elle est parvenue à récupérer 56,7 téraoctets de données issues de conversations sur Parler. "Tous ces fichiers sont associés à des métadonnées telles qu'une date, une heure et une géolocalisation : contrairement à la majorité des réseaux sociaux, Parler ne supprime pas les métadonnées des photos et vidéos que publient ses utilisateurs, ce qui pourrait être particulièrement utile pour les institutions du maintien de l'ordre et les enquêteurs amateurs", explique **Motherboard**. Pour Donk Enby, "nous sommes depuis très longtemps sur une pente glissante qui nous a menés aux événements du 6 janvier". Comprendre comment on en est arrivé là lui paraît essentiel. Et cela ne pourra se faire qu'en analysant les échanges sur Parler.

—**Courrier international**

## À la une



### "LA SUPRÉMATIE DE LA TECH",

titre **The Spectator**, le samedi 16 janvier. L'hebdomadaire conservateur britannique ne digère pas l'exclusion, par plusieurs réseaux sociaux, de Donald Trump : "On peut dire sans trop exagérer que si le coup d'État des émeutiers contre le Congrès a piteusement échoué, celui des géants du numérique contre Trump a réussi."

Le fond du problème, pour le magazine londonien, c'est que le président américain a été suspendu de plateformes souvent considérées comme des forums publics. Selon **The Spectator**, ces entreprises ne peuvent "dissimuler leur pouvoir". Au fil des années, "les plateformes ont transformé la Toile, au départ décentralisée, en une sphère organisée de manière oligarchique qui leur permet de gagner de l'argent et dont elles contrôlent l'accès".



## Point de vue

### Twitter, un poison pour la démocratie

●●● En supprimant le compte de Donald Trump le 6 janvier, Twitter a fait preuve d'un "courage moral digne de l'Équateur déclarant la guerre à l'Allemagne en février 1945", ironise Ed West sur le site **UnHerd**. "Il y a belle lurette que Trump aurait dû être banni. Trump est au débat en ligne ce qu'est un dealer habitué des sorties d'école pour un quartier : un poison pour le vivre-ensemble." Selon l'auteur britannique, Twitter pratique une politique de "deux poids, deux mesures", en censurant les comptes conservateurs, et en tolérant les "incivilités graves, [les messages] d'incitation à la violence et même de haine raciale" émanant "d'individus considérés comme appartenant au bon côté, en l'occurrence au camp progressiste". Un environnement, donc, qui tend "à éroder toutes les qualités qui furent nécessaires à la création de la démocratie (modération, tolérance, et surtout, pour les vaincus, acceptation de la défaite)". **Retrouvez l'intégralité de cet article sur notre site.**



← Dessin de Côté, paru dans *Le Soleil*, Québec.

### Gros plan

#### TWITCH DANS LE FLOU

La plateforme Twitch n'a pas le même poids que YouTube, mais son usage se généralise au-delà du jeu vidéo. C'est pourquoi le site spécialisé **Kotaku** s'inquiète, dans une longue enquête, des règles de modération très floues et appliquées au cas par cas. Par exemple, une émoticône (petite image utilisée dans les conversations) à l'effigie de Ryan "Gootecks" Gutierrez a été retirée après que le gamer a incité à poursuivre l'insurrection du Capitole le 6 janvier ; elle a été remplacée par celle d'autres joueurs célèbres. Résultat, ces derniers sont harcelés en ligne. La plateforme doit bientôt présenter de nouvelles règles, mais aucune révolution n'est à attendre : *"Difficile de savoir où se trouve la ligne jaune, et même s'il y en a une au-delà de ce qui ne plaît pas à Twitch à un instant donné."*

connu pour sa complaisance à l'égard des complotistes et des militants d'extrême droite. Mais l'exclusion de Trump de Twitter ainsi que les révélations sur l'utilisation de Parler par de nombreux émeutiers pour organiser l'invasion du Capitole ont fait exploser la notoriété de cette plateforme, jusqu'alors peu connue du grand public.

**Plus qu'une plateforme.** Cela a conduit d'autres acteurs de la Silicon Valley à prendre leurs distances avec Parler et à empêcher leurs clients d'avoir accès au site, soit pour protéger leur réputation soit pour des questions de sécurité publique, parfois les deux.

Google et Apple ont exclu Parler de leur boutique d'applications après avoir d'abord demandé aux dirigeants de Parler de faire le ménage sur leur

site et de bloquer les appels à la violence. Le deuxième coup a été asséné par Amazon, qui a exclu Parler de ses serveurs, le laissant sans hébergeur. Parler a annoncé le 11 janvier qu'il poursuivait en justice les services web d'Amazon pour violation des lois antitrust, tandis que ses utilisateurs disaient en plaisantant que des explosifs auraient plus d'effet sur Amazon qu'une bataille juridique.

Toutes les décisions qui ont conduit à réduire Parler au silence (du moins le temps de sa reconstruction, selon son PDG) ont suscité des interrogations complexes sur la libre expression et la meilleure manière pour les entreprises et les autorités de civiliser les débats en ligne. Mais il y a au moins une chose certaine, c'est qu'Internet n'est pas une simple infrastructure ou une simple plateforme.

Que vous conceviez, comme Facebook et Twitter, des outils sur les réseaux sociaux permettant aux gens de publier des messages incitant à la haine, ou que vous permettiez, comme Google et Apple, qu'une application qui contient ces outils puisse fonctionner sur vos produits, ou que vous fournissiez la colonne

### Jouer la carte de la neutralité était simplement "une ruse pour protéger leurs profits".

**Britt Paris,**  
MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SCIENCES DE L'INFORMATION À L'UNIVERSITÉ RUTGERS

vertébrale invisible des entreprises à l'origine de ces outils, comme Amazon, Microsoft Azure, ou Google Cloud Platform, vous ne pouvez pas vous targuer d'être neutre.

Ces entreprises ont montré qu'elles ont les moyens de fixer des limites définissant qui est autorisé à faire partie de leurs clients, ce qui est leur droit le plus strict en tant qu'entreprise privée.

Que vous soyez d'accord ou non avec l'exclusion de Donald Trump, nul ne peut nier que Twitter est allé à l'encontre de l'argument avancé par le passé, avec d'autres réseaux sociaux, quand on lui avait demandé de supprimer des tweets de groupes incitant à la haine ou émanant du compte du président – par exemple au moment où Trump avait encouragé les violences contre les manifestants de Black Lives Matter ou propagé de fausses informations. Selon cet argument, ces entreprises se considèrent comme des plateformes et non comme des éditeurs et donc ne prennent pas de décisions éditoriales sur des contenus qui ne sont pas explicitement illégaux, même si parfois elles fournissent une "contextualisation" avec des informations vérifiées ou d'autres filtres. Mais les décisions prises dans le sillage de l'insurrection du 6 janvier laissent entendre qu'elles reconnaissent qu'elles sont plus que cela.

Jouer la carte de la neutralité d'une sorte de service public était simplement *"une ruse pour protéger leurs profits"*, affirme Britt Paris, maître de conférences en sciences de l'information à l'université Rutgers. *"Ils ne vont pas renoncer à*

# Gérer Internet comme un service public

**On ne peut pas abandonner le contrôle des opinions et des informations circulant en ligne à de grands groupes privés, estime ce site américain, qui dresse un parallèle avec la gestion de l'eau ou de l'électricité.**

—Quartz (extraits) *New York*

Dans les heures qui ont suivi l'attaque meurtrière contre le Capitole, le 6 janvier, Twitter et Facebook ont suspendu le compte du président Donald Trump, par crainte de voir le grand agitateur attiser davantage les violences avec sa remise en cause permanente de la victoire de Joe Biden. Deux jours plus tard, Twitter a exclu de manière permanente Donald Trump, dont le très prolifique compte personnel affichait 88 millions d'abonnés et plus de 56 000 tweets envoyés.

Cette décision a engendré une réaction en chaîne. Au moment où Twitter coupait l'accès de Trump à son mégaphone virtuel, des millions de partisans du président avaient créé des comptes sur Parler, un réseau social alternatif

ce qui leur fait gagner de l'argent." Suzanne van Geuns et Corinne Cath-Speth ont décortiqué la neutralité des plateformes dans un essai pour la Brookings Institution [un groupe de réflexion] en août. Les deux chercheuses ont examiné la position "Nous ne sommes qu'une infrastructure" en prenant l'exemple de Cloudflare, un site qui permet à la fois d'optimiser la diffusion de contenus et de protéger les sites d'attaques informatiques par déni de service.

En 2017, sous la pression de l'opinion publique, Cloudflare a exclu le site néonazi *The Daily Stormer* de ses serveurs, même si le PDG de l'époque, Matthew Prince, expliquait que l'entreprise était réticente à exprimer des jugements de valeur sur ses clients. Deux ans plus tard, Cloudflare a coupé les liens avec le site 8chan, le qualifiant de "cloaque de haine" après avoir appris que le tireur derrière le massacre de 2019 à El Paso avait posté son manifeste sur 8chan avant d'assassiner 20 personnes. Là encore, Matthew Prince avait fait part de ses réserves et rappelé que Cloudflare n'était qu'un tuyau dans lequel circulaient des données.

Mais l'été dernier, lors des manifestations Black Lives Matter, après le meurtre de George Floyd, Cloudflare "en a profité pour expliquer publiquement ses choix décisionnels", expliquent Suzanne van Geuns et Corinne Cath-Speth. "En écrivant que les manifestations peuvent être les moteurs du changement, à condition qu'elles puissent être entendues, Cloudflare a fièrement affirmé rendre cela possible en protégeant les militants d'éventuelles cyberattaques."

De toute évidence, l'entreprise ne peut pas jouer sur les deux tableaux. Elle ne peut pas se présenter comme un service apolitique quand on lui demande de faire taire des groupes douteux qui propagent des théories du complot,

↓ Dessin de Ramsés, Cuba.



tout en se glorifiant d'être l'alliée des causes justes quand cela arrange ses affaires. Ce double discours met en danger l'avenir de la diffusion des informations pour tous les groupes ; que se passera-t-il si le prochain Cloudflare décide de faire taire les mouvements Black Lives Matter ?

**Créer des coopératives.** Mais en dehors de cette question, Cloudflare, Amazon, un hébergeur de sites comme GoDaddy et d'autres infrastructures plutôt invisibles ne peuvent pas prétendre être au service de l'intérêt public alors qu'ils appartiennent à des entreprises privées servant des clients privés (les sites Internet) plutôt que des internautes, avancent Suzanne van Geuns et Corinne Cath-Speth.

Les entreprises qui fournissent un service public comme les compagnies

d'eau sont presque toujours des entreprises publiques, écrivent-elles. "Même quand il s'agit d'entreprises privées, les compagnies d'électricité sont sous la surveillance d'organismes publics." Elles doivent ainsi rendre des comptes.

De même, selon Britt Paris, la crise actuelle "permet à des groupes comme Amazon de circonscrire la diffusion de messages encourageant à la violence et au meurtre au nom de la suprématie blanche". Cependant, "il faut se poser des questions plus larges sur comment les grandes entreprises se retrouvent à contrôler le débat public, et sur ce que nous pourrions faire pour améliorer cette situation, au nom de l'intérêt public".

Une possibilité, dit-elle, serait de s'inspirer des services publics gérés par des coopératives. Créer un modèle de propriété similaire

pour les infrastructures d'Internet permettrait aux membres de ces coopératives "d'avoir leur mot à dire dans les décisions de l'entreprise et le déploiement de ces infrastructures d'utilité publique". "Et ensuite, ajoute-t-elle, "ils toucheraient de l'argent quand l'entreprise en gagnerait". C'est juste une des solutions proposées par les universitaires et les chercheurs ces dernières années, précise Britt Paris.

Il est encourageant de voir des entreprises défendre les valeurs civiques depuis l'attaque contre le Capitole. [Le grand groupe de radios locales] Cumulus Media a enjoint à ses animateurs penchant à droite de ne pas parler d'élection volée [par Joe Biden] sous peine d'être virés. Nombre de grandes entreprises ont annoncé qu'elles ne financeraient plus les campagnes des dirigeants politiques qui soutiendraient le

**Si la gestion de la place du village mondiale et virtuelle est considérée comme un service public, il faut s'en donner les moyens.**

président Trump dans sa contestation du résultat des élections. Airbnb a déclaré qu'il bloquerait les réservations de ceux qui souhaiteraient participer à des émeutes violentes.

Il est également réconfortant de voir que les consommateurs sont attentifs aux décisions de tout ce réseau d'entreprises connectées aux géants de la tech comme Apple, Google, Facebook et Twitter, ou de sites moins connus comme Parler. Les internautes jugent leur action en tant qu'éditeurs ou que plateformes – à vous de choisir – mais aussi en tant que partenaires puissants d'une clientèle problématique dont ils facilitent la communication. Et les dirigeants de ces grands groupes en ont conscience.

Mais près de quarante ans après la création d'Internet, la question de savoir quand et comment des entreprises privées peuvent utiliser leur puissance pour contrôler le flot d'informations et d'idées n'est toujours pas tranchée. Et les événements récents ont démontré à quel point il est important de réfléchir à des mécanismes de réglementation et de supervision des infrastructures Internet et de réclamer plus de transparence sur les décisions des entreprises qui les gèrent – ou de créer de véritables entreprises d'utilité publique. Si la gestion de la place du village mondiale et virtuelle est considérée comme un service public, il faut s'en donner les moyens.

Et il faut agir vite. En ce moment même, d'autres émeutes sont organisées en ligne, souligne Britt Paris, et même si l'éjection des plateformes de certains sites est utile, elle ne s'attaque ni aux racines des opinions extrémistes ni aux règles ou aux normes qui ont permis aux entreprises Internet de s'enrichir pendant des années pendant que ces opinions proliféraient sur leurs sites et leurs serveurs.

—Lila MacLellan  
Publié le 12 janvier

## Contexte

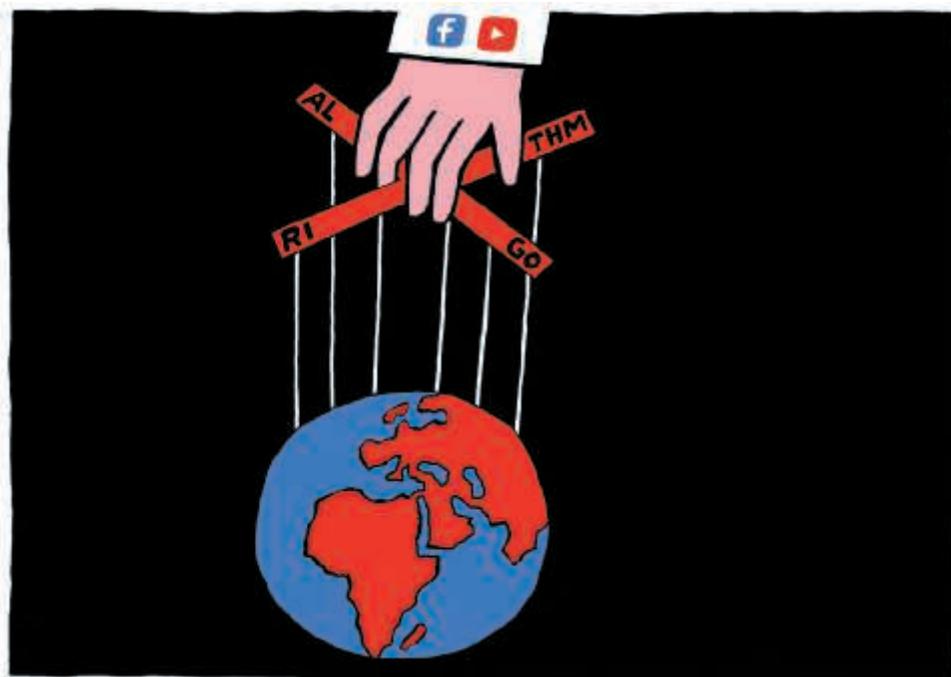
### Où sont passés les bannis des réseaux sociaux ?

#### ●●● Où sont-ils passés ?

Les partisans de Donald Trump bannis des réseaux sociaux, ceux qui ont posté sur Instagram, TikTok ou Facebook leurs faits d'armes au Capitole, ont été traqués par une armée d'internautes – et par le FBI. Le réseau Parler, impliqué dans les violences au Capitole, a été effacé d'Internet et n'a pas longtemps servi de "solution de repli", remarque un chroniqueur de **Bloomberg Opinion**. En attendant que Trump bâtisse son propre réseau social, ils ont déménagé en masse dans "les recoins sombres du web". Avec un peu

de chance, espère le journaliste, "si tous les conspirationnistes partent de Facebook, cela pourrait réduire le nombre de personnes aspirées dans leur vortex". Le premier des médias en ligne à les accueillir "sans aucune censure" s'appelle Gab. Surnommé le "Twitter des racistes" par **Salon** à sa naissance en 2016, il revendique 700 000 nouveaux abonnés depuis l'assaut du Capitole. Les messageries cryptées alternatives à WhatsApp sont également "portées par l'anxiété grandissante face

au pouvoir de la Big Tech", note le **New York Times**. Elles n'ont pas l'image sulfureuse de Gab ou de Parler, mais offrent l'anonymat. L'américaine Signal a engrangé 8,8 millions de téléchargements depuis le 6 janvier et Telegram, 11,9 millions, selon la société d'analyse Sensor Tower. Créée par les frères Nikolai et Pavel Dourov et établie à Dubaï, Telegram revendique 500 millions d'utilisateurs. Des chiffres à mettre en regard des 2,7 milliards d'utilisateurs mensuels du géant Facebook (y compris Messenger, Instagram et WhatsApp).



← Dessin de Schot, Pays-Bas.

# Le monde entier devra se protéger des géants du numérique

**Le pouvoir des Big Tech s'est renforcé ces derniers mois. Ces entreprises sont devenues incontournables pour leurs utilisateurs. Il sera de plus en plus difficile pour les États de limiter leur influence, estime le géopolitologue russe Fiodor Loukianov.**

— **Kommersant** Moscou

La crise politique aiguë qui se joue aux États-Unis aura des conséquences sur l'ordre mondial. Il est logique que les géants des nouvelles technologies (Big Tech) prennent part à la bataille. L'information est devenue un facteur sociopolitique majeur, et ceux qui la contrôlent et ont la capacité de collecter des données ont acquis un pouvoir sans précédent. La bataille fait rage sur le front de la politique intérieure américaine, mais ses effets se feront sentir dans le monde entier. D'une manière paradoxale. Les industries du numérique se rangent du côté des mondialistes contre Donald Trump le nationaliste, exacerbant ainsi les sentiments antimondialistes dont ils aimeraient venir à bout.

La mondialisation, sous sa forme actuelle, est en déclin depuis la crise financière mondiale de 2008-2009 au moins : la montée du protectionnisme national dans les principaux pays occidentaux depuis le milieu des années 2010 en atteste. Quel que soit le cercle de l'enfer politique où Donald Trump sera envoyé, plus rien

ne pourra enrayer la dynamique sécessionniste et antimondialiste qu'il a lancée aux États-Unis.

Les institutions politiques et économiques internationales qui forment l'infrastructure de la mondialisation se disloquent. Ne reste alors que l'information pour tenir ensemble l'humanité dans un seul et même espace numérique. Ce qui rend encore le monde globalement interconnecté. Et les opérateurs de cet espace sont les géants américains des nouvelles technologies.

Le conflit entre les souverainetés nationales et le pouvoir planétaire des industries du numérique couvait depuis longtemps. Les tentatives pour contraindre ces dernières à respecter les lois des pays de résidence de leurs utilisateurs ont émaillé la dernière décennie avec un succès très relatif. Les services proposés par ces géants jouissent d'une telle demande dans le monde entier que les gouvernements ne peuvent pas simplement leur bloquer l'accès à leur territoire sans provoquer un mécontentement massif.

Les autres solutions locales se limitent à quelques segments très restreints. Et même si le cadre réglementaire se durcit un peu partout

## Opinion

### DEUX POIDS, DEUX MESURES

Comment expliquer qu'un président démocratiquement élu soit exclu des réseaux sociaux alors que les autocrates y ont tribune ouverte ? Le président philippin Rodrigo Duterte a toujours sa page Facebook alors qu'il appelle à la "guerre contre la drogue" (et les journalistes), "le porte-parole des talibans dispose encore d'un compte officiel sur Twitter", comme le très nationaliste Premier ministre indien Narendra Modi, note **The Atlantic**. Les plateformes se perdent en explications "floues et alambiquées" pour expliquer cette étrange différence de traitement avec Donald Trump. Les règles de modération sont à géométrie variable, fonction de la pression de l'opinion publique. Et les autocrates ne laissent que peu de place à la pression de la rue.

et que la toute-puissance de ces sociétés inquiète, rien ne change dans les faits.

En donnant une impulsion nouvelle au secteur du numérique, la pandémie a encore renforcé le rôle de la sphère des communications. En cette période de quarantaine et de confinement, le monde physique s'est fragmenté tout en gardant son unité dans le domaine de l'information en ligne. La fonction des géants du numérique comme éléments de liaison s'est consolidée à mesure que le rôle croissant des États contribuait à l'érosion du tissu global.

L'actualité américaine a montré au monde entier l'étendue du pouvoir de ces industries. Aujourd'hui, Twitter et consorts se sont rangés du côté de l'administration qui a rejeté le président rebelle. Ces entreprises, qui n'adhèrent pas au programme d'industrialisation nationale de Trump, sont apparues comme une arme de répression efficace en concertation avec la partie des élites politiques qui leur est loyale.

Or personne ne peut garantir que, dans un autre contexte, les intérêts de l'oligarchie numérique et de la bureaucratie fédérale ne vont pas diverger. Les élites politiques en sont conscientes, mais aujourd'hui leur priorité est d'achever leur ennemi intérieur. On peut imaginer qu'une fois les

### La recherche de solutions de remplacement locales ou régionales dans le secteur de la communication va s'intensifier.

choses rentrées dans l'ordre, le Congrès voudra à nouveau limiter l'influence des géants du numérique. Seulement ce sera alors plus difficile. Ces derniers seront en effet les principaux messagers de la ligne idéologique démocrate, qu'ils diffusent avec insistance au cours des deux prochaines années, tant que le contrôle des pouvoirs législatif et exécutif sera démocrate.

Il y a un peu moins de cinq ans, l'évolution politique des États-Unis permettant à Trump d'accéder à la Maison-Blanche a porté à la mondialisation un coup sévère que les ennemis de l'Amérique n'auraient osé le rêver. Les opposants à Trump voudraient aujourd'hui prendre le chemin inverse, mais le résultat promet d'être le même. La volonté de se protéger face à la domination des géants industriels de l'information va se renforcer dans le monde entier à présent qu'ils ont dévoilé leur puissance dans leur patrie.

La recherche de solutions de remplacement locales ou régionales dans le secteur de la communication va s'intensifier, tout comme les efforts pour contrôler et limiter les activités des géants du numérique à travers le monde. C'est ainsi que le noyau actuel de la mondialisation continuera à s'affaiblir progressivement. Cela prendra du temps, mais le phénomène ne peut plus s'inverser. Et l'ordre mondial en sera profondément affecté, aggravant la fracture politique et économique.

— **Fiodor Loukianov**  
Publié le 11 janvier

# De l'ivresse du buzz à l'assaut du Capitole

Parmi les insurgés du Congrès, le chroniqueur médias du *New York Times* a reconnu un ex-confrère. Il s'interroge sur la responsabilité des pionniers de l'information virale dans la radicalisation des réseaux sociaux.

—The New York Times (extraits)  
New York

Rien ne le distinguait particulièrement, dans notre studio de Los Angeles, des autres personnages iconoclastes, ambitieux et doués d'un talent peu ordinaire qui travaillaient là. Tous avaient un don pour faire des vidéos capables de créer le buzz. Il s'appelaient Anthime Joseph Gionet, et sa valeur ajoutée pour *BuzzFeed* était évidente : il était prêt à tout pour un bon Vine, la plateforme de vidéos qui a brièvement connu la gloire avant d'être écrasée par Instagram et Snapchat en 2017.

Un jour, il s'est renversé 3 litres de lait sur la tête et la vidéo de cet exploit a été vue des millions de fois. C'était l'époque où les blagues potaches de ce genre amusaient les internautes américains. En ce sens, il était naturellement fait pour *BuzzFeed* quand il est arrivé au printemps 2015, alors que j'étais rédacteur en chef du site. Embauché pour gérer le compte Vine, son travail consistait à condenser en six secondes les vidéos les plus drôles et les plus improbables concoctées par ses collègues.

À l'époque, nous étions les meilleurs en matière de création de contenus pour les réseaux sociaux, la plupart du temps des listes, des quiz, de courtes vidéos, et à l'occasion des retransmissions en direct, comme celle où deux de mes collègues ont fait exploser une pastèque à grand renfort d'élastiques.

Et c'est pourquoi j'ai reconnu le ton de Gionet, aujourd'hui âgé de 33 ans, le mercredi [6 janvier] : "Vous êtes plus de 10 000 à nous suivre en direct, allez, c'est parti !" disait-il avec ferveur. Anthime Joseph Gionet se trouvait alors [au Capitole], dans le bureau dévasté du sénateur de l'Oregon Jeff Merkley, et faisait une vidéo en direct pour l'une des rares plateformes ne l'ayant pas encore banni, lui et d'autres fidèles de Donald Trump. Cela ressemblait à la conclusion logique d'une évolution professionnelle que certains pourraient qualifier de faiseur de farces sur Internet ou de spécialisation en trolls, mais qu'on pourrait décrire plus justement comme de la violence performative.

Après avoir vu Gionet, j'ai appelé quelques anciens collègues. Ils se souviennent de lui avec un mélange de dégoût et de perplexité. Ils décrivent un homme susceptible, en perpétuelle quête de popularité, mais qui pouvait aussi se montrer

très contrarié si l'on se moquait de sa grosse moustache et de sa coupe de cheveux mulet. Deux de ses amis au bureau avaient d'autres origines ethniques que lui et ne se considéraient pas du même genre, et ils se sentaient parfois unis par le sentiment de ne pas faire partie du clan. L'un d'entre eux évoque un homme triste dont les opinions politiques ne dépassaient guère la culture plutôt rugueuse et sexiste de Vine, et qui était hanté par une enfance très solitaire en Alaska. Il semblait vide à l'intérieur.

Pendant la campagne [présidentielle] de 2016, il a commencé à se construire un personnage de militant politique. Il a d'abord posé la photo de Bernie Sanders sur son bureau, puis s'est mis à arborer une casquette MAGA ["*Make America great again*", le slogan de Donald Trump] au bureau. Cela n'a pas manqué de faire sourciller certains collègues plus progressistes – bien que relativement apolitiques –, mais c'était encore l'époque où certains pensaient que l'on pouvait être "ironiquement" d'extrême droite.

Quelques mois plus tard, quand il a quitté *BuzzFeed* pour devenir l'"agent" de Milo Yiannopoulos, coqueluche de l'"alt-right" raciste et antisémite, ses collègues sont restés cois. Puis

**Vous vous retrouvez soudain au centre de la galaxie numérique, observé par une foule de gens inimaginable.**

ils ont remonté son fil Twitter et découvert que ses messages de plus en plus nauséabonds étaient retweetés par des personnalités d'extrême droite et que son évolution n'était donc en fait pas si surprenante.

Il ne s'agit pas ici de faire le portrait d'un homme sympathique qui aurait mal tourné. L'histoire parle selon moi d'autre chose, comme si les réseaux sociaux étaient désormais dotés d'une sorte de pouvoir que nous avons contribué à affûter avec *BuzzFeed*.

Pour ceux qui n'ont jamais vu un de leurs contenus littéralement embraser les réseaux sociaux, il est difficile de comprendre l'attrait de cette incroyable montée d'adrénaline. Vous vous retrouvez soudain au centre de la galaxie numérique, observé par une foule de gens inimaginable.

→ Dessin de Lauzan, Chili.



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

Retrouvez l'article à charge de **Domani** contre Mark Zuckerberg, après l'annonce du changement des conditions d'utilisation de WhatsApp : "**WhatsApp : Mark Zuckerberg à l'assaut de nos données**". Et nos articles publiés juste après l'attaque du Capitole le 6 janvier : "**Twitter a-t-il le droit de réduire Donald Trump au silence ?**", "**DLive, la plateforme sur laquelle le raid du Capitole a été diffusé en direct**"...



Alors même que nous faisons tout pour rendre nos contenus viraux, nous étions limités par certaines contraintes : la vérité dans le cas de notre service d'information ; les valeurs et messages positifs pour notre section divertissement. Anthime Joseph Gionet semble s'être affranchi de ces contraintes pour ne plus suivre sans scrupule que les signaux captés sur ses réseaux sociaux. Son seul fil rouge : se constituer une audience.

"**Nihilistes**". "Ses opinions politiques ont suivi les mesures d'audience des plateformes", analyse Andrew Gauthier, responsable vidéo pour *BuzzFeed* et qui a travaillé pour la campagne présidentielle de Joe Biden. "On croit toujours que le mal ressemble à un horrible méchant de film, mais non, en fait, ça commence par des mauvaises blagues et des comportements nihilistes."

Finalement, l'histoire de Gionet est celle d'un homme récompensé parce qu'il est un suprémaciste blanc, parce qu'il sait attirer l'attention sur lui et obtient ainsi la validation dont il a désespérément besoin. Nous passions beaucoup de



temps, à BuzzFeed, à réfléchir au moyen d'optimiser nos contenus pour les internautes ; en réalité, ils s'optimisaient d'eux-mêmes.

**Pouvoir brut.** L'évolution de Gionet me pousse à m'interroger sur la part de responsabilité que nous portons aujourd'hui, nous les pionniers de l'information sur les réseaux sociaux. Avons-nous contribué, ainsi que les créateurs de ces plateformes, à ouvrir une boîte de Pandore ?

En 2012, j'ai recruté un chroniqueur nommé Benny Johnson, dont la particularité était de mêler une expertise des réseaux sociaux à un discours très marqué à droite. À l'époque, je pensais – à tort – qu'il était simplement conservateur. J'ai mis du temps à comprendre que sa motivation n'était ni journalistique ni idéologique, mais plutôt esthétique : il était fasciné par l'image du pouvoir brut. Dans la plus grande tradition des propagandistes autoritaires, Johnson était subjugué par l'architecture néoclassique, les armes et, plus tard, par les foules de partisans de Trump.

Après son renvoi en 2014 de BuzzFeed pour plagiat, il a poursuivi sa carrière en prenant la tête de Turning Point USA, sorte de mouvement de jeunesse trumpiste, et en animant une émission sur Newsmax [un site d'information et d'opinion conservateur]. Il met désormais ses talents de "spécialiste de la narration politique en ligne", affûtés avec nous à BuzzFeed, au service d'une nouvelle génération de personnalités d'extrême droite comme Lauren Boebert, représentante du Colorado, qui s'est notamment fait connaître en jurant de venir travailler au Congrès avec son arme. (Ni Anthime Joseph Gionet ni Benny Johnson n'ont souhaité répondre à nos sollicitations.)

Alors que nous affinions ces nouvelles pratiques des réseaux sociaux chez BuzzFeed, nous avons mis du temps à comprendre que l'extrême droite suivait attentivement notre travail et nous imitait. John Peretti, fondateur du Huffington Post et de BuzzFeed, a été stupéfait d'entendre Steve Bannon, alors responsable du site Breitbart [porte-étendard de la droite radicale], déclarer qu'il s'était inspiré de son travail pour définir la stratégie de

### Nous avons mis du temps à comprendre que l'extrême droite suivait attentivement notre travail et nous imitait.

campagne de Donald Trump en 2016. Avant les élections, Steve Bannon m'avait d'ailleurs confié son étonnement de voir que nous n'avions pas transformé BuzzFeed en machine de guerre pour Bernie Sanders, ainsi que Breitbart l'était devenu pour Donald Trump.

"Certaines des techniques innovantes que nous avons lancées, plus adaptées au fonctionnement des réseaux sociaux et des médias numériques, ont été reprises par des mouvements d'extrême droite, des groupes racistes et les partisans MAGA", reconnaît mon ancien patron Jonah Peretti [après l'assaut du Capitole]. Optimiste invétéré, Peretti souligne néanmoins que ces mêmes dynamiques ont également joué un rôle crucial dans la mobilisation de mouvements progressistes ces dernières années, comme Black Lives Matter ou #MeToo.

J'entends déjà deux théories apparemment divergentes pour expliquer ce qui s'est passé à Washington [le 6 janvier] : pour les uns, cette foule majoritairement blanche et ouvertement raciste est l'incarnation d'un mal américain profondément enraciné et toujours présent ; pour les autres, les réseaux sociaux ont radicalisé les identités de base de certains Américains.

La trajectoire d'Anthime Joseph Gionet montre que ces deux explications ne s'excluent pas mutuellement. Un homme dont les anciens collègues se souviennent comme d'un être à la dérive s'est construit une identité reflétant de vieux démons de l'Amérique et est devenu ce que de nombreux Américains voulaient qu'il soit.

— Ben Smith

Publié le 10 janvier

### À la une



En juillet 2015, déjà, *Courrier international* s'inquiétait de la toute-puissance des géants de la Silicon Valley. "Internet plus fort que les États", avions-nous titré à l'époque. Deux ans plus tard, en 2017, c'est Mark Zuckerberg qui se retrouvait en une. Soupçons de manipulations, fake news...

### "À quoi joue Facebook ?"

Un an après le vote sur le Brexit et l'élection de Donald Trump, le rôle des réseaux sociaux et leur influence en politique étaient alors au cœur des débats. Ils l'étaient encore en août dernier quand nous avons publié un dossier construit autour d'une longue enquête du **Guardian** sur WhatsApp : "Les réseaux sociaux minent les démocraties".

## Réguler l'info sur le Web

**Jamais le contrôle des géants d'Internet n'a été si nécessaire. Il faut exiger des plateformes plus de transparence et dépasser la seule question du monopole.**

Le 8 janvier 2021 sera-t-il "le 11 Septembre de l'espace informationnel", comme l'écrit le commissaire européen Thierry Breton dans une tribune publiée le 10 janvier par le site américain **Politico** et **Le Figaro** ? La "déplateformisation" du président en exercice a relancé le débat sur la régulation du secteur. "Nous devons faire notre possible pour forcer la main des géants d'Internet que nous savons aujourd'hui en faute", résume le **New Statesman**. L'Europe ouvre la voie, qui a présenté en décembre un double projet de législation : le règlement sur les services numériques et le règlement sur les marchés numériques.

Les acteurs du secteur ont longtemps invoqué leur statut d'"intermédiaires numériques", défini par la section 230 de la loi américaine de 1996 sur la décence des communications, pour intervenir le moins possible dans les contenus échangés sur leurs plateformes. Pour Yaël Eisenstat, experte en stratégie passée par la CIA, mais aussi par Facebook et la Maison-Blanche (où elle a conseillé un certain Joe Biden), il est temps de mettre à niveau les règles définissant leur responsabilité, en exigeant plus de transparence sur leurs moteurs de recommandation et la façon dont leurs algorithmes orientent les contenus. "Il ne s'agit pas de liberté d'expression et de ce que les individus publient sur ces plateformes. Il s'agit de ce que les plateformes choisissent de faire avec ce contenu, des voix qu'elles décident d'amplifier, des groupes autorisés à prospérer et à se développer grâce à leurs algorithmes", écrit-elle dans la **Harvard Business Review**.

L'été dernier, le Congrès américain a lancé une vaste opération antitrust contre les Gafam. Mais depuis l'assaut sur le Capitole, le débat dépasse la seule question du monopole. Il faut "exiger du secteur qu'il s'engage fermement à concevoir des plateformes démocratiques", écrit Karen Kornbluh, professeure en sciences de l'information et ex-ambassadrice à l'OCDE dans le **Washington Post**. Au gouvernement Biden de gérer ce "désordre informationnel". Étonnamment, le PDG de Twitter, Jack Dorsey, semble penser la même chose. Le 14 janvier, il a reconnu que sa décision de bannir Donald Trump "créait un précédent qui [lui] semble dangereux : le pouvoir qu'un individu ou une entreprise a sur une partie de la conversation publique mondiale".

— **Courrier international**

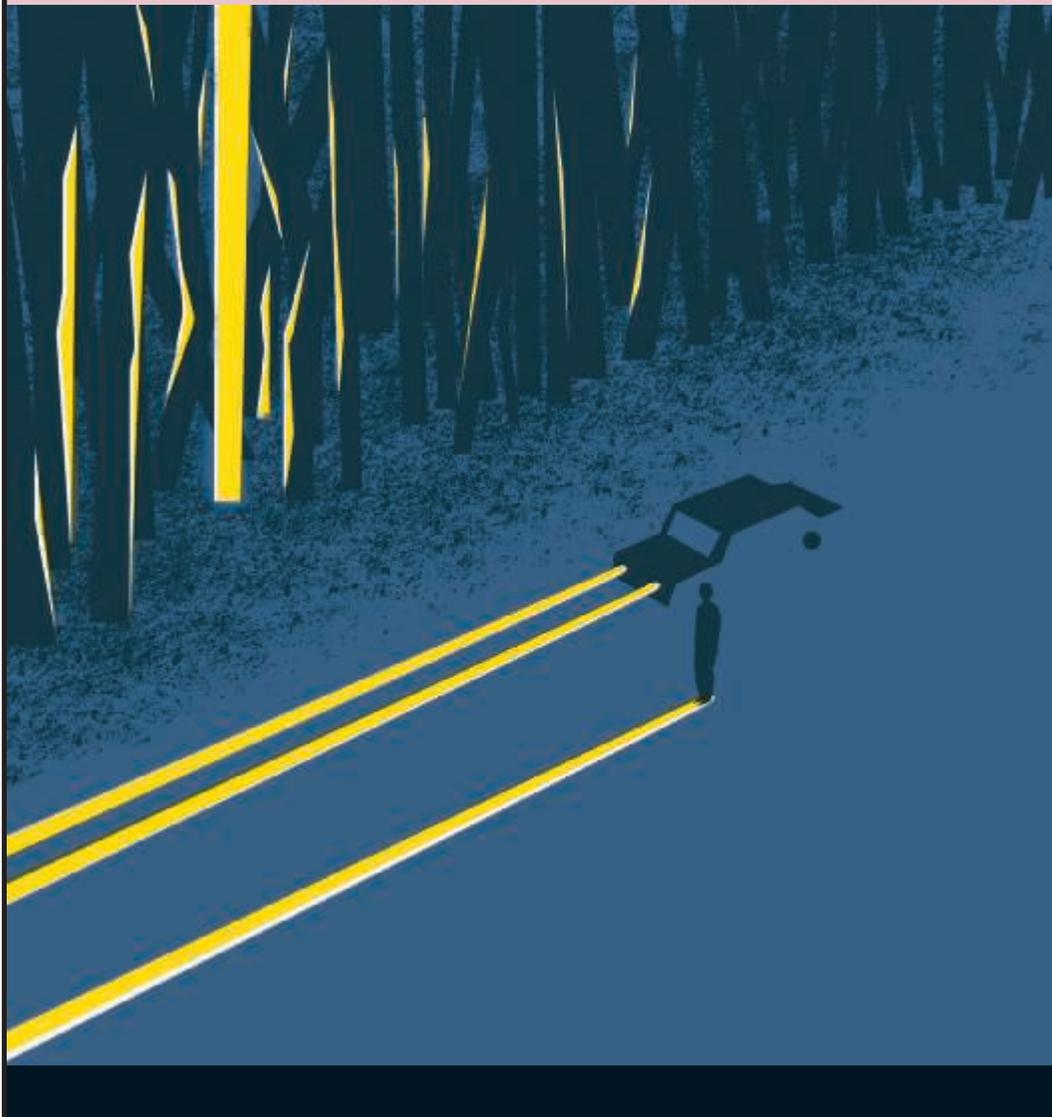
trans-  
versales.

économie

Sciences.....36  
Signaux .....37

# Le terrassant chantier de la Gigafactory Tesla en Allemagne

**Automobile.** Elon Musk bâtit une immense usine de voitures électriques dans la campagne du Brandebourg. À toute vitesse, en bousculant les règles et les réticences locales.



IKON IMAGES

↳ Dessin de **Bea Crespo**, Espagne.

—The Guardian Londres

**D**ix mois déjà que Silas Heineken survole avec son drone le plus grand chantier en cours d'Allemagne et en publie les vidéos sur YouTube. Sous le pseudo "Tesla Kid", l'ado de 14 ans a constitué un réseau de plusieurs dizaines de milliers d'abonnés. Chaque semaine, ils suivent la progression du chantier de la Gigafactory d'Elon Musk qui sort de la terre sablonneuse [du Land] de Brandebourg, au sud-est de Berlin, à vitesse grand V.

"C'est un grand visionnaire qui a des idées ambitieuses, et il a réussi à les mettre en œuvre", dit Silas Heineken. L'installation de l'usine géante de voitures électriques près de Grünheide, la petite ville endormie où il vit, est une chance incroyable pour la région, estime le collégien qui a tenté d'approcher à vélo Elon Musk lors de sa dernière visite.

C'est de loin la plus grande implantation industrielle dans cette zone depuis un siècle. Jörg Steinbach, ministre du Travail dans le Brandebourg, estime que la région a ainsi l'occasion "de devenir un centre de la révolution énergétique en Allemagne et en Europe". Elon Musk s'est engagé à créer 10 000 emplois et à fabriquer environ 500 000 véhicules par an, à commencer par le Model Y de Tesla, mais aussi à construire la plus grande usine de batteries du monde sur le même site. Sa vision fera connaître ce coin de l'Allemagne.

**Propriétaires fonciers.** Sous couvert d'anonymat, les responsables politiques évoquent ce qu'ils doivent au patron de Tesla, qui, à les en croire, aurait très bien pu s'installer en Asie, où le coût de la main-d'œuvre est plus faible, et où les exigences en matière d'environnement et les normes de construction sont moins strictes.

Si les propriétaires fonciers font partie de ceux qui se frottent les mains, les prix des terrains ayant été multipliés par dix depuis l'annonce d'Elon Musk en novembre 2019, le projet compte aussi de nombreux opposants. La majorité d'entre eux expliquent qu'ils aiment Grünheide précisément parce qu'il s'agit d'un endroit reculé. Ils sont effarés par la rapidité à laquelle le

chantier progresse – surtout sur les vidéos de Silas Heineken qui montrent la construction de la fonderie, de l'usine d'emboutissage, de l'atelier de peinture et de la chaîne d'assemblage – et par la surface boisée qui a déjà disparu.

"Grünheide héberge 9 000 âmes en lisière d'une zone protégée. Elon Musk veut en faire une ville de 40 000 habitants, ça ressemblera à Wolfsburg", déplore Werner Klink, en référence à la ville nouvelle construite à 200 kilomètres à l'ouest de Berlin dans les années 1930 pour fabriquer les voitures Volkswagen.

**"C'est un visionnaire qui a des idées ambitieuses, et il les met en œuvre."**

Silas Heineken,  
14 ANS, ADMIRATEUR  
D'ELON MUSK

Werner Klink est membre de l'Initiative citoyenne de Grünheide, une association qui fait campagne contre le projet. Les chantiers prennent généralement du temps "en raison de tous les permis à obtenir et des réglementations auxquelles se plier avant même de poser la première pierre", dit-il. Elon Musk, lui, a choisi une voie très peu conforme aux méthodes allemandes : les travaux d'abord, les permis ensuite.

"Même si les autorités lui disaient d'arrêter le chantier, il aurait déjà provoqué trop de dégâts pour qu'on puisse espérer remettre le site en état, déplore Werner Klink. Des dommages immenses et irréversibles ont été faits à la nature et potentiellement aux nappes souterraines, à la forêt, la flore et la faune."

Cent hectares de pins (soit la surface de près de 26 terrains de foot) ont déjà été rasés et 86 autres hectares subiront probablement le même sort, conformément à une décision de justice rendue en décembre.

Les obstacles qui se dressent face à Tesla se nomment le lézard des souches et la corneille lisse [un serpent], deux espèces sylvestres mises en avant par l'Union allemande de protection de la nature (Nabu) et qui sont au cœur de la bataille juridique pour interrompre les travaux.

S'y ajoute la question d'un acompte à verser à l'Agence de l'environnement [du Brandebourg] de 100 millions d'euros pour les éventuels frais de restauration écologique : un tribunal a décidé le 18 décembre que ce motif justifiait d'interrompre le chantier. Les avocats de Tesla ont déposé un recours pour retarder la date limite de paiement, a révélé le journal allemand *Der Tagesspiegel*.

**Eau salée.** Malgré le dépôt de 360 objections, les autorités ont autorisé Elon Musk à poursuivre les travaux en précisant qu'il agissait à ses risques et périls. Ce n'est pas rare en Allemagne, mais c'est toutefois inédit pour un projet de cette ampleur.

"Musk n'a pas peur de prendre des risques et il parie que personne ne lui ordonnera de démolir son usine, d'autant plus qu'un grand nombre d'emplois est dans la balance", affirme Werner Klink, géophysicien retraité.

Selon lui, la vitesse à laquelle les bâtiments sont sortis de terre n'a pas permis d'inspecter le site dans de bonnes conditions. "Il y a un risque considérable que le terrassement entraîne une contamination des nappes phréatiques. À 1 mètre sous la surface, il y a de l'eau salée et il semble que son niveau monte. Si elle vient à se mélanger à de l'eau douce, ce sera la catastrophe."

En décembre [2020], une manifestation a eu lieu devant le siège d'Axel Springer à Berlin, après que l'éditeur allemand a rendu hommage à "l'ambition [de Musk] de rendre le monde meilleur" en lui remettant son prix éponyme. Des défenseurs du climat et de l'environnement avaient fait le déplacement, notamment des membres de la Nabu, de la Société de protection des espèces et du réseau associatif Grüne Liga ("ligue verte").

Norbert Hess, porte-parole du petit Parti écologiste-démocrate (ÖDP) dans le Brandebourg, a accusé les Verts allemands [au pouvoir dans la coalition d'Angela Merkel] de "trahir leur serment" en contribuant à accélérer le projet. De nombreux aspects du projet sont mal dégrossis, explique-t-il. Pourquoi n'a-t-il pas été envisagé d'implanter le site dans la zone minière de la Lusace, dans le sud du

Brandebourg, qui cherche une nouvelle raison d'être depuis que l'Allemagne a décidé de sortir définitivement du charbon ? demande-t-il. "Les terrains où il y a des mines à ciel ouvert y sont déjà dénaturés", dit Norbert Hess.

Les Verts, au pouvoir dans le Brandebourg, saluent le projet d'usine de voitures électriques, parce qu'il s'agit selon eux d'une solution viable pour remplacer le moteur diesel et que cela permet la création bienvenue d'emplois dans la région.

Tesla, de son côté, se garde d'intervenir dans les médias. L'entreprise a tenté d'exprimer ses bonnes intentions, en s'engageant par exemple à planter trois fois plus d'arbres que ceux qu'elle a abattus et en construisant des clôtures pour protéger les lézards et les serpents. Elle a aussi installé un bureau d'information dans le centre-ville, mais il n'est pas régulièrement ouvert. La pandémie de Covid-19 a encore limité la communication.

Celle-ci passe essentiellement par des tweets succincts signés Elon Musk en personne, comme celui-ci avant Noël, où il a écrit simplement : "Merci au Brandebourg et à Grünheide", après que le maire a réitéré son soutien à la Gigafactory en don-

**"Musk parie que personne ne lui ordonnera de démolir son usine."**

**Werner Klink,**  
MEMBRE DE L'INITIATIVE  
CITOYENNE DE GRÜNHEIDE

nant son aval à un réseau de transports en commun autour du site, dont un système de parking relais pour les salariés.

Werner Klink n'a pas encore rencontré Musk, qui vient de temps en temps pour voir l'avancement du chantier. "Je n'ai ni besoin ni envie de le rencontrer", précise-t-il. Mais il a un surnom pour les sycophantes et larbins du milliardaire : "SchliessMuskelkriecher", qui joue du nom du patron de Tesla accolé aux mots allemands "sphincter" et "lèche-cul". "En tout cas, c'est comme ça que notre groupe voit les choses, même si j'admets que c'est plutôt grossier."

—**Kate Connolly**  
Publié le 5 janvier

**Contexte**

**Un succès paradoxal**

Comment expliquer que Tesla, avec ses voitures électriques haut de gamme, soit devenu en 2020 le plus grand constructeur automobile mondial en matière de capitalisation boursière en produisant si peu de véhicules ? Son cours en Bourse s'est "envolé" en 2020 (+740%), porté par la confiance des investisseurs envers son PDG, Elon Musk, constate le **Wall Street Journal**. Valorisée à plus de 800 milliards de dollars, Tesla a atteint le million de véhicules produits en mars 2020, en a livré un demi-million cette même année et son cours est "211 fois plus élevé que les bénéficiaires de l'année ne le justifient". Mais l'entreprise, née en 2003 et dont le nom rend hommage à l'inventeur Nikola Tesla, "est une belle histoire", de celles que les investisseurs adorent. Elon Musk développe sa "vision" des industries disruptives - Tesla fabrique des voitures électriques et des panneaux photovoltaïques. Or "les voitures électriques et l'énergie solaire sont poussées par les gouvernements du monde entier comme faisant partie de la solution au changement climatique". La Bourse s'intéresse davantage au "potentiel de croissance qu'à l'analyse détaillée des flux de trésorerie" de Tesla. Et quand, le 14 janvier, l'autorité américaine de la sécurité routière (NHTSA) a demandé le rappel de 158 000 Model S et Model X présentant un problème de sécurité, cela n'a affecté ni le cours ni la belle histoire des investisseurs avec Tesla.

**COMMANDEZ  
DÈS MAINTENANT**



**8,50€**  
Frais de port offerts

**Les fractures de l'Amérique**

Politique, sécurité racisme... Sur tous les sujets, les Américains semblent irréconciliables.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages

**Atlas de l'eau**

Ce hors-série de *Courrier international* vous invite à comprendre les enjeux de l'eau dans 30 cartes et infographies.

• Format : 230 mm x 297 mm  
• 76 pages



**8,50€**  
Frais de port offerts

**BON DE COMMANDE**

À retourner accompagné de votre règlement à :  
**Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9**

<b>Les fractures de l'Amérique</b>	<b>8,50 € x .... exemplaire(s) =</b>	<b>€</b>
<b>Atlas de l'eau</b>	<b>8,50 € x .... exemplaire(s) =</b>	<b>€</b>
<b>Frais de port offerts</b>		<b>0€</b>
<b>Total</b>	<b>=</b>	<b>€</b>

**Mes coordonnées :**

**VCO2IBA1577**

Monsieur       Madame

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP [ ] [ ] [ ] [ ] VILLE .....

**Je règle par chèque** à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients  
<https://boutique.courrierinternational.com>  
au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2021  
\*Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.  
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet :  
[boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante :  
DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

SCIENCES



## Guérir de vieillir

**Santé.** Au Japon, les études sur le vieillissement s'intensifient, soutenues par de nouveaux centres de recherche et de nouveaux traitements.

—Asahi Shimbun Tokyo

**M**ettre au point des méthodes anti-vieillessement et allonger la durée de vie en bonne santé ne relève plus de la science-fiction, ce sont des objectifs atteignables." Voilà ce qu'affirme Yoichi Nabeshima, directeur de l'Institut pour la recherche sur le vieillissement productif (Irpa) et professeur émérite de l'université de Kyoto.

Fondé en 2019 sur le modèle d'un institut de recherche privé américain, l'Irpa s'est donné pour objectif de décrypter les mécanismes de la sénescence et de la longévité pour développer des méthodes de lutte contre le vieillissement. L'institut est entré dans le vif du sujet cette année [en 2020].

Cancers, maladies cardiaques, diabète, maladie d'Alzheimer... Le principal facteur qui accroît le risque de contracter ces pathologies est l'âge. Vieillir s'accompagne d'une dégénérescence physique en raison de laquelle on considère généralement qu'il est inévitable de tomber plus souvent malade. Freiner le vieillissement permettrait donc de minimiser le risque de contracter de nombreuses maladies. Les recherches sur ce sujet font aujourd'hui d'importants progrès.

Par exemple, Shin-ichiro Imai, l'un des directeurs de l'Irpa et professeur à l'université de Washington, a découvert grâce à des expérimentations sur des animaux une molécule qui permet de lutter contre l'augmentation du taux de cholestérol et la diminution de la densité osseuse liées à l'âge.

Il s'agit du nicotinamide mononucléotide (NMN). Il est

présent dans l'organisme, mais sa quantité diminue à mesure que l'âge progresse. Des recherches sont en cours pour déterminer si un apport en NMN peut avoir un impact chez l'humain. Cette molécule fait également l'objet de recherches à l'Irpa.

Situé sur l'île artificielle Port Island à Kobe, l'Irpa développe avec des entreprises des médicaments et des compléments alimentaires médicaux. L'institut s'est également doté de conseillers étrangers.

**Éliminer les cellules âgées grâce à des médicaments pourrait contribuer à guérir des maladies.**

AutoPhagyGO, une jeune pousse issue de l'université d'Osaka, a vu le jour en 2019. Son objectif : faciliter l'application des résultats issus de la recherche universitaire pour allonger la durée de vie en bonne santé. L'autophagie est un mécanisme d'expulsion des substances toxiques par l'activation du métabolisme intérieur

des cellules [c'est un processus de "nettoyage" et de "recyclage" dans la cellule]. Yoshinori Ohsumi, professeur émérite de l'université de technologie de Tokyo, a reçu en 2016 le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur l'autophagie.

**Flore intestinale.** D'après Tamotsu Yoshimori, professeur émérite de l'université d'Osaka et conseiller technologique de l'Irpa, le mécanisme d'autophagie perd en vitalité avec l'âge. L'idée est donc de le stimuler pour prévenir et limiter la sénescence et les maladies liées au vieillissement.

Pourquoi le vieillissement s'accompagne-t-il d'une dégénérescence physique ? On sait que les mitochondries, des organites qui produisent de l'énergie à l'intérieur des cellules, fonctionnent moins bien et que les cellules de la flore intestinale, par exemple, se modifient [quand on vieillit], mais l'attention se porte aujourd'hui sur les cellules vieillies qui s'accumulent dans l'organisme avec l'âge.

Les cellules âgées cessent de se diviser, par exemple parce que leur ADN (acide désoxyribonucléique) est endommagé. Avec l'âge, on le

sait, ces cellules sénescentes se multiplient dans diverses parties du corps. De plus, elles sécrètent des substances sources d'inflammation, jouant ainsi un rôle dans la formation de l'artériosclérose ou du cancer, entre autres.

Éliminer les cellules âgées grâce à des médicaments pourrait participer à la prévention ou à la guérison des maladies, imaginent certains chercheurs. Aux États-Unis, des travaux sont en cours sur des médicaments de types "sénolytiques" pour étudier leur effet sur l'humain, et leur innocuité.

**"Pour le Japon, dont la population vieillit, ces recherches sont cruciales."**

**Yoichi Nabeshima,**  
CHERCHEUR ET DIRECTEUR  
DE L'IRPA

Eiji Hara, professeur à l'université d'Osaka, participe depuis de longues années à la recherche sur les cellules sénescentes. Son équipe a découvert que le foie de souris nourries avec des aliments gras contenait davantage de cellules âgées et que les animaux encouraient un risque accru de contracter un cancer du foie.

Un programme de recherche mené pendant cinq ans avec une entreprise pharmaceutique a permis de travailler au développement d'une molécule capable d'éliminer les cellules âgées. Utilisée chez des souris susceptibles de développer un cancer du foie, cette molécule est associée à une réduction tant du nombre de leurs cellules sénescentes que du risque de contracter un cancer de ce type.

L'équipe d'Eiji Hara a également découvert qu'après l'usage d'un anticancéreux sur des souris ayant subi une transplantation de cellules humaines cancéreuses, l'injection de la nouvelle molécule améliore l'efficacité de l'anticancéreux.

Les recherches continuent. "Si l'on arrivait à mettre au point un médicament qui permette de cibler les cellules sénescentes pour les éliminer, on pourrait sûrement limiter l'apparition des pathologies liées à l'âge et allonger la durée de vie en bonne santé", souligne Eiji Hara.

Masataka Sugimoto, chef de service au Centre national de recherche en gériatrie et gérontologie (NCGG), a prouvé en 2016, grâce à des expérimentations sur

les souris, que l'élimination des cellules âgées du poumon permet d'améliorer les fonctions respiratoires. Cependant, le rôle des cellules sénescentes dans l'organisme reste à élucider : les recherches continuent pour déterminer s'il n'est pas dangereux de les éliminer.

Un rapport du Centre pour la stratégie en recherche et développement (CRDS) de l'Agence japonaise des sciences et technologies (JST) – organisme qui produit des études sur la politique nationale en matière de sciences et technologies – signale que, concernant les molécules permettant de retarder le vieillissement et d'allonger la durée de vie, outre les sénolytiques et le NMN, des recherches portent sur le sirolimus, un type d'immunosuppresseur utilisé notamment pour les greffes d'organes, et sur la metformine, utilisée dans le traitement du diabète.

Dans le monde entier, les recherches sur la lutte contre la sénescence cellulaire font l'objet d'un intérêt croissant. Au Japon, le vieillissement de la population s'accélère : de 29 % actuellement, les plus de 65 ans devraient représenter 35 % de la population totale en 2040. Comme le souligne Yoichi Nabeshima : "Pour le Japon, à la forte population vieillissante et qui doit faire face à la hausse de ses dépenses de santé, les recherches sur le vieillissement sont cruciales."

—Shigeko Segawa

Publié le 5 décembre 2020



DANS NOS  
ARCHIVES

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Et si le vieillissement n'était qu'une maladie parmi d'autres ? Cette idée controversée, qui pourrait changer radicalement la façon dont nous considérons les effets du temps qui passe sur notre santé, était à la une de notre édition du 24 octobre 2019.





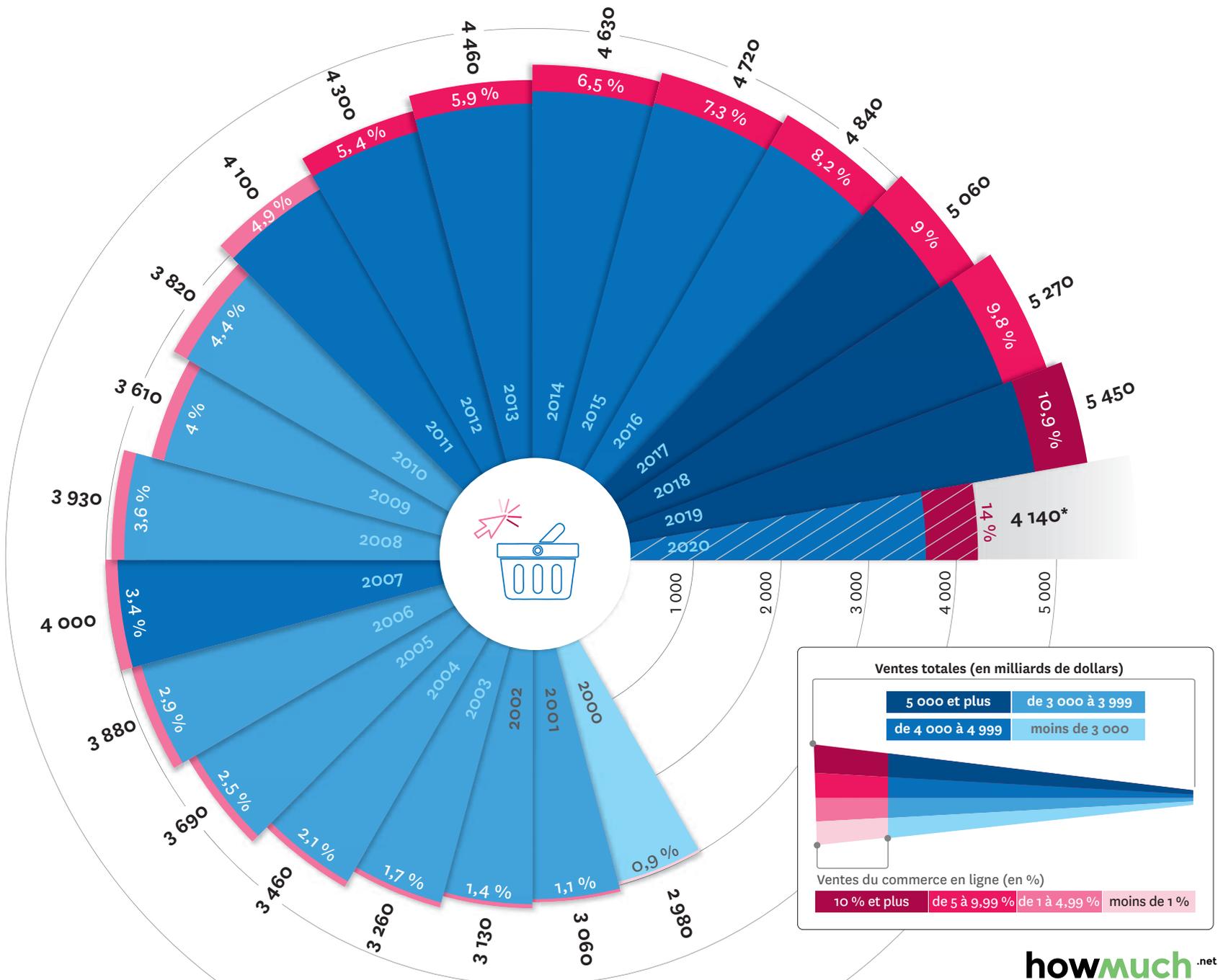
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

# Vingt ans de vente au détail en un coup d'œil

Aux États-Unis, la pandémie a accéléré la montée en puissance des achats en ligne.

## Chronologie de la croissance des ventes au détail aux États-Unis

Total des ventes au détail par année avec la part du commerce en ligne



howmuch.net

Source : U.S. Census Bureau (<https://www.census.gov/>)

\* Ce schéma présente les chiffres définitifs pour chaque année sauf pour 2020 (où seuls apparaissent les trois premiers trimestres).



**HOWMUCH.** Ce blog américain consacré à la datavisualisation économique a publié cette infographie le 11 décembre, à la fin d'une année particulière où les confinements successifs ont certainement conduit plus d'Américains à faire leurs courses

en ligne. Cette tendance n'est cependant pas nouvelle : aux États-Unis, la part du commerce électronique progresse depuis des années. Mais les achats dans les magasins "en dur" n'ont pas non plus cessé de croître ces vingt dernières années.

# 360

## MAGAZINE

Ces odeurs qui entrent au musée • Culture ..... 42  
 Au Donbass, la guerre n'est pas un jeu vidéo • ... 44

# RUTU MODAN, AU CLAIR DE LA LIGNE

*Tunnels*, le nouvel album de l'Israélienne, sort en français le 27 janvier. Rutu Modan y suit un groupe d'archéologues jusqu'au cœur du conflit israélo-palestinien : littéralement en dessous du mur qui sépare son pays des Territoires occupés. Le quotidien *Ha'Aretz* l'a rencontrée dans son atelier de Tel-Aviv.  
 —*Ha'Aretz* [extraits] Tel-Aviv

Il y a quelques années, Rutu Modan s'est fait accompagner en voiture entre Tel-Aviv et Jérusalem par le responsable du site web de l'Autorité des antiquités d'Israël [une organisation gouvernementale chargée de la préservation des objets d'art antiques]. Quand la conversation a dérivé vers l'archéologie, un vieux souvenir a refait surface dans sa mémoire. Trente ans auparavant, Modan se rappelait avoir rencontré un homme qui lui avait raconté que son père et lui faisaient des fouilles pour trouver l'Arche d'alliance [décrite dans l'Ancien Testament comme le coffre contenant les Tables de la Loi].

À l'époque, elle les avait pris pour des illuminés, mais voilà qu'elle se mettait à penser à eux très sérieusement. Qu'est-ce qui peut inciter des gens totalement normaux, laïques, à se mettre en quête d'un tel objet sacré ?

Rutu Modan a eu terriblement envie d'élucider cette énigme. Elle présentait qu'elle pourrait en tirer une bonne histoire pour son prochain livre, mais il lui faudrait d'abord se documenter sur la question.

Modan a commencé à s'entretenir avec des spécialistes d'archéologie biblique, elle s'est plongée dans l'histoire juive. Elle s'est inscrite à un cours universitaire d'archéologie par correspondance et a rencontré des archéologues. Elle a fini par comprendre que l'Arche d'alliance était le graal de cette discipline et que, même si les archéologues sérieux ne s'emballent pas trop à son sujet, elle aiguillonne l'imagination de certains passionnés. Encore aujourd'hui, il y a des gens qui cherchent à s'en emparer, explique-t-elle à *Ha'Aretz*. *"J'ai potassé la question et j'ai découvert que de nombreux pouvoirs mystiques étaient attribués à l'Arche d'alliance. Quelqu'un me l'a décrite comme 'le talkie-walkie de Dieu'. Grâce à elle, nous pourrions parler avec Dieu comme nous le faisons jadis. Et l'homme qui m'a dit ça n'était pas quelqu'un de pieux."*

Rutu Modan n'allait pas tarder à se retrouver happée par l'archéologie et l'histoire d'Israël. *"J'ai découvert qu'au détour de cette discipline on croisait toutes sortes de gens : des criminels, des fous, des faussaires, des voleurs, des universitaires, sur fond de querelles politiques à n'en plus finir. Il y avait là beaucoup d'éléments intéressants à exploiter, de nombreux thèmes savoureux, et j'ai compris que cela pourrait être un excellent point de départ pour une histoire"*, poursuit-elle.

Cette histoire, *Tunnels* [*Minharot* en version originale], est arrivée sur les tables des libraires israéliens au début du mois [de septembre 2020]. Modan a passé cinq ans à travailler sur ce roman graphique, dont l'intrigue complexe, pleine de rebondissements et de drôlerie, se déploie sur 276 pages aux dessins magnifiques. En le lisant, on se croirait dans un film où Indiana Jones croiserait Moshe Dayan [célèbre militaire et homme politique israélien, ministre de la Défense durant la guerre des Six-Jours, en 1967].

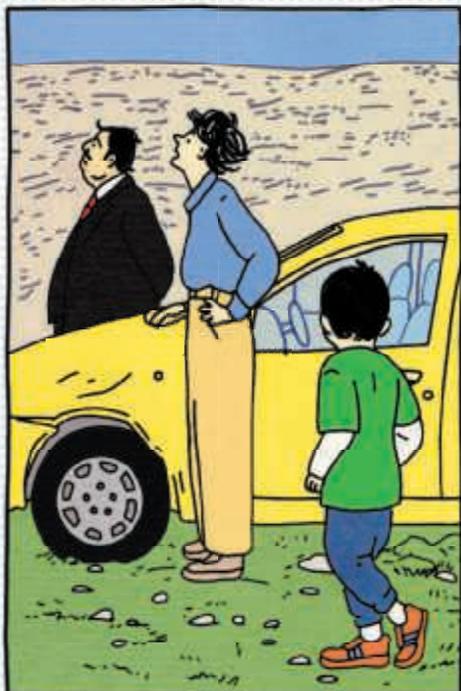
Tandis que le précédent livre de Modan, *La Propriété* [Actes Sud, 2013], avait principalement pour cadre la froide et distante Pologne, *Tunnels* se situe entièrement dans ce Moyen-Orient en proie à de perpétuels conflits et creuse sous la surface des choses. La protagoniste en est Nili, la fille d'un célèbre archéologue, qui avec son fils entreprend des fouilles non déclarées dans les Territoires palestiniens, afin de retrouver l'Arche d'alliance. *Tunnels* est un récit d'aventures qui nous plonge dans l'univers de l'archéologie israélienne, remue la terre pour dénicher des trésors perdus, s'enfonce au plus profond des intrigues et des rivalités du milieu universitaire et aborde sans détour le conflit israélo-palestinien. Cette fois, Modan fait coexister des colons, des Palestiniens et des soldats israéliens dans les Territoires occupés, à l'ombre de la barrière de séparation de la Cisjordanie [cette barrière qui sépare Israël des Territoires palestiniens est en construction depuis 2002 ; elle s'étend sur plus de 700 kilomètres]. Il va sans dire que les choses ne vont pas tarder à se compliquer.

**L'INTRIGUE EST PLEINE DE REBONDISSEMENTS ET DE DRÔLERIE. LES DESSINS SONT MAGNIFIQUES.**

Modan règne sur la bande dessinée israélienne, et ses livres sont très admirés partout dans le monde. Mais les auteurs de BD israéliens qui parviennent à vivre de leur activité se comptent sur les doigts d'une main. Elle fait partie de ceux qui ont cette chance.

Modan, 54 ans, est la fille de deux médecins, l'un et l'autre épidémiologistes. Elle a passé son enfance à Tel Hashomer, à la périphérie de Tel-Aviv, dans la résidence des médecins de l'hôpital. Son père était croyant, sa mère athée. Son père a aussi travaillé pour le ministère de la Santé. *"S'il était encore vivant, je suis sûre qu'il aurait beaucoup de mesures à proposer [contre le Covid-19]"*, commente-t-elle.





HANAN ASSOR



### RUTU MODAN, UNE DESSINATRICE MULTIPRIMÉE

Née en 1966, cette Israélienne est l'auteure de trois romans graphiques, tous traduits en France aux éditions Actes Sud. *Exit Wounds* (2007) et *La Propriété* (2013) ont chacun été récompensés par le prestigieux prix Eisner du meilleur album, et *La Propriété* a reçu en 2014 le prix du Jury du Festival d'Angoulême. Rutu Modan a aussi reçu de nombreux prix en Israël pour ses illustrations de livres pour enfants. Elle enseigne la bande dessinée à l'école des beaux-arts Bezalel, à Jérusalem.

#### SOURCE



#### HA'ARETZ

Tel-Aviv, Israël

Quotidien, 70 000 ex.

haaretz.co.il

Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Aujourd'hui situé au centre gauche, il suit une ligne politique éditoriale axée sur l'analyse et le débat. Son édition sabbatique est agrémentée de deux suppléments politiques et culturels incontournables.

Son père voulait des fils, il a finalement eu trois filles. Rutu est celle du milieu. Ses deux parents étaient très pris par leurs métiers. Sa mère était une féministe revendiquée. Elle n'a jamais envisagé de renoncer à sa carrière, même pour ses filles, se rappelle Modan. "Elle et mon père nous ont élevées pour que nous soyons très indépendantes, d'une manière qui aujourd'hui pourrait être considérée comme de la négligence, note-t-elle. Nous devons nous faire la cuisine, nous responsabiliser."

**HA'ARETZ** Votre mère est morte quand vous aviez 26 ans, et votre père s'est éteint dix ans plus tard. Ils n'ont pas vécu assez longtemps pour connaître votre réussite.

**RUTU MODAN** Non, c'est vrai. Mes parents sont encore très présents dans ma vie, je pense beaucoup à eux. J'écris sur eux.

**Qu'est-ce que vous écrivez sur eux ?**

Les personnages de mes livres sont toujours des orphelins, ou bien s'ils ont des parents, ils les voient rarement. Comme le père de Nili dans *Tunnels* : il n'est pas vraiment là. Quant à la mère, on ne sait pas ce qui lui est arrivé. Nili et son frère sont comme des orphelins ; ils sont des parents l'un pour l'autre. Et le frère a Motke [son supérieur à l'université], qui est pour lui une figure paternelle. Il est beaucoup question de parentalité dans ce livre.

Je crois que c'est une chose qui irrigue tous mes livres ; je ne l'avais jamais formulé comme ça auparavant, mais c'est ce que je pense. Il y a des orphelins dans *La Propriété*, et aussi dans *Exit Wounds*. Et dans tous les livres, la famille est très importante, mais en même temps elle n'existe pas. On parle beaucoup d'esprit de famille. La famille est très présente, mais elle se désintègre aussi beaucoup. C'est le cas dans les trois livres, mais je n'y avais jamais pensé jusqu'à présent.

**Et cela correspond à votre vision de votre propre famille ?**

Écoutez, nous sommes ashkénazes [elle rit]. Mais oui, je suis très attachée à la famille. Elle fait partie intégrante de mon identité. En tant que femme, en tant que mère. Et même avec mes sœurs, nous nous sentons très proches. Quand l'une d'entre nous disparaît, quand elle revient, aucune des deux autres ne lui en tient rigueur, les liens restent toujours aussi forts. Parfois, j'envie les familles qui se réunissent tous les vendredis, même si cela n'empêche pas qu'il y ait des tensions.

**M**odan dessine tout le temps, et ce depuis l'enfance. Et dès le début, ce n'était pas seulement des dessins : c'était des histoires. "À l'âge de 3 ans, je dessinais déjà, et, à l'école maternelle, mon institutrice écrivait à côté des images les histoires que je lui dictais. À 5 ans, j'ai fait mon premier livre, et je conserve beaucoup de carnets qui sont des histoires dessinées", commente-t-elle.

Quelques années après avoir terminé ses études, Modan décide de fonder un collectif d'illustrateurs indépendants avec un camarade, Yirmi Pinkus. En 1995, ils y invitent [les dessinateurs] Kolton, Mira Friedmann et Itzik Rennert, et, sous le nom d'Actus, ils autoéditent un certain nombre

de bandes dessinées en Israël et à l'étranger. La plupart sont en anglais, et certaines sont réalisées en collaboration avec d'autres auteurs, dont [l'écrivain] Etgar Keret, [l'illustrateur] David Polonsky et Art Spiegelman [l'auteur de la célèbre bande dessinée *Maus*].

Actus a été un vrai ballon d'oxygène pour le milieu de la bande dessinée en Israël. Il a prouvé qu'il était possible de raconter toutes sortes d'histoires à travers ce mode d'expression, et il a fait connaître la BD israélienne. "C'est peut-être ce que j'ai fait de plus important au cours de ma carrière... Nous avons beaucoup de respect les uns pour les autres au sein d'Actus. Nous nous asseyons autour d'une table, chacun faisait ce qu'il avait à faire et les autres l'aidaient à le faire bien. C'était formidable", se rappelle-t-elle. "Au-delà de cela, j'ai beaucoup appris sur le métier d'imprimeur et le secteur du livre. Encore aujourd'hui, je dis à mes étudiants qu'il est extrêmement important de comprendre le marché et son fonctionnement, car ainsi on évite de faire des erreurs inutiles. Je peux échouer parce que les gens n'aiment pas mon livre, mais non pas parce que je l'ai mal imprimé. Ce sont des choses ennuyeuses, mais elles contribuent à faire de vous un artiste libre", ajoute-t-elle.

Officiellement, le groupe Actus a duré jusqu'en 2011, et pendant cette période, Modan a aussi travaillé pour des journaux et comme illustratrice de livres pour enfants, [notamment, en 2004,] pour *Fou de cirque*, de Keret [Albin Michel Jeunesse].

Un an plus tard, Modan était contactée par l'éditeur montréalais Drawn and Quarterly, l'un des principaux éditeurs de BD indépendante d'Amérique du Nord. Il lui proposait une avance pour faire un roman graphique, et elle a sauté sur l'occasion, abandonnant ses autres travaux pour se consacrer à cette nouvelle tâche. Son premier roman graphique, *Exit Wounds*, a été salué par la critique dès sa parution. L'action se passe pendant la deuxième Intifada [qui s'est déroulée entre septembre 2000 et février 2005]. On y suit l'histoire d'une soldate qui sert à Tel-Aviv et qui craint qu'une victime non identifiée d'un attentat terroriste à Hadera [une ville au nord de Tel-Aviv] ne soit son amant, plus âgé qu'elle.

En 2010, Modan publie une bande dessinée pour enfants *Nina chez la reine d'Angleterre* [traduite chez Actes Sud également], qui ne tarde pas à caracolier en tête des ventes. En 2013, *La Propriété* est publiée en Israël et aux États-Unis. Cette BD raconte l'histoire d'une jeune femme qui accompagne sa grand-mère en Pologne pour retrouver une propriété ayant appartenu à leur famille avant la Seconde Guerre mondiale. Le livre a reçu des critiques dithyrambiques et figuré dans de nombreuses listes de "meilleurs romans graphiques de l'année".

Dans *Tunnels*, la protagoniste, Nili, se lance avec son fils dans un chantier de fouilles interdit en Cisjordanie, juste en dessous du mur de séparation. Enfant, Nili avait aidé son père, éminent archéologue, à fouiller à cet endroit afin de trouver des trésors du Temple de Jérusalem, mais l'Intifada avait perturbé ses projets. Elle entreprend maintenant de terminer la mission. Son père est atteint de démence, et elle est bien décidée à lui attribuer la découverte de l'Arche d'alliance tant qu'il est encore en vie. Elle arrive à obtenir le soutien d'un riche collectionneur d'objets antiques. En outre, des colons juifs extrémistes (ceux que certains appellent "les jeunes des collines") l'assistent dans ses fouilles. La situation s'envenime quand ils découvrent des Palestiniens qui creusent leur tunnel au même endroit.

Le frère de Nili est un jeune archéologue qui rêve d'obtenir un poste à l'université et qui ne voit pas d'un bon œil les fouilles illégales de sa sœur. Son supérieur, qui

**"IL N'Y A PAS ASSEZ DE FEMMES DANS LA LITTÉRATURE, ALORS SI J'ÉCRIS, JE VEUX QUE CE SOIT SUR DES FEMMES."**

**Rutu Modan**  
AUTEURE DE BD

appartient au monde universitaire, a l'intention de s'attribuer tout le mérite des découvertes de Nili, et, Israël étant ce qu'il est, on croise aussi dans cette histoire un officier de l'armée israélienne aux méthodes pas très reluisantes. "Dans ce livre, j'ai trouvé une plus grande liberté dans mon dessin. Les personnages sont plus insouciantes, plus amusants, plus caricaturaux, explique-t-elle. Et cette liberté se retrouve dans l'histoire."

On retrouve aussi dans ce livre la manière si particulière qu'a Modan d'aborder son travail. Après avoir écrit le scénario et réalisé le story-board, elle a fait appel à des acteurs pour filmer leur interprétation des personnages. Elle a ensuite utilisé les images de ces séquences pour dessiner les vignettes de son livre.

**Quand vous avez commencé à faire des recherches pour cette BD et que vous vous êtes intéressée de près à l'histoire et à l'archéologie de votre pays, qu'est-ce qui a le plus attiré votre attention ?**

Le lien profond entre le sionisme et la Bible m'intéressait, parce que le sionisme est censé être un mouvement laïque, un mouvement de libération fondant notre identité sur la nation, et non sur la religion et le mysticisme. Or, le sionisme a des origines religieuses, car bon nombre de ses chefs de file ont grandi dans des foyers religieux, et en définitive la justification du sionisme est religieuse. N'oublions pas que la Bible est un livre de religion. Ce n'est donc pas un hasard si ce conflit a éclaté. La religion est à la base du sionisme, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous ne sommes pas parvenus à régler ce problème.

**Les personnages et les lieux font de cette histoire un microcosme du conflit. Quand vous touchez à des questions politiques aussi délicates, vous sentez-vous une plus grande responsabilité ? Avez-vous le sentiment de marcher sur des œufs ?**

Oui, bien sûr. Actuellement, sur ces questions, il y a des vies en jeu, et ce livre est davantage lié à des questions politiques que mes précédents. Dans un premier temps, je ne savais pas vraiment comment m'y prendre. J'avais toujours écrit sur des habitants de Tel-Aviv qui me ressemblent un peu. Mais cette fois, je devais écrire sur des gens dont les opinions et la vision du monde sont à l'opposé des miennes. Puis, j'ai fini par comprendre que je n'avais pas à donner mon point de vue dans ce livre.

Souvent, quand un artiste israélien travaille à l'étranger, on attend de lui qu'il résolve le conflit, qu'il vous l'explique, que ses livres disent aux gens qu'il y aura la paix et que tout ira pour le mieux. J'ai toujours évité d'exprimer mes opinions. Pour cela, il y a Facebook. Et cela ne vaut vraiment pas la peine de perdre cinq ans pour se contenter de donner son avis. Je ne pense pas que mon opinion vaille plus que celle de n'importe qui d'autre, même si je suis sûre d'avoir raison.

Mais une vision humaine des choses est toujours intéressante, d'où qu'elle vienne. Et dans mes livres, j'essaie de garder ce cap, de ne pas observer les faits à travers mon prisme personnel, mais en pensant à ce qui est intéressant dans la situation.

**RUTU MODAN COMPTE  
PARMI LES RARES AUTEURS  
DE BD ISRAËLIENS QUI VIVENT  
DE LEUR ACTIVITÉ.**



RUTU MODAN/ACTES SUD BD

**Il y a un protagoniste féminin dans vos trois livres. C'est délibéré ?**

Oui. Tout d'abord, je suis une femme, il est donc naturel que j'écrive sur les femmes. Et au-delà de cela, il n'y a pas assez de femmes dans la littérature, alors si j'écris, je veux que ce soit sur des femmes.

À plus forte raison dans ce livre-ci. L'archéologie étant une discipline masculine, comme sont masculins l'armée et les "jeunes des collines", je voulais qu'il y ait des colons femmes extrémistes dans mon histoire – mais je craignais que ce ne soit pas crédible. Aujourd'hui, en fait, on trouve des femmes extrémistes parmi les colons. Alors, comme il s'avérait que presque tous mes personnages étaient des hommes, j'ai décidé qu'au moins l'héroïne serait une femme. C'est important pour moi.

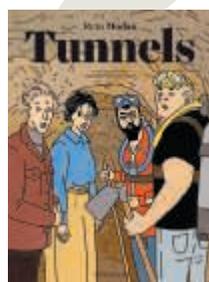
**C'est le premier de vos livres à paraître d'abord en Israël. Pourquoi ?**

Parce qu'en Israël, on commence enfin à accepter le fait qu'il y ait des bandes dessinées.

**Et en particulier qu'il y ait Rutu Modan.**

Oui, on reconnaît que j'existe, qu'il y a des gens qui m'achètent, que je peux vendre. Je pense que *Nina chez la reine d'Angleterre*, mon plus grand succès, m'a fait entrer dans beaucoup de foyers, et *La Propriété* en a bénéficié. Le livre a aussi touché un public autre que les lecteurs de BD. Je veux recommencer ça, avec des BD pour enfants. Ce sera sans doute mon prochain projet.

— **Nirit Anderman**  
Publié le 21 septembre



**"TUNNELS", BIENTÔT EN LIBRAIRIE**

Le nouveau roman graphique de Rutu Modan, traduit de l'hébreu par Rosie Pinhas-Delpuech, sortira le 27 janvier chez Actes Sud.

**Accueil critique**

**UN ROMAN GRAPHIQUE "ACCESSIBLE"**

Pour **Globes**, *Tunnels* est un roman graphique qui "saura faire aimer le genre aux lecteurs qui ne sont pas naturellement attirés par ce type de littérature". Le quotidien économique israélien le souligne, on trouve de nombreux tunnels dans l'album : ceux des fouilles archéologiques sous la citadelle de Jérusalem, ceux de la révolte de Bar Kokhba, au II<sup>e</sup> siècle de notre ère, ceux qui ont servi de refuges aux combattants palestiniens durant la guerre de 1948, les actuels tunnels de contrebande de fruits et légumes pour éviter les barrages de l'armée israélienne en Cisjordanie, ou encore ceux utilisés pour la préparation d'actions terroristes. "Ce qui nous reste [à faire], c'est à chercher la lumière, de l'autre côté de ces tunnels", affirme la critique de **Globes**.



## Ces odeurs qui entrent au musée

Quels effluves Napoléon percevait-il à Waterloo ? Quelles odeurs vous saisissaient dans une ville industrielle anglaise au XIX<sup>e</sup> siècle ? La reconstitution des senteurs et leur préservation intéressent chercheurs et conservateurs.

—The New York Times (extraits)  
New York

**L**a transpiration causée par l'angoisse. Le crin de cheval. L'herbe mouillée, la terre après laverse. Le soufre de la poudre à canon. L'eau de Cologne au romarin, à la bergamote et à l'orange amère. Un soupçon de cuir. Telle a été – peut-être – l'odeur de la retraite de Napoléon après Waterloo, en 1815. En tout cas, ce sont quelques-uns des ingrédients sélectionnés par Caro Verbeek, historienne de l'art et chercheuse olfactive, en partenariat avec la parfumeuse Birgit Sijbrands, le créateur de parfums Bernardo Fleming, d'International Flavors & Fragrances, et le Rijksmuseum Amsterdam.

“Les guerres regorgent d'odeurs, assure Caro Verbeek. Dans leurs lettres, les soldats parlent moins de leurs blessures que

✓ Créée par la New-Yorkaise Janie Korn, cette bougie est parfumée à l’“Essence de Mastenbroek”, un mélange d’odeurs de vache, d’herbe et de terre évocateur des polders des Pays-Bas.  
Photo Erik Tanner/The New York Times

de l'horreur des bruits et des odeurs. C'est ce qui nous permet de les connaître.” Nous savons également qu'il a plu le soir précédant la bataille, que la transpiration causée par la peur n'a pas la même odeur que la sueur ordinaire, et qu'il se trouvait plusieurs milliers de chevaux sur place. Nous connaissons également les ingrédients qui composaient le parfum de Napoléon – il s'en aspergeait des litres tous les jours et en portait même une bouteille dans sa botte.

Autant d'informations sur lesquelles Caro Verbeek s'est appuyée pour sa reconstitution [des odeurs de Waterloo], dans le cadre d'un projet baptisé “Sur les traces des senteurs oubliées”. Ces senteurs, le Rijksmuseum les propose – sur des bandellettes en papier ou dans des petits vaporisateurs réunis en collier – devant le tableau de la bataille de Jan Willem Pieneman, daté de 1824.

**Parmi les odeurs en voie de disparition, citons les boules de naphthaline, les rubans encreurs des machines à écrire et le tabac froid.**

Dans le domaine en plein essor des études olfactives, des scientifiques, des chercheurs, des artistes, des historiens et des experts du patrimoine culturel joignent leurs compétences pour travailler sur le sens qui est sans doute le plus difficile à préserver. Certains tentent de conserver les odeurs de notre époque – en particulier celles qui n'existeront peut-être plus dans quelques décennies. D'autres, comme Caro Verbeek, titulaire d'un doctorat en histoire de l'art, tentent de faire revivre certaines odeurs disparues en les reconstituant. Autant de recherches qui constituent la raison d'être d'Odeuropa, un groupe de recherche international consacré au patrimoine olfactif, qui vient de recevoir une subvention de 2,8 millions d'euros [de la part de l'Union européenne].

L'histoire foisonne d'odeurs qu'on ne pourra plus jamais retrouver. En dépit des investigations poussées de Caro Verbeek, nous ne saurons jamais vraiment quelle a pu être l'odeur de la bataille de Waterloo. Ni celle d'ailleurs du Londres du Moyen Âge ou du New York des années 1930.

Parmi les odeurs qui sont d'ores et déjà en voie de disparition, citons les boules de naphthaline, les feuilles mortes qu'on

brûle à l'automne, les rubans encrues des machines à écrire, les premières crèmes solaires, et le tabac froid. Et, contrairement aux couleurs ou à la musique, par exemple, l'odeur ne se divise pas en catégories universellement reconnues. Même si la technologie a facilité l'isolement des composés chimiques, les odeurs dépendent aussi beaucoup du contexte. Autant dire que leur nombre est potentiellement infini.

Par ailleurs, il faut plus qu'une simple information olfactive pour les préserver. Chercheuse à l'Institute for Sustainable Heritage de l'University College de Londres, Cecilia Bembibre planche donc sur une méthode permettant de les archiver de manière systématique, grâce à un mélange de chimie et d'outils plus empiriques. Une approche qu'elle a mise en pratique pour l'odeur des vieux livres, potentiellement menacée. La première étape consiste à sceller le livre afin que l'odeur puisse se concentrer pendant plusieurs jours. Puis on fait appel à la chromatographie en phase gazeuse couplée à la spectrométrie de masse pour séparer et identifier chacun des composés chimiques, en vue de créer une sorte de recette ou de patron pour les historiens. La chercheuse conduit également des entretiens avec des volontaires et leur fait sentir l'odeur en question avant de leur demander de la décrire.

Cecilia Bembibre précise que l'application de la méthode scientifique – c'est-à-dire un langage universel et des techniques normalisées – à l'étude des odeurs relève de la gageure. *“Quand on demande à un volontaire de décrire une odeur, dit-elle, il va avoir tendance à employer des termes liés à son vécu, du genre : ‘Ça sent comme les fonds de tiroir chez ma grand-mère.’”* Cecilia Bembibre cherche à fusionner l'approche scientifique et les aspects plus sociologiques du travail sur le patrimoine culturel afin de mettre au point une technique hybride d'archivage des odeurs.

Si la recherche olfactive est une discipline qui commence à se faire connaître et qui obtient des financements

*“On a beaucoup travaillé sur le toucher, avec des dispositifs tactiles, sur le mouvement, sur le son, et puis un jour, je me suis rendu compte qu'on n'avait pas fait grand-chose sur les odeurs, se souvient-elle. Ça va au-delà du côté amusant. C'est une manière de rendre une œuvre d'art accessible.”* Une manière aussi, poursuit-elle, d'intéresser à l'art des gens qui ne sont peut-être pas sensibles à son histoire au sens traditionnel du terme.

### L'odeur est aussi importante que d'autres patrimoines immatériels, comme la danse ou les rituels religieux.

Marie Clapot a élaboré des odeurs qui peuvent être associées à des objets et intégrées à des visites guidées grâce à des bandelettes trempées dans l'huile. Elle a notamment créé une fragrance inspirée par une sculpture appelée Printemps dans le couvert de la flore (l'un d'une paire), de Pietro Bernini, elle-même inspirée des fleurs et des fruits du printemps italien, et par un tableau de Pierre Bonnard où s'affrontent des couleurs chaudes et froides. L'odeur choisie se compose de bois de santal et de patchouli, pour évoquer la chaleur, et d'arômes plus froids, comme le méthyl ionone.

D'autres chercheurs se sont intéressés à la conservation patrimoniale des odeurs à travers le prisme plus large de leur localisation géographique. *“L'odeur est intimement liée au contexte, explique Kate McLean, graphiste et chercheuse olfactive à l'université Christ Church de Canterbury [en Angleterre]. Par exemple, on va aimer l'odeur du poisson dans un marché aux poissons, mais on la trouvera peut-être incongrue au milieu d'un jardin public.”* Kate McLean s'efforce ainsi de conserver les odeurs in situ, organisant des *“promenades olfactives”* dans le monde entier. C'est comme ça qu'elle a cartographié le paysage olfactif de Staten Island [aux États-Unis] ou de Pampelune, en Espagne, associant à chacun de ces endroits les impressions sensorielles des visiteurs.

Dans le cadre d'un projet intitulé *“Two Centuries of Stink”* (*“Deux siècles de puanteur”*), elle a également dressé la carte des odeurs de Widnes, une ville industrielle [du nord-est de l'Angleterre] en remontant jusqu'aux années 1860 et en s'appuyant sur des témoignages d'habitants et des sources écrites. Longtemps, les effluves qui caractérisaient Widnes ont été dus à des procédés chimiques interdits depuis.

Pour sa part, Caro Verbeek ressuscite les odeurs d'antan, comme elle l'a fait pour la bataille de Waterloo, en composant un *“parfum”* associé à un événement historique, à un personnage ou à une

œuvre d'art. C'est ainsi qu'elle a reconstitué l'odeur du vestiaire de l'équipe de football des Pays-Bas après sa victoire à l'Euro 1988 (huile de coco, transpiration, champagne, déodorant, vêtements sales et une marque bien précise de gel douche). Elle s'est également plongée dans l'histoire de la médecine pour reproduire celle de l'embaumement de Guillaume le Taciturne, prince d'Orange, après son assassinat, en 1584. *“C'est un parfum frais, médicinal, agréable”,* dit Caro Verbeek en souriant, qui précise qu'une trentaine d'ingrédients ont été utilisés pour ledit embaumement, dont la myrrhe, l'origan, la sauge, la lavande, le romarin, l'iris et le musc. La chercheuse s'appuie souvent sur des écrits, comme les archives médicales, se servant de son propre odorat ou interrogeant des *“témoins olfactifs”*, comme dans le cas de l'équipe de foot des Pays-Bas.

Parmi les autres odeurs de lieux qui sont en train ou qui risquent de disparaître, on peut citer aux Pays-Bas celle des polders, ces basses terres utilisées pour l'irrigation et l'élevage laitier. Depuis quelques années, les polders sont victimes des inondations et des programmes d'artificialisation qui

prévoient d'y construire des usines ou des logements. Certains craignent qu'ils ne disparaissent peu à peu avec l'élévation du niveau de la mer. En 2005, l'artiste Birthe Leemeijer et Alessandro Gualtieri, du parfumeur Nasomatto, ont travaillé avec les habitants de Mastenbroek, petit village posé sur un polder, à la création d'un parfum baptisé *“Essence de Mastenbroek”* [en français dans le texte], adopté par beaucoup de Néerlandais qui sont partis s'installer à l'étranger et qui ont le mal du pays.

Ce qui rend ce projet si beau et si fort, c'est surtout le fait qu'il ne fait qu'approcher l'odeur du polder – il ne pourra jamais totalement la recréer. *“Quelle que soit la méthode que vous utilisiez, que ce soit la chromatographie en phase gazeuse ou l'analyse des molécules prélevées sur des objets d'époque, ce ne sera jamais une reconstitution fidèle, reconnaît Inger Leemans [chef de projet à Odeuropa]. Même si on avait la description exhaustive d'un parfum du XVIII<sup>e</sup> siècle et qu'on avait les moyens de le reconstituer, cela donnerait malgré tout une odeur différente sur notre corps du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce sera toujours une interprétation.”*

—Sophie Haigney

Publié le 7 décembre 2020

**Télérama**

Du 18 au 24 janvier sur [telerama.fr](http://telerama.fr)

**dialogue**

Retrouvez sur [telerama.fr](http://telerama.fr) 21 personnalités interviewées par la rédaction au Théâtre du Rond-Point

En partenariat avec MGEN Mutuelle santé, prévoyance

mgen

Théâtre du Rond-Point

plein écran.



↓ Capture d'écran du jeu. Le combattant reçoit des SMS de sa mère, qui se ronge les sangs. Photo Trehouse Dreams



—Vostotchniy Variant (extraits)  
Ukraine

Oleksiy Fourman a sept ans d'expérience professionnelle en tant que reporter photographe. Il a suivi les événements de Maïdan [la place de l'Indépendance, à Kiev, lieu de grandes manifestations qui ont abouti au renversement du pouvoir prorusse en février 2014] et, en 2014-2015, le début de la guerre du Donbass, dans l'est de l'Ukraine. Par la suite, il a entrepris de développer des projets interactifs : il a lancé un projet ambitieux sur Maïdan, entre autres sur les tirs meurtriers qui ont visé les manifestants sur la rue Institoutska. Pendant deux ans, il a également travaillé sur un projet photographique au sujet de militaires ukrainiens gravement blessés. C'est ainsi que, peu à peu, lui est venue l'idée de mettre au point un récit interactif basé sur l'histoire de différents soldats [au Donbass], et cette fois non sous forme de documentaire mais de jeu.

**Parcours du soldat.** Il explique : "J'ai réfléchi à ça pendant quelques années. Et quand, avec un camarade, j'ai vu que le Fonds culturel ukrainien proposait une bourse, nous avons développé le concept, nous avons soumis une demande de financement et nous l'avons obtenue."

La version complète, qui doit être lancée cette année, proposera de suivre tout le parcours d'un soldat : de la décision de s'engager jusqu'au séjour au front, et le retour chez soi, avec une difficile réadaptation à la vie civile. D'où le titre choisi, *The Point of No Return* ("Le Point de non-retour"). Dans la démo\*, sur laquelle

## Au Donbass, la guerre n'est pas un jeu

**The Point of No Return nous place dans la tête d'un soldat ukrainien engagé contre les forces prorusses. Ses concepteurs ont puisé leur inspiration dans leur expérience sur le front en tant que photoreporter ou combattant.**

l'équipe a travaillé pendant quatre mois, tout est centré sur la vie d'un héros qui se trouve vraiment sur le front.

"Tout se passe dans un poste occupé par un peloton. Notre équipe a rassemblé des centaines de photos de positions existantes, pour la plupart remontant aux années 2014-2015. Au début, le graphiste a ébauché un plan du poste et nous sommes partis de ça. Notre consultant militaire, Dmytro Bondar, a vérifié que ces positions étaient logiques et entre quels lieux il fallait se 'déplacer'. Nous nous sommes inspirés au maximum de la réalité pour qu'il n'y ait pas d'in-vraisemblances", assure Oleksiy Fourman.

C'est Dmytro Bondar lui-même qui double le personnage central. "Nous voulions créer un ressenti le plus authentique possible, comme dans l'utilisation des radios, par exemple. [...] Les personnages du jeu réagissent aussi au silence du héros pendant les discussions à la radio et s'efforcent de le faire réagir par divers moyens." Son expérience réelle de combattant a été mise à contribution

dans le jeu : "La routine quotidienne peut varier d'un jour à l'autre, mais il y a une chose qui ne change pas : nous n'avons pratiquement jamais le temps de nous reposer. Il arrive que le combat dure quelques minutes, et parfois quelques heures, voire des jours. Quand les soldats ne sont pas au combat, ils fortifient les positions de tir, ils entretiennent les armes et les véhicules, ils construisent ou réparent les locaux. Si la situation le permet, ils s'occupent de leur hygiène corporelle, préparent les repas, et, inmanquablement, ils appellent leurs parents et leurs proches, raconte Dmytro Bondar. Au front, presque tout le nécessaire pour vivre est apporté par le soldat de chez lui : la vaisselle, les appareils électroniques ou quoi que ce soit qui rende la vie au moins un peu plus confortable. Quant au poêle, c'est un 'antique dieu en fonte' qui nous protège du froid, de l'humidité et nous fournit même de la lumière."

Avec *The Point of No Return*, les développeurs visent un public plutôt adulte.

"Actuellement, l'idée que l'on se fait des gamers est en train de changer. Tout le monde pense qu'il s'agit forcément de personnes jeunes, mais, en réalité, ils ont en moyenne 30 ans et plus. Nous visons un auditoire adulte, en Ukraine et ailleurs dans le monde [l'interface est en anglais et les dialogues sont sous-titrés]. Dans l'idéal, je souhaiterais que notre projet et d'autres projets de ce genre aident les gens qui ne sont jamais trouvés dans une zone de combats à comprendre ce que c'est que d'être au front, d'être coupé de sa famille, de ne pas avoir la possibilité d'être à ses côtés quand elle a besoin de vous. Et en même temps, montrer la vraie amitié entre les soldats. Dans le jeu, il y a vraiment beaucoup de dialogues entre le héros et ses camarades, et leur caractère se dévoile au fil des échanges", décrit Fourman.

**Une mission sociale.** Cette approche ne représente qu'une partie de la mission sociale que les développeurs ont assignée à leur jeu. Car il ne s'agit pas d'un divertissement, le but est d'attirer l'attention sur un thème extrêmement important, celui de la réadaptation à la vie civile, de montrer les conséquences des combats qui, d'ordinaire, échappent à la connaissance du public.

"Dans tous mes projets de ces dernières années, [...] je me suis efforcé d'établir des 'passerelles' entre les gens qui se sont trouvés dans des situations de stress historiques et ceux qui n'ont pas cette expérience. Je voulais que nous, les Ukrainiens, nous nous comprenions mieux les uns les autres pour que nous soyons ensuite mieux compris hors de nos frontières. Pour que les gens ne soient pas éloignés émotionnellement les uns des autres. Et cela sera possible quand nous comprendrons ce que chacun et chacune d'entre nous a vécu", conclut Oleksiy Fourman.

—Anastassia Dachko  
Publié le 3 novembre 2020

\*Une version de démonstration gratuite, encore incomplète, est disponible sur la plateforme de jeux indépendants Itch.io.

SOURCE



**VOSTOTCHNIY VARIANT**  
Ukraine

[v-variant.com.ua/uk/news](http://v-variant.com.ua/uk/news)  
Spécialisé dans le Donbass et rédigé par des journalistes de cette région de l'est de l'Ukraine : c'est ainsi que ce site d'information se présente à ses lecteurs. Lancé en 2008, interrompu en 2014 et relancé en 2019, il propose des contenus en russe et en ukrainien.



## Les grandes dames du champagne

**XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> — France**

Elles étaient destinées à rester dans l'ombre de leurs maris et ont fini par se retrouver chacune à la tête d'une grande maison de champagne. D'où elles ont conquis le monde.



—**The Daily Telegraph** (extraits) Londres

**I**l existe trois très bonnes raisons de se plonger dans le champagne en janvier. La première, c'est de faire un pied de nez à l'idée même de Dry January [“janvier sec”, sans alcool]. Le mois de janvier est déjà parfaitement déprimant en temps normal et l'est deux fois plus en 2021. Ce n'est donc pas un mois à s'essayer à l'abstinence, nous allons au contraire avoir besoin d'un maximum de bulles.

Deuxièmement, le champagne, et en particulier les petits producteurs, a besoin de toute l'aide possible. Les derniers chiffres de 2020 ne sont pas encore disponibles, mais les affaires vont mal. Comme me l'a expliqué un producteur de la Marne : “D'habitude on vend 10 000 bouteilles par an à la boutique du vignoble. Cette année, on est plus près de 200.”

Et, troisième point très important... bon, on va dire ça comme ça : nous sommes à l'ère de la femme. Et il y a longtemps que le champagne est à la pointe à cet égard. Je me trompe peut-être, mais j'ai l'impression que les femmes occupent plus de place au sommet de ce secteur (chiffre d'affaires en 2019 : 4,86 milliards d'euros) que dans la plupart des secteurs comparables. Et qu'elles ont commencé beaucoup plus tôt.

L'extraordinaire veuve Clicquot fut, au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle, la première véritable femme d'affaires internationale de France (du monde ?). Elle avait épousé un membre de la famille Clicquot, lequel claqua quand elle avait 27 ans. En 1805, le statut de veuve était le seul moyen pour une femme de diriger une société, car elle était considérée comme le “prolongement juridique” de son défunt mari. La veuve prend donc la direction de la maison Clicquot et lui fait traverser des temps particulièrement difficiles – guerres napoléoniennes, blocus maritimes – grâce à son

ingéniosité, son audace et son cynisme. En 1814, quand la sixième coalition contraignit Napoléon à abdiquer pour la première fois, elle expédia 10 000 bouteilles à Saint-Petersbourg avant que quiconque ne réagisse pour que la cour de Russie puisse célébrer sa victoire sur l'empereur français avec du champagne français. D'autres livraisons suivent, car les gens du tsar apprécient ce breuvage qui nous semblerait beaucoup trop sucré. Pouchkine est fan, Gogol et Tchekhov aussi.

**Boom des ventes.** La Veuve – nom sous lequel le champagne Clicquot finit par être connu – approvisionne également le congrès de Vienne qui, à côté des pourparlers de paix consécutifs à la chute de Napoléon, se transforme en sauterie internationale pendant plusieurs mois. Le champagne confirme ainsi son statut de boisson de la haute société. En passant, la veuve Clicquot inaugure la pratique des millésimes (le premier en 1810), améliore le matériel de vinification et met sur pied une véritable force de vente. Même si elle avait plus l'apparence d'une matrone que celle des souples jeunes femmes des publicités pour le champagne, elle a effectivement inventé le marketing pour ce breuvage. Et ça a marché. À sa mort, en 1866, les ventes avaient augmenté de 4 500 %, pour passer à 750 000 bouteilles par an.

M<sup>me</sup> Clicquot ne fut que la première de plusieurs veuves remarquables du champagne. En 1858, Jeanne Alexandrine Pommery se retrouve, à l'âge de 39 ans, avec deux jeunes enfants et une maison de champagne sur les bras. Pas de chance pour feu Pommery, mais coup de chance pour l'entreprise qui, sous la direction de sa veuve, voit ses ventes passer de 50 000 à 2 millions de bouteilles par an. M<sup>me</sup> Pommery comprend que le champagne ultrasucré très prisé des Russes et autres ne convient pas à tout le monde. Elle exige qu'on fasse des vins plus sec,

plus tendus, plus acceptables pour le goût britannique. Bingo ! Les Britanniques boivent toujours plus de champagne en volume que tous les autres pays, exception faite de la France (même si le marché américain est plus rentable).

M<sup>me</sup> Pommery fait en outre construire un nouveau domaine gigantesque à Reims. Il s'inspire apparemment des châteaux et des colleges anglais, car Jeanne Alexandrine Pommery était anglophile. Les bâtiments sont effectivement imposants et fortement tudoriens. Si vous êtes dans les parages, la visite vaut vraiment le coup.

La troisième de ces veuves est Elisabeth Law de Lauriston-Boubers – plus connue sous le nom de “Lily”. Issue d'une famille d'origine écossaise, elle épouse Jacques Bollinger en 1923, et se retrouve veuve en 1941. Elle a alors 42 ans et prend la tête de la maison Bollinger – qui se trouve dans la petite ville champenoise d'Aÿ – alors que celle-ci est confrontée aux pénuries et aux restrictions de la guerre. Son ingéniosité et son perfectionnisme lui font passer ce cap.

Fournisseur officiel de la famille royale britannique, Bollinger est aussi le champagne préféré de James Bond, qui déguste sa première coupe dans le quatrième roman de Fleming, *Les diamants sont éternels* [publié en 1956].

Bien entendu, ces trois veuves ont accédé à ces places de pouvoir du fait des circonstances. Et il y a encore beaucoup de progrès à faire. Mais, comme le dit Alice Voirin du champagne Voirin-Jumel à Cramant, le caractère familial de nombreuses maisons de champagne ainsi que l'élégance du produit ont toujours assuré une place aux femmes, contrairement par exemple au secteur de la construction. Les femmes avaient un rôle à jouer aussi important que celui des hommes.

—**Anthony Peregrine**

Publié le 31 décembre 2020

➤ **Vendanges en septembre 1945 dans les vignes champenoises.**

Photo AFP

# Que nous réserve l'année à venir ?

The  
Economist

## Le monde en 2021

Sous licence exclusive à Courrier international  
Janvier - février - mars 2021

Courrier  
international

**Royaume-Uni** Après le Brexit,  
le risque de désunion

**Russie** Le vent tourne pour Poutine

**Chine** Biden, un adversaire non moins coriace

**Moyen-Orient** De nouvelles alliances

**Chômage** Une bombe à retardement

**Invités** António Guterres, Ursula von der Leyen...



# Toutes les réponses sont dans "Le monde en 2021"

LIVRET D'ÉPARGNE

**ZESTO**

BY RCI BANK AND SERVICES



**FAIRE PROGRESSER  
VOTRE ÉPARGNE  
ET LA MOBILITÉ**



**Avec ZESTO, votre épargne est réinvestie dans le financement automobile des marques de l'Alliance Renault - Nissan.**

**En 2019, grâce à RCI Bank and Services, votre épargne a contribué à financer en France plus de 369 000 véhicules neufs, 120 000 véhicules d'occasion, 103 000 véhicules utilitaires et 10 400 véhicules électriques.**

**Livret ZESTO, l'épargne qui mobilise.**

Livret ZESTO au taux nominal annuel brut de 0,80 %<sup>(1)</sup>.

Compte à terme PEPITO au taux actuariel annuel brut de 1,00 % garanti sur 3 ans<sup>(2)</sup>.

(1) Les versements effectués seront rémunérés au taux nominal annuel de base brut de 0,80 % (taux en vigueur depuis le 01/12/2019) susceptible de variation. Taux avant prélèvements fiscaux et sociaux. Voir aussi les Conditions Générales du livret ZESTO. (2) Le compte PEPITO est une convention de compte de dépôt à terme d'une durée de 3 ans, réservée aux titulaires majeurs d'un livret ZESTO. Il offre une rémunération progressive trimestrielle jusqu'à 2,00 % brut et son taux actuariel annuel brut sur l'ensemble de sa durée est de : 1,00 % (taux en vigueur à compter du 14/12/2020). Taux avant prélèvements fiscaux et sociaux. À tout moment, le placement peut être remboursé (remboursement anticipé total uniquement). Dans ce cas, le souscripteur bénéficie d'une rémunération minorée. Dépôt minimum 5 000 €. Voir Conditions Générales du compte à terme PEPITO.

RCI BANQUE S.A. (Groupe Renault) - Etablissement de crédit et intermédiaire d'assurances, au capital de 100 000 000 EUR. Siège Social : 15, rue d'Uzès - 75002 Paris. SIREN 306523358 - Code APE 6419Z - N°ORIAS : 07 023 704.



**BANK  
AND  
SERVICES**

Découvrez nos produits sur [www.livretzesto.fr](http://www.livretzesto.fr)